



**Plateforme mondiale
pour la réduction
des risques de
catastrophe**
Genève, Suisse, 13-17 mai 2019

Compte-rendu

Les dividendes de la résilience : vers des sociétés
plus durables et plus inclusives

Organisée par



UNDRR

Bureau des Nations Unies pour la réduction
des risques de catastrophe

Accueillie par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Sommaire

01	Remerciements	4
	Plateforme mondiale 2019 pour la réduction des risques de catastrophe	5
	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe	5
	Avant-propos	6
	Note de synthèse des coprésidents	7
	Programme de la PM2019	11
	Écologisation / Accessibilité	12
	Chiffres	13
02	Événements officiels	14
	Cérémonie d'ouverture officielle	15
	Déclarations officielles	18
	Tables rondes ministérielles	21
	Dialogues de haut niveau	25
	Séance spéciale	33
	Séances de travail	34
	Cérémonie de clôture	58
03	Événements parallèles	59
04	Autres événements	77
	Cérémonies de remise de prix	85
	Réunions préparatoires	87
	Podium Ignite	89
	Plateforme de l'innovation	92
	Laboratoires d'apprentissage	96
05	Liste des participants	97



© 2019 NATIONS UNIES

Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter :
Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe
9-11, rue de Varembé, 1202 Genève, Suisse – Courriel : isdr@un.org

Les droits d'auteur sur toutes les photos et images de la présente publication sont réservés par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe. La copie, la reproduction et la vente non autorisées et tout autre usage secondaire de ces photos et images sont strictement interdits. Pour obtenir une autorisation d'utilisation, de diffusion ou de réimpression de tout ou partie de la présente publication, veuillez contacter le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe à l'adresse isdr@un.org.



Remerciements

Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) souhaite exprimer sa plus profonde reconnaissance envers la Confédération suisse pour avoir accueilli et coprésidé la Plateforme mondiale 2019 pour la réduction des risques de catastrophe (PM2019), ainsi que pour son soutien politique, logistique et financier de tous les instants, qui a contribué à la réussite et à l'impact de cet événement.

Notre plus profonde reconnaissance va également aux gouvernements d'Australie, de Chypre, de République tchèque, de Finlande, de France, d'Allemagne, d'Irlande, du Japon, du Luxembourg, de Nouvelle-Zélande, de Norvège et de Suède ainsi qu'à la Commission européenne, qui ont tous soutenu la PM2019, parfois même en lui réservant spécifiquement des ressources. Nos remerciements vont également à la Nippon Foundation, à l'UPS Foundation et à l'Insurance Development Forum pour leurs contributions.

L'UNDRR exprime par ailleurs sa sincère gratitude aux nombreuses organisations, personnes et volontaires qui ont apporté leur contribution à la réussite de la PM2019. Nous exprimons enfin notre reconnaissance aux gouvernements d'Arménie, de Colombie, d'Italie, de Mongolie et de Tunisie pour avoir accueilli les plateformes régionales.





Plateforme mondiale 2019 pour la réduction des risques de catastrophe

La Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe est reconnue par l'Assemblée générale de l'ONU comme le principal forum mondial d'analyse stratégique, de coordination, de développement de partenariats et d'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant la réduction des risques de catastrophe, par exemple, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. La sixième édition de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (PM2019) s'est tenue à Genève du 13 au 17 mai 2019. Celle-ci a réuni les principaux décideurs politiques, responsables gouvernementaux, théoriciens et praticiens de la réduction des risques de catastrophe et autres parties prenantes, afin de débattre des moyens permettant de réduire l'impact des catastrophes, d'accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai et d'assurer l'alignement sur les objectifs correspondants du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que le respect des engagements de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Les conclusions de la Plateforme alimenteront les discussions du Forum politique de haut niveau sur le développement durable qui se tiendra à New York en juillet 2019, de même que les débats du Sommet Action Climat organisé par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2019. Il s'agit également du dernier rassemblement mondial de l'ensemble des parties prenantes avant l'échéance fixée par l'objectif (e) du Cadre de Sendai, à savoir « augmenter nettement, d'ici à 2020, le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe ». Avec pour thème « Les dividendes de la résilience : vers des sociétés plus durables et plus inclusives », la PM2019 s'est penchée sur les impacts positifs qu'engendrent la gestion des risques de catastrophe et la généralisation d'investissements raisonnés en fonction des risques, et ce dans de nombreux secteurs et régions. En effet, de telles approches ont non seulement des répercussions positives sur le plan économique mais engendrent également un cercle vertueux de réduction des risques de catastrophe, qui améliore aussi les résultats obtenus sur le long terme dans les secteurs social, financier et environnemental. La PM2019 a tout mis en œuvre pour intégrer les perspectives des femmes et des hommes de façon équilibrée : 50 % des allocutions ont été données par des femmes et ces dernières ont représenté 40 % du nombre total des participants.



Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe

Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe

Créé en 1999, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) a pour mission, en vertu de la résolution 56/195 de l'Assemblée générale des Nations Unies, de servir de point focal pour la coordination de la réduction des risques de catastrophe (RRC) au sein du système des Nations Unies. L'UNDRR a donc pour rôle d'appuyer la mise en œuvre du Cadre de Sendai et le suivi-évaluation de cette dernière, notamment en favorisant l'alignement avec d'autres instruments internationaux, L'outil d'évaluation du suivi du cadre de Sendai parmi lesquels le Programme 2030 et ses Objectifs de développement durable ainsi que l'Accord de Paris. L'UNDRR fait partie du Secrétariat des Nations Unies et est placé sous la direction de la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe. Son approche de coordination multipartite s'appuie sur les relations qu'il a établies avec un réseau mondial de partenaires, constitué de gouvernements nationaux et locaux, d'organisations intergouvernementales et d'acteurs de la société civile, y compris du secteur privé. Le siège de l'UNDRR est installé à Genève, avec cinq bureaux régionaux pour l'Asie (Bangkok), l'Afrique (Nairobi), l'Europe (Bruxelles), les États arabes (Le Caire) et les Amériques et les Caraïbes (Panama), ainsi qu'un bureau sous-régional aux Fidji (Suva). L'UNDRR dispose également d'un bureau de liaison au siège des Nations Unies à New York, d'un bureau à Bonn, d'une présence à Kobé et Incheon, ainsi que d'un bureau de liaison avec l'Union africaine à Addis-Abeba.



Mme Mami Mizutori

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe

Avec quelque 4 000 participants en provenance de 182 États membres de l'ONU, la sixième séance du plus éminent rassemblement mondial consacré à la réduction des risques de catastrophe a donné lieu à des débats des plus intéressants concernant la réduction des risques, la construction de la résilience et le suivi-évaluation des progrès réalisés. La Plateforme mondiale s'est appuyée sur les plateformes régionales et infrarégionales sur la réduction des risques de catastrophe accueillies en 2018 par les gouvernements d'Arménie, de Colombie, d'Italie, de Mongolie et de Tunisie.

La Plateforme mondiale a tout mis en œuvre pour garantir l'inclusion, la parité hommes-femmes et l'accessibilité. La moitié des intervenants ont été des femmes, celles-ci représentant 40 % du nombre total de participants. Plus de 120 personnes en situation de handicap ont également participé, de même que des représentants de chacun des 16 groupes de parties prenantes identifiés, parmi lesquels les enfants et les jeunes, les femmes et les collectivités locales. Les participants ont par ailleurs salué le programme conçu, qui a promu l'inclusion et offert d'excellentes opportunités d'échange, afin de partager les connaissances, les succès obtenus et les difficultés rencontrées. L'enthousiasme a été palpable lors des débats, ainsi que face aux approches innovantes présentées pour réduire les risques de catastrophe.

Il ressort aussi de cette Plateforme mondiale que de beaux progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de nombreux objectifs du Cadre de Sendai, bien qu'à l'approche de l'échéance 2020 de son objectif (e), seule la moitié des États membres a transmis des informations à cet égard via l'outil de suivi-évaluation Sendai Framework Monitor (L'outil d'évaluation du suivi du cadre de Sendai). Nous devons donc accélérer la mise en œuvre au cours des mois à venir pour nous assurer de maintenir le cap sur tous les objectifs d'ici à 2030.

Une autre préoccupation soulevée par les participants à la Plateforme mondiale est la nécessité de garantir des investissements de développement systématiquement raisonnés en fonction du risque, si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable fixés pour 2030.

L'ampleur de la tâche qui demeure à accomplir jusqu'au terme de la période couverte par le Cadre de Sendai a encore été soulignée avec la publication officielle du Bilan mondial 2019 sur la réduction des risques de catastrophe (GAR2019). Celui-ci examine en effet le caractère de plus en plus systémique des risques de catastrophe, et souligne la compréhension insuffisante des effets en cascade produits par les aléas naturels et anthropiques, ainsi que de l'importance de réduire l'apparition de nouveaux risques.

Il importe à présent de faire écho aux débats de la Plateforme mondiale, en améliorant encore l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans l'action contre les changements climatiques et la mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD), et en reconnaissant la nécessité d'une telle intégration lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, du Sommet Action Climat 2019 et de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les débats de la Plateforme mondiale ne manqueront pas d'apporter une importante contribution à ces différents événements planifiés en 2019.

Je vous souhaite très bonne lecture !

Note de synthèse des coprésidents – Genève, 17 mai 2019

Les dividendes de la résilience : vers des sociétés plus durables et plus inclusives

A. Introduction

1. La sixième séance de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe s'est tenue du 13 au 17 mai 2019 à Genève, en Suisse. Elle a été coprésidée par le secrétaire d'État suisse, M. Manuel Sager, ainsi que par la représentante spéciale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, Mme Mami Mizutori, et a accueilli des participants en provenance de 182 pays. La Plateforme mondiale s'est appuyée sur les plateformes régionales et infrarégionales de réduction des risques de catastrophe accueillies par les gouvernements d'Arménie, de Colombie, d'Italie, de Mongolie et de Tunisie en 2018.
2. La thématique centrale de la Plateforme mondiale, à savoir « Les dividendes de la résilience : vers des sociétés plus durables et plus inclusives », apportera une contribution cruciale dans le cadre du Forum politique de haut niveau sur le développement durable et du Sommet Action Climat prévus en 2019. La Plateforme mondiale a appelé toutes les parties prenantes à accélérer leur action en vue de la réalisation des sept objectifs du Cadre Sendai. Elle a également souligné l'importance de la réduction des risques de catastrophe pour la réalisation du Programme 2030, ainsi que la contribution du Cadre de Sendai dans la concrétisation de l'Accord de Paris, du Programme d'action pour l'humanité, du Nouveau programme pour les villes et des modalités d'action accélérée des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa).
3. La Plateforme mondiale a été précédée de la deuxième Conférence sur les systèmes d'alerte précoce multi-aléa, la quatrième Conférence mondiale sur la reconstruction, le Forum des parties prenantes et le Forum scientifique et politique.
4. Tout au long de la plateforme, les progrès ont été manifestes en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'accessibilité, bien que des efforts restent à faire. La proportion de femmes a été de 50 % parmi les intervenants et de 40 % parmi les participants : la voix des femmes est donc de mieux en mieux entendue. La Plateforme mondiale 2019 a également été la plus accessible à ce jour, avec plus de 120 personnes en situation de handicap parmi les participants.

B. Bilan des progrès réalisés

5. La Plateforme mondiale 2019 a fait le point sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai, grâce aux données transmises par les États membres via l'outil en ligne Sendai Framework Monitor (SFM) et à l'analyse du Bilan mondial 2019 sur la réduction des risques de catastrophe des Nations Unies, ainsi que d'autres rapports récents tels que le rapport spécial sur le réchauffement mondial de 1,5 °C du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et le rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques. Le Bilan mondial 2019 a été officiellement publié lors de la première journée de la Plateforme mondiale.
6. Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Désormais, 116 pays participent au suivi-évaluation grâce à l'outil en ligne SFM. Il s'agit là d'une avancée cruciale pour mieux comprendre le risque et assurer une mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) qui soit raisonnée en fonction du risque. Des recommandations, outils et instruments nouveaux et innovants ont été élaborés de façon collaborative, notamment dans les domaines liés au développement des capacités, à la santé et aux déplacements. La résolution des parties prenantes à collaborer a été manifeste, comme l'illustre notamment la Déclaration des parties prenantes présentée lors de la Plateforme mondiale. Les différents pays ont résolument favorisé et recherché un travail multilatéral, afin d'élaborer des approches intégrées pour la réduction des risques de catastrophe, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces derniers, ainsi que le développement durable.
7. À travers divers exemples et résultats de recherches, la Plateforme mondiale a démontré les nombreux avantages sociaux, environnementaux et économiques de la réduction des risques de catastrophe, qui permet de prendre des décisions raisonnées en fonction du risque et donc de construire la résilience, plutôt que de simplement prévenir les pertes potentielles. Dans la pratique, toutefois, la réelle prise en compte du risque dans les décisions d'investissement et de développement demeure l'exception plutôt que la règle.
8. Bien que 91 pays aient indiqué avoir élaboré des stratégies de réduction des risques de catastrophe, le rythme actuel de la mise en œuvre est insuffisant pour atteindre l'objectif (e) en 2020 et risque d'également retarder les progrès vis-à-vis des autres objectifs.

9. À l'échelle mondiale, la mortalité due aux catastrophes continue à baisser ; l'essentiel du coût humain associé aux aléas naturels touche principalement les pays à revenu faible ou intermédiaire. En termes absolus, les pertes économiques dues aux catastrophes demeurent en hausse et sont principalement subies par des nations à revenu élevé. Cependant, ce sont les populations les plus à risque dans le monde qui supportent le fardeau le plus lourd en proportion de leurs capacités économiques, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (PEID).
10. Les risques évoluent rapidement. Il faut aujourd'hui prendre en compte des risques divers et variés : risque climatique, risque biologique, cyber-risque, etc. L'apparition de nouveaux aléas a fait entrer de nouvelles parties prenantes dans le débat, notamment le secteur de la finance, les défenseurs de l'environnement et le secteur privé. Le Bilan mondial 2019 met en exergue le caractère non linéaire et la complexité du risque. Il est essentiel de mieux comprendre l'ensemble des impacts et les effets en cascade des aléas naturels et anthropiques.
11. Face à des risques imminents et interconnectés en mutation perpétuelle, la prise de conscience et la compréhension de ces risques sont généralement insuffisantes. Une mine d'informations primordiales issues des nouvelles sources de données non conventionnelles demeure incomplètement exploitée. La collecte de données ventilées selon le sexe, l'âge et le handicap fait toujours largement défaut.
12. Les engagements pris pour une approche inclusive de la réduction des risques de catastrophe, qui prenne en compte le rôle indispensable des groupes à risque touchés de façon disproportionnée (notamment les femmes, les personnes déplacées, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les enfants), se sont jusqu'ici insuffisamment traduits par des actions concrètes.
13. L'ampleur et le rythme actuels des actions effectivement menées ne permettront pas d'atteindre les objectifs fixés par le Cadre de Sendai, ce qui ne peut que compromettre la réalisation des ODD d'ici 2030. La Plateforme mondiale a souligné tous ces écueils et a exhorté tous les gouvernements et parties prenantes à se montrer plus ambitieux et plus impliqués : une véritable prise de conscience est nécessaire au sein des dirigeants politiques.

C. Faire avancer la mise en œuvre du Cadre de Sendai

14. Il est primordial et urgent de revoir la façon dont nous gérons le risque. Le passé ne permet pas de préjuger de l'avenir. Face à des risques systémiques, il est nécessaire d'adopter une approche interconnectée, qui s'appuie sur des analyses de risque multi-aléas et interdisciplinaires. Le Cadre mondial d'évaluation des risques facilitera une telle approche. Des experts issus du monde scientifique, des Nations Unies et du secteur privé ont mis sur pied un nouveau groupe de travail technique afin d'établir la liste des définitions des aléas à utiliser pour l'application du Cadre de Sendai. Cette liste contribuera notamment à une meilleure compréhension des nouveaux facteurs en jeu dans les risques de catastrophe. Ces efforts renforceront notre compréhension du risque, permettront des décisions plus éclairées et transformeront les comportements.
15. La collecte de données complètes et ventilées ainsi que leur exploitation appropriée dans le temps et dans les différentes régions sont cruciales pour efficacement définir les expositions et les vulnérabilités, en particulier pour les populations les plus à risque. Nous devons mieux exploiter les données existantes pour pouvoir informer et agir de façon plus appropriée.
16. Il faut garantir la disponibilité et l'accessibilité des données concernant les risques, afin de permettre leur diffusion et l'évaluation des coûts potentiellement supportés. Différents pays ont demandé une aide accrue pour la conception de bases de données répertoriant les pertes dues aux catastrophes – un outil indispensable pour permettre le suivi-évaluation. Une plus grande collaboration entre, d'une part, les gouvernements et collectivités locales et, d'autre part, les différentes parties prenantes, dont le secteur privé et la société civile, permettrait de transformer les données sur le risque en informations compréhensibles et exploitables.
17. Matérialiser les « dividendes de la résilience » exigera de développer les capacités des pays, des communautés, des entreprises et des individus, pour que tous puissent prendre part à la prévention et la réduction des risques. Assurer ce développement des capacités de façon à faire progresser la mise en œuvre du Cadre de Sendai en cohérence avec les autres cadres mondiaux requiert une approche plus stratégique du développement des capacités, ainsi qu'un soutien financier adéquat.
18. Les politiques et programmes de réduction des risques de catastrophe ainsi que les analyses de risque doivent cibler les facteurs d'inégalité et d'exclusion, et être éclairés par une approche fondée sur les droits humains. Les législations et les mécanismes de gouvernance doivent garantir la prise en compte prioritaire des besoins des groupes les plus à risque et marginalisés.
19. La voix des femmes, y compris à l'échelon local, doit être prise en compte à tous les stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies nationales et locales. Les approches sensibles aux inégalités entre les sexes contribuent à des interventions plus efficaces de réduction des risques de catastrophe, en réduisant la vulnérabilité des femmes en cas de catastrophe. Leur rôle de leadership doit être renforcé. Pour que les engagements pris à l'égard de l'inclusion des femmes se traduisent par de véritables progrès, il faut leur accorder plus d'attention ainsi que des ressources ciblées.

20. Les enfants, les jeunes et les jeunes professionnels ouvrent la voie de la réduction des risques de catastrophe et de l'action contre les changements climatiques. Des efforts supplémentaires sont requis pour institutionnaliser leur engagement et exploiter leurs capacités de façon appropriée.
21. Le rôle des médias doit être renforcé afin qu'ils contribuent efficacement à la réduction des risques de catastrophe, en garantissant la disponibilité et le bon fonctionnement des infrastructures de communication, et en informant les communautés concernant les moyens de réduire le risque et d'obtenir de l'aide en cas de catastrophe. Des mécanismes doivent être élaborés pour une meilleure coopération entre les organisations médiatiques nationales et les entités des Nations Unies disposant d'informations cruciales pour la réduction des risques de catastrophe.
22. Les approches régionales de réduction des risques de catastrophe doivent être favorisées, non seulement comme moyen de gérer les risques transfrontaliers mais aussi pour éclairer les stratégies nationales et permettre une planification et une mise en œuvre cohérentes. La coopération et les plateformes régionales et infrarégionales facilitent le partage des expériences et la création de réseaux.
23. Les gouvernements doivent accélérer leurs efforts pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réduction des risques de catastrophe, conformément au Cadre de Sendai de façon à atteindre l'objectif (e) en 2020, et en cohérence avec les plans nationaux d'adaptation, contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux de développement. Les différents pays doivent redoubler d'efforts pour systématiser le suivi-évaluation à l'aide de l'outil SFM.
24. Des stratégies et plans locaux de réduction des risques de catastrophe sont nécessaires pour garantir la mise en œuvre des stratégies nationales. Les gouvernements doivent faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de plans et stratégies locaux. À l'inverse, la mise en œuvre de ces plans locaux doit éclairer la révision des stratégies nationales. L'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et plans locaux doivent être dirigées à l'échelon local, guidées par les connaissances des communautés et fondées sur des solutions locales, notamment la capitalisation des expériences entre municipalités. Pour aboutir à des villes résilientes, les schémas actuels d'urbanisation exigent une planification à long terme et intégrée (ruro-urbaine), des cadres de financement durable et la coopération de tous les échelons des gouvernements et autres parties prenantes.
25. Des infrastructures résilientes face aux catastrophes sont essentielles pour concrétiser la vision d'un développement raisonné en fonction des risques. Il est particulièrement nécessaire d'exploiter les avantages des approches écosystémiques ainsi que la complémentarité des infrastructures bleues, vertes et grises.
26. Pour matérialiser les dividendes de la résilience, les approches fondées sur la nature et les écosystèmes doivent être favorisées et intégrées aux stratégies de réduction des risques de catastrophe, à tous les niveaux. Les parties prenantes se sont engagées à travailler sur les deux thématiques correspondantes du Sommet Action Climat, à savoir la résilience et l'adaptation, ainsi que les solutions fondées sur la nature.
27. Il faut renforcer la planification et l'action pour la gestion des aléas biologiques, y compris des épidémies et pandémies, ainsi que les investissements qui rendent les structures de santé plus résilientes.
28. Les gouvernements et la communauté internationale doivent en faire plus pour la prévention des déplacements potentiellement dus à des catastrophes. Les stratégies et politiques de réduction des risques de catastrophe doivent prendre en compte les facteurs qui conduisent aux déplacements ainsi que les conséquences de ces derniers, et contribuer à des solutions durables. Pour ce faire, des politiques d'atténuation des changements climatiques sont requises. Les risques climatiques et de catastrophe doivent aussi être envisagés comme des facteurs de migration.
29. Tous les secteurs doivent allouer des budgets à la réduction des risques de catastrophe, et ce à tous les niveaux. Cela peut être appuyé en alignant les cadres nationaux intégrés de financement du développement durable avec les stratégies de réduction des risques de catastrophe. Les participants ont demandé un renforcement des ressources financières allouées aux collectivités locales, de façon à les autonomiser, ainsi que l'identification d'approches de réduction des risques centrées sur les communautés, notamment grâce à un financement fondé sur les prévisions. Les différents pays ont aussi exhorté les donateurs et les institutions financières internationales à intégrer la réduction des risques de catastrophe dans leur aide au développement, avec des mécanismes spécifiques pour les pays vulnérables, exposés et endettés.
30. La réduction des risques de catastrophe requiert une stratégie financière multiniveau faisant intervenir toutes les sources de financement. Bien que le transfert des risques, les fonds d'urgence, les possibilités de tirage différé et la restructuration de dettes jouent des rôles importants, ils ne suffisent pas à encourager la réduction des risques et à financer la reconstruction en mieux. Pour construire la résilience, les politiques budgétaires doivent intégrer la prévention comme élément fondamental du financement de la réduction des risques de catastrophe. Les mécanismes de financement doivent rompre le cercle vicieux de la pauvreté, des inégalités et de l'exposition accrue au risque, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis de l'aide en ce qui concerne la prévention des catastrophes, l'intervention et la reconstruction. Les participants ont demandé la poursuite de l'exploration et de l'extension des solutions de financement du risque innovantes et fondées sur le marché.

31. Les ministères des Finances et de la Planification doivent veiller à ce que les stratégies et plans budgétaires et de développement soient raisonnés en fonction du risque. Pour des décisions budgétaires raisonnées en fonction du risque, il est essentiel de faire intervenir les banques centrales, les autorités de réglementation et les agences de notation du crédit. Le secteur privé est un partenaire stratégique pour parvenir à des économies et des communautés résilientes. Des partenariats public-privé (PPP) sont essentiels pour atteindre l'échelle requise en termes d'innovation et d'investissement. Des normes doivent être élaborées afin de définir les responsabilités de réduction du risque qui incombent aux investisseurs privés dans le cadre de ces PPP. Il est en outre crucial d'impliquer les PME/TPE dans la réduction des risques de catastrophe.
32. Il faut aussi prendre conscience des liens entre catastrophes, changements climatiques, dégradation de l'environnement et vulnérabilités, y compris dans le cadre des risques liés à l'eau. En particulier dans les pays touchés par des conflits et où la situation est instable, la Plateforme mondiale a souligné les implications des changements climatiques et des catastrophes en matière de sécurité, et a encouragé des stratégies de réduction des risques de catastrophe et de résilience plus spécifiques au contexte, qui s'appuient sur des analyses de risque intégrant les catastrophes, les risques climatiques et les conflits.
33. Les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement doivent bénéficier d'une aide accrue pour la réduction des risques de catastrophe et le renforcement de la résilience, sur les plans technique et financier ainsi que pour le développement des capacités. La réduction des risques de catastrophe doit être considérée comme une priorité dans le cadre de la prochaine phase de mise en œuvre du Scénario de Samoa et du Programme d'action de Vienne.
34. « Reconstruire en mieux » offre la possibilité de limiter l'exclusion et la marginalisation qui caractérisent souvent le parcours des populations vulnérables et exposées aux catastrophes, et donc de changer la donne pour ces dernières. La participation des communautés et l'entrepreneuriat raisonné en fonction des risques doivent être au cœur du redressement, de la réhabilitation et de la reconstruction.
35. La préparation et la reconstruction doivent s'appuyer sur les données concernant les pertes dues aux catastrophes ainsi que sur les analyses de risque. Les cadres de réduction des risques de catastrophe doivent prévoir des améliorations de la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce multi-aléas.
36. Pour parvenir à une approche plus intégrée des systèmes d'alerte précoce multi-aléas, il faut repenser les dispositifs et partenariats intergouvernementaux et intersectoriels, et établir des systèmes intégrés de A à Z et centrés sur les populations.

D. Considérations finales

37. La coopération internationale et l'action multilatérale demeurent essentielles afin de gérer la nature mondiale et systémique du risque, et apporter le soutien requis aux pays en développement. Dans le même temps, une action locale inclusive est la clé du succès pour gérer le risque et ses effets en cascade.
38. Les participants ont relevé le rôle crucial que conserve la Plateforme mondiale afin d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai et de formuler des recommandations quant aux politiques et actions à mener, de même que la nécessité d'une évaluation à mi-parcours de cette mise en œuvre. Le travail réalisé à tous les niveaux par les Nations Unies est déterminant afin de garantir l'impact au niveau national, à travers le système de développement réformé des Nations Unies, les équipes de pays et les coordonnateurs résidents.
39. Tous les participants conviennent résolument de la contribution cruciale apportée par les débats de la Plateforme mondiale, et de la nécessité de les prendre en compte dans les débats et conclusions politiques des États, y compris les évaluations intergouvernementales clés de 2019.
40. La résilience paie : c'est là le grand message de cette Plateforme mondiale. Un vibrant appel a été lancé à tous les dirigeants, à tous les niveaux, pour qu'ils veillent à garantir les dividendes de la résilience pour tous les individus. Des investissements raisonnés en fonction du risque sont primordiaux pour un développement durable et des sociétés inclusives.
41. Les participants ont exhorté le Sommet Action Climat 2019 et la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à affirmer le rôle catalyseur de la réduction des risques de catastrophe dans la généralisation de l'action pour l'adaptation au climat et la résilience. Les participants ont également réaffirmé que le Cadre de Sendai fait partie intégrante du Programme 2030, et ont appelé à un engagement politique plus résolu afin de pleinement intégrer la réduction des risques de catastrophe dans la réalisation des ODD.

Plateforme globale pour la réduction des risques de catastrophe

Les dividendes de la résilience : vers des sociétés plus durables et plus inclusives

13-14 mai		1er jour - mercredi 15 mai: Bilan		2e jour - jeudi 16 mai: Investissements publics et privés éclairés sur les risques		3e jour - vendredi 17 mai: Lutte contre le changement climatique et RRC pour tous		18 mai	
9h00									
10h00									
11h00									
12h00									
13h00									
14h00									
15h00									
16h00									
17h00									
18h00									
19h00									

*Les réunions PEID auront lieu dimanche 12 et lundi 13 mai à la FOMI.

**Voir l'horaire détaillé sur le site internet de la PM2019.



Écologisation

Écologisation de la Plateforme mondiale : réduisons les émissions de carbone

La Plateforme mondiale a exhorté les participants à lutter contre les changements climatiques, plébiscitant l'idée qu'une modeste contribution de chacun conduit à un large impact global. Des informations précises ont ainsi été diffusées sur le site internet de la conférence afin d'expliquer comment chacune et chacun peut réduire son empreinte carbone ou faire de petits dons (à partir de seulement 2 dollars) lors de ses déplacements.

Durant la PM2019, les possibilités de réduire l'empreinte carbone ont été exploitées au maximum. L'utilisation de papier a été limitée autant que possible grâce à une appli de conférence virtuelle et de gestion des documents, qui a permis aux participants d'accéder à tous les supports de la conférence sous un format numérique.

En coopération avec le centre de conférence, le recyclage a été privilégié autant que possible, et le restaurant a proposé des repas végétariens, végétaliens et respectueux du climat.

Dans le cadre d'un projet de reforestation mené via le prestataire ProExpo, 216 arbres ont été plantés – un par mètre carré d'espace de conférence.

Le gouvernement suisse a compensé la majeure partie des émissions de carbone liées à la PM2019, y compris ceux liés aux vols des participants, soient plus de 30 000 dollars d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE) qui devront bénéficier à une sélection de projets améliorant la production et la consommation d'énergie durable dans différentes régions du monde.



Accessibilité

La PM2019 a une fois de plus fait honneur à l'engagement de l'UNDRR pour ses efforts en matière d'inclusion et d'accessibilité. L'UNDRR a tenu compte des besoins de 120 participants à accessibilité réduite dont 25 personnes en fauteuil roulant et a revu la configuration du site de la conférence pour l'adapter aux besoins présents et futurs des participants avec handicap. Tout a été planifié dans les moindres détails. L'UNDRR a analysé l'ensemble de ces besoins et a collaboré avec la direction du site afin d'y répondre à travers l'ensemble des espaces de conférence, améliorant ainsi considérablement l'accessibilité du site en vue de la PM2019 de même que pour tous les événements à venir.

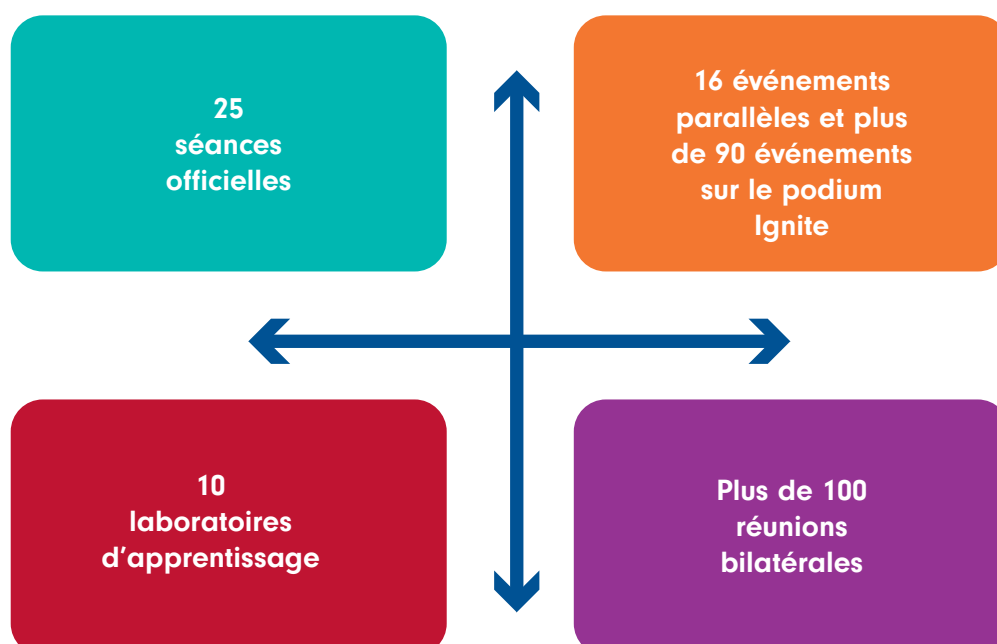
Des volontaires et un consultant en accessibilité ont appuyé l'UNDRR dans la préparation de la PM2019 et durant celle-ci. Le personnel de sécurité et de sûreté s'est préparé à une évacuation potentielle du site et à d'autres interventions d'urgence, en intégrant les besoins des personnes en situation de handicap.

Les installations ont été modifiées en conséquence : les podiums et plateformes ont été équipés de rampes et de monte-charges pour les fauteuils roulants, un pupitre portatif et modulable a été acquis afin d'accueillir des intervenants debout ou assis, et des volontaires ont été positionnés à travers le site afin de guider les personnes malvoyantes et non-voyantes.

Des emplacements destinés aux personnes utilisant un fauteuil roulant ou un dispositif de mobilité ont été prévus dans toutes les salles de réunion, sans les cantonner à des « sections pour personnes en fauteuil roulant », de façon à ce que chacune et chacun puisse s'installer en compagnie de ses collègues. Des conseils pour des exposés inclusifs ont été échangés avec le nouveau Mécanisme d'engagement des parties prenantes ainsi que lors du Forum des parties prenantes organisé durant les deux jours de préconférence.

L'outil de collaboration interactive (Interactive Blackboard Collaborate Tool) fourni par l'Institute on Disability and Public Policy de l'American University a permis la participation à distance partout dans le monde et le robot ALLI a été utilisé afin de permettre à des personnes en situation de handicap de visiter les espaces d'exposition, d'interagir avec les participants sur place et d'assister aux séances de leur choix.

Un(e) interprète en signes internationaux et des sous-titres en temps réel ont été prévus pour les séances plénières, et bon nombre des séances de travail et des participants à distance en ont également bénéficié, en streaming. Sur place et à distance, les personnes sourdes et malentendantes ont donc elles aussi eu accès à la conférence.



02

Événements officiels

Cérémonie d'ouverture officielle
Tables rondes ministérielles
Dialogues de haut niveau
Séance spéciale
Séances de travail
Cérémonie de clôture





Cérémonie d'ouverture officielle

> [Cliquez ici](#) pour regarder la cérémonie officielle d'ouverture en ligne.

Modératrice : **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe.

Intervenants : **Michael Møller**, directeur général, UNOG. **Manuel Sager**, secrétaire d'État, directeur général de la Direction du développement et de la coopération du Département fédéral des affaires étrangères, Suisse. **Amina J. Mohammed**, Vice-secrétaire générale (message en vidéo). **Jayathma Wickramanayake**, envoyée spéciale du Secrétaire général pour la jeunesse.





Mme Amina J. Mohammed

Vice-secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies

Vos Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

C'est à grand regret que je ne peux être parmi vous aujourd'hui, mais je suis néanmoins très heureuse de pouvoir ainsi participer à cette importante séance de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe. L'heure est en effet cruciale. La nécessité de lutter contre les changements climatiques et de réduire les risques de catastrophe devient chaque jour de plus en plus criante et l'appel à l'action lancé par les populations se fait toujours plus insistant. Les données scientifiques sont claires. Les changements climatiques contribuent à l'augmentation mondiale des événements météorologiques extrêmes et amplifient l'impact des inondations, des cyclones et des vagues de sécheresse et de chaleur. Tout ceci compromet les moyens de subsistance, menace les sources de nourriture et d'eau, et ruine des vies. Nous sommes aussi témoins d'effets dramatiques sur les écosystèmes. Le récent rapport de référence sur la biodiversité a révélé que jusqu'à un million d'espèces risquent de disparaître dans les prochaines décennies. Nous n'avons de toute évidence pas de temps à perdre. La prolifération des catastrophes entrave nos efforts de réalisation des objectifs de développement durable. Des vagues de sécheresse plus fréquentes et plus sévères aggravent la pauvreté et la faim. Les schémas de déplacement, de migration et de conflit trouvent souvent leur origine dans des événements météorologiques extrêmes, en particulier lorsque ces derniers se conjuguent à l'instabilité et la fragilité.

Malgré ces grandes menaces, nous savons qu'en unissant leurs forces dans la recherche de solutions, les peuples aux quatre coins du monde peuvent récolter les énormes dividendes de la résilience, parmi lesquels un environnement plus sain, le développement durable ainsi que des économies fortes et inclusives. Je salue donc le thème retenu cette année : les dividendes de la résilience. La Plateforme mondiale offre d'immenses opportunités d'échange entre un large éventail de parties prenantes, afin de déterminer les meilleurs moyens de traduire les connaissances en actions concrètes, tout en s'appuyant sur le Cadre de Sendai.

Des solutions prometteuses sont déjà à l'œuvre, notamment des approches fondées sur la nature, qui figurent parmi les plus efficaces pour réduire les risques de catastrophe. Un exemple est la restauration et la

préservation des écosystèmes dont nous dépendons, puisque ceux-ci constituent des barrières naturelles contre les tempêtes violentes. Il s'agit entre autres des récifs coralliens et des mangroves, qui protègent de nombreux littoraux, et des forêts, qui filtrent l'eau, capturent le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère et réduisent l'érosion des sols. Cette année, la Plateforme mondiale présente également bon nombre d'améliorations permises grâce aux technologies, comme le projet Missing Maps, une collaboration entre société civile et institutions universitaires destinée à améliorer la cartographie des régions vulnérables.

Ce type d'initiative permet d'identifier plus clairement les zones vulnérables, afin de s'assurer de leur bonne prise en compte et d'améliorer l'assistance fournie en cas de catastrophe. Pour toujours mieux comprendre où et comment des catastrophes peuvent frapper, nous disposons également aujourd'hui d'outils améliorés de modélisation et de prévision, de supercalculateurs et de l'intelligence artificielle. Il est crucial que ces innovations soient accessibles là où elles sont les plus utiles, c'est-à-dire dans les pays les plus à risque, les plus vulnérables et les plus touchés par des catastrophes. Cela est primordial si nous voulons tenir notre promesse de ne laisser personne de côté.

Mesdames et Messieurs, chers collègues,
Face à des catastrophes de plus en plus fréquentes et dévastatrices, notre monde a besoin d'outils et d'investissements à même de renforcer la résilience. En travaillant tous ensemble, nous avons le pouvoir de consolider cette résilience, d'investir dans les infrastructures et de protéger les communautés et les pays les plus vulnérables. Lors des débats qui s'ouvrent aujourd'hui, je vous encourage à concevoir de nouveaux engagements ambitieux pour l'adaptation et la résilience, en vue du Sommet Action Climat du Secrétaire général prévu en septembre. Ce sommet nous donne l'opportunité, dès à présent, de faire pression en faveur d'une action véritablement transformatrice. Je vous engage à tirer le meilleur parti de cette Plateforme mondiale, pour que nous embrassions toutes et tous la vision du Cadre de Sendai, et que les stratégies et politiques de réduction des risques de catastrophe élaborées aux niveaux mondial, régional, national et local se révèlent à la mesure de l'immense défi qui se pose à nous. Il en va de notre propre survie.

Je vous remercie.



Secrétaire d'État Manuel Sager

Directeur général de la Direction du développement et de la coopération
du Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Son Excellence Mahmadtoir Zokirzoda,
Vice-Premier ministre du Tadjikistan
Son Excellence Enkhvuvshin Ulziisaikhan,
Vice-Premier ministre de Mongolie
Son Excellence Wan Azizah Wan Ismail,
Vice-Première ministre de Malaisie
Son Excellence Tarja Halonen, ancienne présidente de
Finlande
Mesdames et Messieurs les ministres, Vos Excellences,
Chers délégués,
Mesdames et Messieurs,

Au nom de la Confédération suisse et de l'UNDRR, je vous souhaite à toutes et à tous une très chaleureuse bienvenue à la sixième Plateforme mondiale pour la RRC. C'est un grand privilège pour mon pays et moi-même que d'accueillir cette conférence en coopération avec l'UNDRR.

Sachant que le PIB mondial a été multiplié par sept entre 1980 et 2017, que la santé publique s'est aujourd'hui nettement améliorée et que nous vivons 20 ans de plus qu'il y a 50 ans, et que le nombre d'enfants – filles et garçons – ayant accès à l'éducation a augmenté de plusieurs millions, d'aucuns diront que les choses ne vont pas si mal.

Malheureusement, en dépit de tous ces progrès, nous demeurons face à de dures réalités.

Dans son rapport sur la situation mondiale de l'année dernière, la FAO pose un constat alarmant : pour la troisième année consécutive, la faim est en augmentation. Le nombre des personnes victimes de la précarité alimentaire a de nouveau dramatiquement augmenté. Des vagues de chaleur et de sécheresse, des inondations, des glissements de terrain ou encore des séismes forcent de trop nombreuses personnes à quitter leur habitation et à rechercher un lieu de vie plus sûr, afin d'être en mesure de nourrir leur famille. Chaque jour, des catastrophes forcent 50 000 personnes à quitter leur chez soi ! Mon pays a connu une situation similaire durant la première moitié du XIX^e siècle. À cette époque, les familles des zones rurales ont dû quitter leurs habitations pour échapper à la faim et à la pauvreté provoquées par des vagues de froid et d'humidité, d'importantes inondations et la perte de récoltes. Bon nombre de personnes ont ainsi quitté la Suisse pour s'installer dans d'autres pays en quête d'une vie meilleure ; nous observons aujourd'hui le même phénomène mais dans la direction opposée. En investissant dans la prévention et l'atténuation des risques, la Suisse est pourtant parvenue à étendre les terres arables dans ses plaines inondables. Cela a été l'un des principaux facteurs contribuant au développement industriel du pays. De façon similaire,

la gestion des risques dans les régions montagneuses a permis au secteur du tourisme de se développer, et ce dernier demeure aujourd'hui encore une importante source de revenus pour les habitants des Alpes suisses. Aujourd'hui, les changements climatiques créent de nouveaux risques, notamment des risques de sécheresse et d'inondations. Nous devons de plus nous adapter et nous préparer à de nouveaux risques anthropiques, comme le terrorisme et les cyberattaques, qui menacent la résilience de nos sociétés interconnectées. Pour faire face à ces risques, nous plaçons notre confiance dans le progrès technologique et scientifique ainsi que dans nos ressources financières.

Nous devons cependant aussi accroître la prise de conscience et collaborer : entre pays mais aussi avec les organisations de la société civile et le monde universitaire, et plus particulièrement avec le secteur privé, qui est un catalyseur d'innovation et de progrès technologique.

Notre conférence de cette semaine va se pencher sur les clés permettant de réaliser les objectifs du Cadre de Sendai ainsi que les ODD, à savoir le suivi-évaluation des progrès, les investissements raisonnés en fonction des risques et la compréhension des impacts des changements climatiques.

Nous savons tous qu'investir dans la RRC est rentable à de multiples égards, compte tenu des pertes ainsi évitées. Nous devons cependant traduire ce savoir en actes et faire preuve d'une plus grande détermination à intégrer la RRC dans notre travail en matière de développement.

Mesdames et Messieurs, notre rassemblement cette semaine à Genève représente les gouvernements, la société civile, le secteur privé et le monde universitaire de quelque 180 pays du globe. Cet éventail large et inclusif de parties prenantes me donne espoir. À ce propos, j'aimerais exprimer notre reconnaissance à tous envers l'UNDRR, pour avoir facilité la participation de tant de personnes, qui pourront ainsi être entendues. Les résultats de nos débats seront réunis ce vendredi dans la Note de synthèse des coprésidents, un document crucial qui constituera un jalon non seulement pour nous mais aussi, de manière plus générale, pour les Nations Unies. Cette Note de synthèse des coprésidents sera en effet soumise au Forum politique de haut niveau des Nations Unies, qui se tiendra à New York en juillet.

J'espère que notre engagement politique conduira, partout dans le monde, à des investissements accrus dans la résilience. Ceux-ci offrent en effet un rapport coût-efficacité de loin supérieur à l'approche consistant à attendre qu'une catastrophe survienne pour intervenir.

Je vous souhaite une conférence constructive et fructueuse.



Déclarations officielles

Les délégations suivantes ont présenté une déclaration officielle à l'occasion de la Plateforme mondiale 2019. Les vidéos de ces déclarations sont disponibles [> ici](#).

DÉCLARATIONS DES ÉTATS MEMBRES

Afghanistan

Afrique du Sud

Algérie

Allemagne

Arabie saoudite

Argentine

Arménie

Australie

Azerbaïdjan

Bangladesh

Bélarus

Bénin

Bolivie

Botswana

Brésil

Burundi

Cambodge

Cameroun

Canada

Chili

Chine

Colombie

Costa Rica

Cuba

Égypte

El Salvador

Équateur

États-Unis d'Amérique

Éthiopie

Fédération de Russie

Fidji

Finlande

France

Gabon

Gambie

Ghana

Guatemala

Honduras

Îles Marshall

Inde

Indonésie

Iran (République islamique d')

Jamaïque

Japon

Jordanie

Kazakhstan

Kenya

Kirghizistan

Luxembourg

Macédoine du Nord

Madagascar

Malaisie

Mali

Mexique

Mongolie

Monténégro

Mozambique

Myanmar

Népal

Niger

Nigéria

Norvège

Nouvelle-Zélande

Ouganda

Pakistan

Palestine (État de)

Paraguay

Pérou

Philippines

Pologne

Qatar

République démocratique du Congo

République démocratique populaire lao

République dominicaine

République populaire démocratique de Corée

République tchèque

Roumanie

Royaume-Uni

Somalie

Soudan du Sud

Sri Lanka

Suède

Suisse



Tadjikistan
Tanzanie (République unie de)
Thaïlande
Togo
Tonga
Turquie
Vanuatu
Zambie
Zimbabwe

DÉCLARATIONS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES, D'ENTITÉS DU SYSTÈME DE L'ONU ET D'AUTRES OBSERVATEURS

African Risk Capacity (ARC)
Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA)
Argentine, au nom des membres de la Réunion des ministres et hautes autorités du MERCOSUR pour la gestion intégrée des risques de catastrophe (RMAGIR)
Asian Disaster Reduction Centre (ADRC)
Centre asiatique de préparation aux catastrophes (ADPC)
Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC)
Commission de l'Union africaine (UA)
Commission de la CEDEAO
Communauté du Pacifique (CPS)
Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
Conseil de l'Europe (CdE)
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fonds vert pour le climat (FVC)
IGAD Climate Prediction and Applications Centre (ICPAC)
Mexique, au nom des membres du partenariat MIKTA
Myanmar, au nom des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)
Ordre souverain de Malte
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO) – Siège
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) – Siège
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Organisation météorologique mondiale (OMM), au nom du groupe des points focaux de l'UNDRR
Organisation mondiale de la Santé (OMS)
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
Pérou, au nom des membres du Comité andin pour la prévention des catastrophes et l'intervention (CAPRADE)
Programme alimentaire mondial (PAM)
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Secrétariat général de la Communauté andine (CAN)
Système économique latino-américain et caribéen (SELA)
Union européenne
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)



DÉCLARATIONS DE GROUPES MAJEURS ET D'AUTRES PARTIES PRENANTES, MUNICIPALITÉS, ONG, ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ ET UNIVERSITAIRES

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Alliance du secteur privé pour des sociétés résilientes aux catastrophes (ARISE) de l'UNDRR

Centre mondial de surveillance des incendies (GFMC)

Collectivités locales

Communauté scientifique et technologique

Communautés locales

Croix-Rouge néerlandaise (NLRC)

Déclaration commune des médias

Déclaration commune des organisations religieuses

District de Songpa-gu

Faculté de soins infirmiers et d'obstétrique de l'université autonome de l'État du Mexique (UAEMEX-FEO)

Gouvernement de la préfecture de Hyōgo (HPG)

Grand groupe pour les femmes

Habitat for Humanity International (HFHI)

Institut de développement d'outre-mer (ODI)

Institute of Mountain Hazards and Environment, Chinese Academy of Science

International Centre for Climate Change and Development (ICCCAD)

International Research Institute of Disaster Science (IRIDeS), université du Tōhoku

Japan Women's Network for Disaster Risk Reduction (JWNDRR)

Les enfants et les jeunes

Mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'UNDRR

Métropole d'Incheon

Métropole d'Ulsan

Municipalité de Mashhad

Organisations non gouvernementales

Oxfam

Partenariat mondial de l'eau (GWP)

Personnes en situation de handicap

Peuples autochtones

Rehabilitation International

Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes en Afrique Centrale (REPARC) de la CEEAC

Université d'Iwate (I)

World Animal Protection (WAP)

World Broadcasting Unions (WBU)





Tables rondes ministérielles

Deux tables rondes ministérielles ont été organisées lors de la PM2019.

Table ronde ministérielle 1 – Accélérer la réalisation du Cadre de Sendai : avantages de la cohérence et des approches intégrées pour les Objectifs de développement durable et l'action en matière de changement climatique

Mercredi 15 mai, 16h15 – 18h15

Coprésidents : **Manuel Sager**, secrétaire d'État et directeur général de la Direction du développement et de la coopération du Département fédéral suisse des affaires étrangères, et **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe.

Discours liminaire : **S.E. Tarja Halonen**, ancienne présidente de Finlande.

Les participants ont examiné les avantages de la cohérence et des approches intégrées, pour une mise en œuvre du Cadre de Sendai correctement alignée sur le Programme 2030 et l'Accord de Paris. Les messages clés qui ressortent des débats sont les suivants :

- Il est non seulement crucial que la mise en œuvre du Cadre de Sendai soit cohérente avec le Programme 2030 et l'Accord de Paris, mais aussi avec d'autres accords tels que le Nouveau programme pour les villes et le Programme d'action pour l'humanité.
- Le suivi-évaluation du Cadre de Sendai est une initiative efficace, en particulier avec la répartition des responsabilités entre les ministères. Il facilite l'identification des pistes d'amélioration de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, et apporte un solide éclairage lors des événements jalons de la politique mondiale (tels que le Forum politique de haut niveau et le Sommet Action Climat prévus en 2019) afin de faire le point sur les progrès réalisés.
- Ne laisser personne de côté passe aussi par la réduction des risques de catastrophe en cohérence avec les ODD et la lutte contre les changements climatiques, puisque les personnes en situation de handicap et les personnes âgées sont extrêmement vulnérables face aux risques climatiques et à la pauvreté.
- La communauté internationale doit œuvrer de concert et se remobiliser dans sa collaboration avec l'ensemble des mécanismes multilatéraux, en particulier en ce qui concerne les contributions de base et flexibles au travail de l'UNDRR.
- Les États membres et les intervenants ont présenté leurs réussites dans l'élaboration de politiques cohérentes et intégrées pour la mise en œuvre des agendas mondiaux, notamment les approches intersectorielles allant du niveau national au niveau local pour la lutte contre les changements climatiques, le développement social, les plans d'urbanisme et la croissance économique, en particulier le développement conjoint des capacités, le transfert des technologies appropriées et le financement.
- Les femmes et les filles jouent un rôle important dans les sociétés, y compris dans les initiatives de résilience, et leur leadership doit être dûment reconnu.
- Les politiques élaborées doivent prendre l'ensemble de la société en compte. Les actions de communication et d'engagement des parties prenantes et les partenariats doivent inclure la société civile, le secteur privé, les dirigeants locaux, le monde universitaire, etc.
- Il est crucial de faire connaître les systèmes d'information sur les catastrophes et de lutter contre la désinformation, les discours erronés et la prolifération de rumeurs, en introduisant la lutte contre les changements climatiques et la RRC dans les cursus scolaires et en veillant à la bonne information des touristes.
- Il est crucial de créer des organes de coordination de la RRC à l'échelon national, infranational et municipal pour concevoir des politiques cohérentes.
- Concevoir une stratégie ou un plan unique couvrant les trois accords politiques, faire l'inventaire des points à améliorer pour un bon alignement sur ces accords, et confier la responsabilité de la gestion des accords à un échelon plus élevé tel que les vice-présidents nationaux ou les ministres réduira le poids du suivi-évaluation pour les États membres.
- Contextualiser les ODD en élaborant des plans de développement durable qui explicitent les engagements mondiaux à l'échelon local et participent au suivi-évaluation via les Rapports d'évaluation nationaux volontaires (VNR, Voluntary National Reviews) et l'outil SFM garantira une mise en œuvre pertinente dans chaque contexte et favorisera la durabilité.
- Promouvoir l'innovation politique dans la planification du développement économique et politique exige clairement de promouvoir



la RRC et la résilience, et d'en faire des objectifs nationaux assortis d'indicateurs correspondant au Cadre de Sendai.

- Il est nécessaire de faciliter les investissements stratégiques dans la réduction des risques de catastrophe en assurant un suivi des investissements réalisés, y compris dans la lutte contre les changements climatiques (par exemple, la modernisation de bâtiments existants et la création de codes de construction), et en identifiant les secteurs les plus à même de répondre aux changements climatiques, afin d'y stimuler les investissements.
- Pour construire la résilience, il est crucial de prendre en compte les facteurs de risque sous-jacents. Ceci exige d'intégrer la RRC dans les Plans d'adaptation nationaux (PAN), selon une approche raisonnée en fonction des risques et en limitant l'empreinte carbone, tout en couvrant à la fois les infrastructures pu-

bliques et privées.

- Conduire des études d'impact sur l'environnement en réunissant les ministères et protéger les écosystèmes contribue à la réalisation de l'ODD 15, et est également important pour gérer les catastrophes causées par des aléas naturels.
- Bien qu'il n'existe pas de règles clairement établies afin d'assurer la cohérence, il faut éviter de compliquer les choses, de mal définir les rôles et les responsabilités, et de créer des redondances. Identifier précisément le rôle des différents ministères dans la mise en œuvre des agendas mondiaux et le suivi-évaluation de cette mise en œuvre contribuera à rationaliser et clarifier les efforts.
- Il est essentiel de collaborer avec les ministères des finances afin d'appuyer une planification qui couvre tous les risques associés aux impacts des changements climatiques et des catastrophes. Il faut aussi envisager de fournir une nouvelle série d'indicateurs aux gouvernements, qui leur permette d'encourager la résilience.
 - Dans les contextes fragiles, les approches sur mesure de la gestion des risques de catastrophe (GRC) qui veillent à intégrer tous les risques permettent de concevoir des programmes efficaces.
 - Il est crucial d'investir dans les systèmes d'alerte nationaux, qui constituent l'une des premières lignes de défense du développement national.
 - Reconstruire en mieux en veillant à la résilience des moyens de subsistance fait partie intégrante du processus de relèvement.



États participants

Allemagne
Arabie saoudite
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Biélorus
Cambodge
Canada
Chili
Chine
Colombie

Équateur
Éthiopie
Ghana
Italie
Jamaïque
Kirghizistan
Luxembourg
Madagascar
Maurice
Mauritanie
Myanmar
Ouganda

Pakistan
Pérou
Philippines
Portugal
Qatar
République de Corée
Roumanie
Suède
Tadjikistan
Thaïlande
Turkménistan
Zambie

Autres participants :

Banque mondiale
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR)



Table ronde ministérielle 2 – Investissements éclairés sur les risques et économie de la réduction des risques de catastrophe

Jeudi 16 mai, 11h00 – 13h00

Coprésidents : **Raymund Furrer**, chef du centre de prestations Coopération et développement économiques du Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO), et **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe.

Discours liminaire : **Mauricio Cardenas**, ancien ministre des finances de Colombie (jusqu'en août 2018). Actuellement Distinguished Visiting Fellow au Center for Global Development de la Columbia University.

La deuxième table ronde ministérielle s'est penchée sur les investissements raisonnés en fonction du risque dans le public et le privé, ainsi que sur les aspects économiques de la RRC. Pour réaliser les objectifs du Cadre de Sendai, le public et le privé doivent collaborer avec plus d'efficacité et d'efficacité.

Les États membres ont présenté leurs expériences et commentaires concernant les meilleurs moyens de parvenir à un développement raisonné en fonction des risques ainsi que l'intérêt économique de la RRC, avec notamment les observations suivantes :

- Compte tenu de l'augmentation des pertes économiques dues aux catastrophes, il apparaît judicieux que le secteur privé, les institutions financières et les autorités de réglementation commencent à accorder plus d'attention à l'intégration de la RRC. Le réseau ARISE, une initiative du secteur privé dirigée par l'UNDRR, est un exemple d'approche intégrée.
- L'exemple de la Colombie a démontré comment faire avancer un programme national de RRC du point de vue du ministère des finances, en particulier comment corriger la vision à court terme des décisions d'investissement. L'une des possibilités pour ce faire réside dans des partenariats public-privé (PPP) où le gouvernement paie la fourniture d'un service plutôt que la réalisation de travaux publics de construction.
- Les gouvernements peuvent intégrer des plans de RRC dans des PPP et les investisseurs peuvent intégrer la résilience dans différents scénarios de financement.
- Les principaux acteurs du secteur financier peuvent optimiser l'analyse des risques pour chaque projet en incluant les risques liés au climat dans les états financiers.
- Les processus de reconstruction doivent se concentrer sur la construction de nouvelles infrastructures modernisées, aller au-delà de la simple réhabilitation et veiller à des décisions d'investissement durables et dûment réfléchies.
- Les participants ont souligné qu'investir dans la résilience aux catastrophes est essentiel. Des fonds publics et privés doivent être exigés pour construire la résilience et concevoir de nouvelles modalités d'action fondées sur des instruments financiers efficaces, et les approches de financement du risque doivent être clairement définies.
- Les pays ont souligné qu'ils ne doivent pas oublier les leçons à tirer de l'expérience passée en matière de catastrophes, et ont convenu que des investissements judicieux et stratégiques dans la résilience des infrastructures critiques sont essentiels pour appuyer les ODD.
- L'expérience récente démontre que mesurer les aspects économiques des investissements dans les infrastructures et modéliser les scénarios potentiels des catastrophes futures dès le début du processus de planification améliore les résultats obtenus dans les communautés et réduit les pertes économiques.
- Les participants ont déclaré que la meilleure approche pour ce faire réside dans les mécanismes multipartites, où toutes les parties prenantes participent, où l'on investit dans la science et la modélisation, et où la justification économique de la RRC est clairement définie et comprise, y compris les multiples scénarios de financement possibles.



- Pour des décisions raisonnées en fonction des risques, les gouvernements et le secteur privé doivent intégrer une analyse coûts-bénéfices judicieuse de la RRC, et ce type d'analyse est à généraliser dans le cadre de la planification des finances publiques et de l'allocation des budgets.
- Les outils de financement et d'assurance des risques climatiques et de catastrophe doivent être intégrés à des systèmes plus larges et être appuyés par des solutions innovantes de développement des capacités aux échelons régional, national et infranational.
- Les participants ont souligné leur résolution à mettre le Cadre de Sendai en œuvre dans le respect des délais impartis et ont reconnu le soutien apporté par l'UNDRR pour ce faire.

États participants

Afghanistan
Allemagne
Argentine
Australie
Belize
Bolivie
Brésil
États-Unis d'Amérique
Fidji
Finlande
Gambie
Ghana
Guatemala
Honduras
Inde
Iran (République islamique d')
Jamaïque
Madagascar
Malaisie
Mongolie
Mozambique
Népal
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Palestine (État de)
Panama
Paraguay
Pays-Bas
République populaire démocratique de Corée
Roumanie
Turquie
Uruguay
Zambie
Zimbabwe

Autres participants :

Bureau du Haut
Représentant pour les
pays les moins avan-
cés, les pays en déve-
loppement sans littoral
et les petits États
insulaires en dévelop-
pement des Nations
Unies (UN-OHRLS)
Union européenne





Dialogues de haut niveau

Cinq dialogues de haut niveau ont été organisés lors de la PM2019

Dialogue de haut niveau 1 – Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai - perspectives mondiales et régionales

Mercredi 15 mai, 10h00 – 11h30

> [Cliquez ici](#) pour regarder la séance en ligne.

Modératrice : Beatrice Marshall, présentatrice d'Africa Live sur la chaîne chinoise CGTN Africa.

Discours liminaire : Malini Mehra, PDG de Globe International.

Intervenants : Kirsi Madi, directrice, UNDRR (interventions d'ouverture et de clôture). Enkhtuvshin Ulziisaikhan, Vice-Premier ministre, Mongolie. Feliks Tsolakyan, ministre des situations d'urgence, Arménie. Edoardo Rixi, vice-ministre des transports et des infrastructures, Italie. Walid Doudech, ambassadeur, représentant permanent de la Tunisie au Bureau des Nations Unies à Genève et auprès des institutions spécialisées en Suisse. Eduardo José González Angulo, directeur général de l'Unité nationale pour la gestion des risques de catastrophe, Colombie.

Participants : Bijay Kumar, directeur exécutif, Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR). Alik Ismail-Zadeh, secrétaire du Conseil international de la science, chef du Grand groupe sur la science et les technologies.

La séance a démontré un solide engagement politique pour le renforcement de la résilience, de même que de beaux progrès stratégiques pour toutes les régions dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Les organisations régionales disposent de politiques, programmes et plans d'action régionaux bien établis pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Ces stratégies mettent largement l'accent sur l'importance de garantir des politiques et stratégies de RRC cohérentes avec les ODD et l'Accord de Paris. Le fait que les personnes actuellement déplacées en raison d'aléas naturels sont actuellement plus nombreuses que celles déplacées en raison de conflits illustre la nécessité d'une approche préventive plutôt que réactive.

La traduction des progrès réalisés en matière de RRC à l'échelon régional dans le cadre de la mise en œuvre à l'échelon national est plus contrastée. Les messages clés qui ressortent de toutes les plateformes régionales de 2018 sont la nécessité d'accorder plus d'attention à l'objectif (e) du Cadre de Sendai (« augmenter nettement, d'ici à 2020, le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe ») et l'importance d'une approche inclusive prenant l'ensemble de la société en compte. L'élaboration de stratégies de RRC a été perçue comme une opportunité clé de favoriser une telle approche inclusive, participative et collaborative, et de développer les capacités, la compréhension et l'appropriation. Bien qu'il soit très important de promouvoir l'élaboration de stratégies nationales et locales de RRC, les mettre en œuvre importe tout autant, en privilégiant les progrès ayant un impact durable.

L'importance de la coopération et des plateformes régionales et infrarégionales pour l'échange des expériences et la constitution de réseaux a été soulignée, de même que la nécessité de mécanismes nationaux inclusifs afin de guider les efforts nationaux et promouvoir un développement et des investissements raisonnés en fonction des risques, de renforcer la gouvernance des risques et de promouvoir une meilleure compréhension des risques et des vulnérabilités au sein des communautés.

Les organisations intergouvernementales peuvent contribuer aux efforts nationaux en centralisant les enseignements tirés et les meilleures pratiques. Elles peuvent aussi appuyer les gouvernements dans l'accélération des progrès vis-à-vis de l'objectif (e), en plaidant pour l'inclusion et en réunissant les gouvernements et les parties prenantes afin de corriger les lacunes et d'apporter les changements requis.

Pour construire la résilience, il est nécessaire de renforcer la coopération internationale, les mécanismes de financement durables pour la réduction des risques de catastrophe et les partenariats public-privé. La planification du développement et les investissements doivent être systématiquement raisonnés en fonction des risques.

La cohérence entre les stratégies de RRC, les plans d'adaptation aux changements climatiques et les plans de développement durable à l'échelon national doit être renforcée, qu'il s'agisse de leur planification ou de leur mise en œuvre. Ces efforts doivent se traduire par des actions concrètes et faire le lien avec les plans et la mise en œuvre au niveau local.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- La planification du développement et les investissements doivent être systématiquement raisonnés en fonction des risques. Il a été souligné qu'une coalition mondiale a été mise sur pied à New Delhi en mars 2019, afin de faire face aux nouveaux risques et aux risques anthropiques tels que les défaillances des infrastructures, les cyber-risques, etc.
- Pour construire la résilience, il est nécessaire de renforcer la coopération internationale, les mécanismes de financement durables pour la réduction des risques de catastrophe et les partenariats public-privé.
- La cohérence entre les stratégies de RRC, les plans d'adaptation aux changements climatiques et les plans de développement durable à l'échelon national doit être renforcée, qu'il s'agisse de leur planification ou de leur mise en œuvre. Ces efforts doivent se traduire par des actions concrètes et faire le lien avec les plans et la mise en œuvre au niveau local.
- Il faut favoriser une approche inclusive, participative et collaborative, et développer les capacités, la compréhension et l'appropriation dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies nationales et locales de RRC. Les méthodologies proposées par le GNDR ont été mentionnées pour ce faire. Pour que les systèmes d'alerte précoce soient efficaces, il faut pleinement impliquer les communautés dans leur planification et leur mise sur pied, de façon à déclencher les actions requises selon l'alerte donnée.
- Il faut continuer à échanger les expériences et constituer des réseaux aux échelons régional et infrarégional, et mettre en place des mécanismes nationaux inclusifs afin de guider les efforts nationaux et promouvoir un développement et des investissements raisonnés en fonction des risques, de renforcer la gouvernance des risques et de promouvoir une meilleure compréhension des risques et des vulnérabilités au sein des communautés.
- L'importance de l'éducation aux risques et de l'implication du secteur de l'assurance et de la communauté scientifique dans cette dernière a été soulignée. Le travail du Grand groupe sur la science et les technologies mené en coopération avec l'UNDRR afin d'apporter des éléments de preuve scientifiques facilitant les décisions politiques a été mentionné.
- Les organisations intergouvernementales doivent contribuer aux efforts nationaux en centralisant les enseignements tirés et les meilleures pratiques. Elles doivent aussi appuyer les gouvernements dans l'accélération des progrès vis-à-vis de l'objectif (e), en plaidant pour l'inclusion et en réunissant les gouvernements et les parties prenantes afin de corriger les lacunes et d'apporter les changements requis, selon les besoins.





Dialogue de haut niveau 2 –

Avancées des stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe – vers la réalisation du premier des objectifs du Cadre de Sendai

Mercredi 15 mai, 14h30 – 16h00 (> [cliquez ici](#) pour regarder la séance en ligne).



Modérateur : Chandran Nair, fondateur et PDG du Global Institute for Tomorrow (GIFT).

Discours liminaire : Puan Maharani, ministre de la coordination du développement humain et de la culture, Indonésie.

Intervenants : Fatimetou Abdel Malick, ancienne maire de Tévragh Zeina et actuelle présidente de la région de Nouakchott, Mauritanie. Anna Giacometti, maire de Bregaglia, Suisse. Akihiro Nakamura, vice-ministre de la gestion des catastrophes, Japon. Ronald Jackson, directeur exécutif, Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA). Asako Okai, secrétaire générale et directrice adjointe, Bureau de crise du PNUD.

À l'examen de la situation actuelle, les intervenants ont eu le sentiment que les stratégies nationales sont inefficaces, à défaut de se prolonger à l'échelon local. L'absence de stratégies locales limite l'efficacité de la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Il est donc nécessaire d'accorder plus d'attention à l'échelon local si nous voulons réaliser l'objectif (e) et nous assurer non seulement de l'élaboration de stratégies mais aussi de leur mise en œuvre efficace.

Les intervenants ont convenu de la nécessité d'un soutien et d'une volonté politiques, fondés sur la sagesse et les solutions locales. Les stratégies de RRC peuvent favoriser la cohérence politique et constituer une composante clé dans un système efficace de gouvernance des risques.

Les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité d'intégrer la RRC dans les PAN, afin de garantir un financement adéquat. Ils ont lancé un appel pour que la RRC devienne une partie intégrante des politiques économique et budgétaire des gouvernements.

Les intervenants ont recherché la cohérence avec les agendas du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques, de même que la prise en compte de la RRC, non pas de façon isolée, mais en l'intégrant aux politiques budgétaires et de développement, de même qu'à d'autres politiques, par exemple en matière d'aménagement du territoire, d'amélioration de l'utilisation des ressources et d'inclusion.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Pour réaliser l'objectif (e), une plus grande attention doit être accordée aux stratégies et actions locales.
- Le leadership local est essentiel et doit reposer sur la sagesse et les solutions locales, de même que sur l'inclusion.
- La RRC doit être intégrée aux politiques économique et budgétaire, à tous les échelons des pouvoirs publics.
- Les stratégies de RRC ne doivent pas être isolées mais être pleinement intégrées à tous les plans, notamment budgétaires et de développement.



Dialogue de haut niveau 3 – Investissements publics et privés éclairés sur les risques

Jeudi 16 mai, 9h00 – 10h30



Modérateur : David Eades, British Broadcasting Corporation (BBC).

Intervenants : Sandra Wu, membre du conseil d'administration du Pacte mondial des Nations Unies et du réseau ARISE. Isidoro Santana, ministre de l'économie, de la planification et du développement, République dominicaine. Hiroshi Yamakawa, président, Agence d'exploration aérospatiale japonaise (JAXA). Hans T. Sy, président du comité exécutif, SM Prime Holdings Inc. Sylvia Chalikosa, ministre au cabinet du vice-président de Zambie.

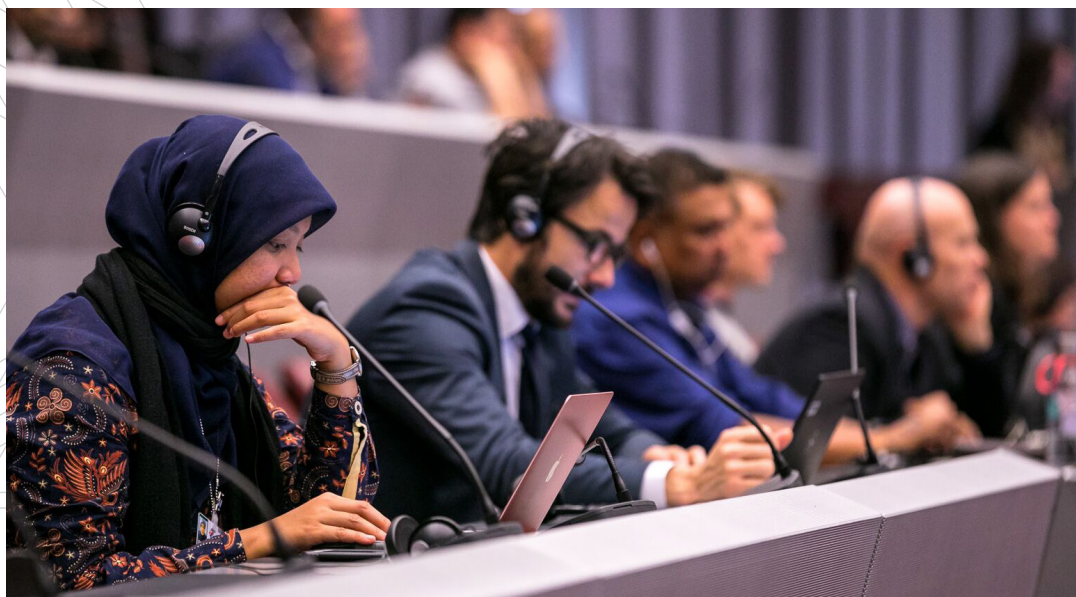
La séance s'est penchée sur les possibilités identifiées de faire la liaison entre les processus de RRC et les investissements publics et privés. La séance a présenté différentes approches d'investissement raisonné en fonction des risques ainsi que les progrès réalisés en la matière, de même que les difficultés rencontrées afin de garantir des investissements dûment fondés sur l'analyse claire des risques présents et futurs. La séance a débattu de l'intégration de la gestion du risque dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont les ministères des finances et de l'économie ont élaboré des méthodologies et lignes directrices fondées sur la coopération Sud-Sud, de façon à s'assurer de l'intégration de la RRC dans les plans d'investissement publics. La Zambie a présenté son expérience de l'intégration pratique de la RRC dans les projets publics d'infrastructures, de

façon à assurer la bonne planification des investissements requis.

Dans le secteur privé, on observe de bonnes approches d'intégration du risque, mais un solide engagement doit être maintenu afin de continuer à consolider la justification économique des investissements raisonnés en fonction des risques vis-à-vis des investisseurs et des parties prenantes. Les échanges avec l'assistance ont mis en exergue les difficultés rencontrées dans la mise en place d'infrastructures résilientes, par exemple en raison de l'approche à court terme ou spéculative de bon nombre de développements urbains, qui ne prennent pas la RRC en compte (construction d'habitations dans des zones à risque, implantations informelles, etc.). L'assistance s'est interrogée sur les moyens permettant d'encourager des investissements à court terme qui intègrent les risques et leurs coûts potentiels, et à l'inverse, de décourager les investissements spéculatifs en les rendant plus coûteux.

Des représentants du secteur privé ont présenté des exemples démontrant l'engagement croissant des entreprises (par exemple, dans le cadre du Pacte mondial) et leur contribution à des portefeuilles de protection contre les changements climatiques. La Plateforme d'action pour l'innovation financière a été citée pour illustrer la façon dont des instruments financiers privés innovants peuvent être élaborés afin de canaliser des fonds privés en faveur de solutions cruciales pour la durabilité. La difficulté n'est pas l'absence de mesures incitatives à l'investissement raisonné en fonction des risques mais la vitesse du processus, ainsi que l'intégration et la création de nouveaux mécanismes face à des risques toujours plus interconnectés et en évolution rapide.

La séance a aussi souligné des exemples tels que la Zambie pour illustrer comment il est possible de généraliser l'intégration de la RRC dans les processus de planification de secteurs comme l'agriculture, l'aménagement du territoire et les travaux publics. Les intervenants ont déclaré que les gouvernements assument eux aussi une responsabilité et peuvent efficacement diffuser des informations sur les risques auprès des investisseurs, de façon à favoriser des investissements étrangers durables ainsi que la résilience des infrastructures critiques.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

Priorité 1 – Comprendre les risques de catastrophe

- Dans l'intérêt de tous, il faut partager les meilleures pratiques, les informations les plus récentes sur les risques existants, et les expériences de tarification des risques et d'intégration du risque dans les budgets nationaux et les investissements des entreprises.
- Plusieurs exemples ont montré comment des communautés ont volontairement modernisé les codes locaux afin de prendre les risques en compte, adoptant parfois des normes en l'absence de toute décision politique.
- La séance a présenté comment des technologies nouvelles et émergentes commencent également à intégrer la RRC, par exemple, les applications satellitaires liées aux catastrophes dans la région Asie-Pacifique. Ces technologies contribuent à la gestion des risques de catastrophe et peuvent éclairer l'intégration des risques de catastrophe dans l'évaluation des investissements publics ou privés, en clarifiant notamment comment rendre ces investissements plus résilients.

Priorité 2 – Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer

- Le secteur privé doit accroître son engagement dans les initiatives de lutte contre les changements climatiques, telles que l'élaboration d'instruments financiers privés innovants permettant de canaliser des fonds privés en faveur de solutions critiques pour la durabilité et de constituer des portefeuilles de protection de façon éclairée.

Priorité 3 – Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour renforcer la résilience

- Sous la direction des ministères de l'économie, les grands pays d'Amérique latine progressent dans l'intégration de la RRC dans les investissements publics, grâce au partage des connaissances, à l'élaboration de lignes directrices et d'études de cas sur la planification économique raisonnée en fonction des risques, et à la définition des modalités pratiques de la coopération Sud-Sud.
- Certains pays africains ont commencé à quantifier le risque à travers les Mécanismes régionaux intergouvernementaux, en appuyant la création de bases de données inventoriant les pertes et dommages ainsi que leur utilisation pour la modélisation des risques de catastrophe.
- De nombreuses difficultés et contraintes subsistent afin d'identifier et quantifier (tarifer) les risques de catastrophe, et de les intégrer dans l'évaluation et la planification des investissements.



Dialogue de haut niveau 4 –

Ne laisser personne pour compte – investir dans l'action locale et l'autonomisation des personnes les plus à risque

Jeudi 16 mai, 14h30 – 16h00 (> [cliquez ici](#) pour regarder la séance en ligne).



Modératrice : Veronica Pedrosa, journaliste indépendante.

Intervenants : Alexandra Ocles, secrétaire nationale à la gestion du risque, Équateur. Kerryann Ifill, présidente du panel consultatif sur le handicap de la Communauté caribéenne (CARICOM). Elhadj As Sy, secrétaire général de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR). Mohamed Béavogui, directeur général d'African Risk Capacity et Vice-Secrétaire général des Nations Unies. Nella Canales, chercheuse au Swedish Environment Institute.

Il a été principalement question de la priorité à donner aux membres de la société les plus à risque, qui subissent l'impact des catastrophes de façon disproportionnée, afin qu'ils reçoivent l'attention qu'ils méritent dans les politiques de réduction des risques de catastrophe et leur financement. Ces personnes vulnérables comprennent les pauvres, les groupes socialement et géographiquement marginalisés, les personnes âgées, les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap.

Concernant les principales caractéristiques d'une approche inclusive de RRC, il a été souligné qu'une implication précoce et étroite des groupes à risque est essentielle afin d'obtenir leur confiance et de comprendre leurs besoins. Cette compréhension passe notamment par la collecte d'informations concernant leur nombre, leurs spécificités démographiques et leur localisation, de façon à renforcer les efforts de préparation en prévision de catastrophes. L'accent a en outre été mis sur le développement des capacités des organisations locales présentes sur le terrain, qui constitue un moyen efficace pour mieux répondre aux besoins de ces communautés.

Les outils politiques pouvant être employés pour créer une telle approche inclusive comprennent la standardisation des procédures et la modification des efforts de planification nationaux, de manière à rendre des services tels que les transports et l'intervention d'urgence plus accessibles aux groupes à risque. Les législateurs peuvent promouvoir l'inclusion en protégeant les droits des populations à risque à travers l'adoption de dispositions légales en ce sens. Les pouvoirs publics locaux, qui se trouvent souvent en première ligne en cas de catastrophe, jouent eux aussi un rôle important mais doivent pour ce faire disposer d'une autorité adéquate ainsi que du financement requis pour planifier les actions appropriées à leur contexte.



Les outils de financement pouvant accroître l'accès à la RRC et à la préparation parmi les populations à risque comprennent notamment les subventions d'État en faveur des assurances indexées, qui constituent une forme innovante de partenariat public-privé. De plus amples recherches sont nécessaires concernant ces outils financiers, de façon à établir un corpus d'éléments probants favorisant leur adoption plus large par les gouvernements.

Il a enfin été relevé que des facteurs tels que les conflits ou la fragilité de l'État peuvent accroître la vulnérabilité des groupes à risque, et doivent donc être pris en compte dans les efforts de RRC.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut impliquer les populations concernées de façon précoce et investir à l'échelon des communautés, en développant les capacités des organisations locales, dont les équipes sont souvent issues de communautés vulnérables et marginalisées.
- Les gouvernements nationaux doivent donner l'exemple en promouvant des lois et des politiques qui protègent les groupes à risque.
- Il faut investir dans des études permettant de mieux comprendre les besoins des groupes à risque de façon à concevoir des politiques mieux adaptées et à pouvoir justifier de nouvelles approches de financement telles que les assurances indexées.
- Le gouvernement allemand a engagé 115 millions d'euros en faveur de la Facilité mondiale de financement du risque et prévoit une contribution significative à la mise en œuvre de l'InsuResilience Global Partnership.





Dialogue de haut niveau 5 – Assurer la cohérence entre le Cadre de Sendai, Programme 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris

Vendredi 17 mai, 9h00 – 10h30

Modératrice : **Audrey Aumua**, directrice générale adjointe de la Communauté du Pacifique.

Intervenants : **Norbert Barthle**, secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne. **Minata Samate Cessouma**, commissaire aux affaires politiques, Union africaine. **Javier Abugattas Fatule**, responsable du CEPLAN (Centre national pour la planification stratégique), Pérou. **Koko Warner**, directrice du Programme d'adaptation, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Pays et communautés partagent le même besoin de protéger le bien-être actuel et futur des populations, dans un monde marqué par des risques climatiques et de catastrophe toujours plus nombreux et complexes.

Les intervenants ont ardemment plaidé pour le renforcement de la cohérence et de la coordination entre les divers piliers du Programme 2030, dans le cadre des efforts globaux destinés à accroître la résilience.

Pour une approche cohérente et coordonnée du développement durable et résilient, les capacités et les ressources financières doivent être utilisées de façon plus efficace et efficace. Nous devons également nous appuyer sur une approche de gestion des risques – fondée sur leur évaluation, leur compréhension et leur gestion – afin de guider le développement à l'échelon national. Une telle approche garantit un développement qui ne crée pas de risques supplémentaires mais qui les réduit. Les gains du développement sont ainsi protégés contre l'impact des catastrophes et des changements climatiques.

La séance a conclu que pour renforcer la cohérence entre les trois piliers du Programme 2030 (ODD, Accord de Paris et Cadre de Sendai), il est nécessaire de continuer à renforcer la volonté et l'engagement politiques au sein des ministères compétents chargés de mettre chaque accord en œuvre. Ceci inclut le renforcement du leadership des entités chargées de coordonner le développement des politiques et plans nationaux. Les participants ont de plus appelé à redoubler d'attention pour le renforcement des capacités en matière de gestion des risques, de façon à favoriser la généralisation de cette dernière dans les processus politiques, à tous les niveaux et à travers les systèmes de gouvernance, sans oublier de s'appuyer sur les réalités locales.

Le renforcement de la collecte et de la gestion des données demeure un élément clé afin d'appuyer une mise en œuvre intégrée ainsi que le suivi-évaluation des progrès et lacunes.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut utiliser les Rapports d'évaluation nationaux volontaires comme outil de suivi-évaluation de la mise en œuvre globale du Programme 2030, ainsi que pour générer une vision à long terme du développement durable et résilient.
- Il faut susciter une plus grande volonté politique de rompre le cloisonnement institutionnel, car l'incohérence crée des redondances et un manque d'efficacité qui nuisent au développement.
- Il faut renforcer une planification et une budgétisation qui soient raisonnables en fonction des risques, à tous les niveaux et dans tous les secteurs des pouvoirs publics, sans oublier de s'appuyer sur les réalités locales.
- Il faut rechercher des systèmes et des mécanismes de gouvernance qui impliquent et incluent un plus grand nombre de personnes.
- Il faut améliorer la gestion des données afin de renforcer la cohérence et réduire le poids du suivi-évaluation pour les pays.





Séance spéciale

Le leadership des femmes dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe

Mercredi 15 mai, 14h30 – 16h00 (> [cliquez ici](#) pour regarder la séance en ligne).

Modératrice : S.E. Tarja Halonen, ancienne présidente de Finlande.

Interventions d'ouverture : **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe. **Wan Azizah Wan Ismail**, Vice-Première ministre de Malaisie.

Intervenants : **Saber Hossain Chowdhury**, député de la République populaire du Bangladesh. **Dolores Devesi**, directrice nationale OXFAM aux Îles Salomon. **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe. **Minata Samate Cessouma**, commissaire aux affaires politiques, Union africaine. **Laura Tuck**, vice-présidente pour le développement durable à la Banque mondiale.

Les intervenants et participants ont souligné la nécessité urgente d'autonomiser les femmes et de renforcer les organisations locales dirigées par des femmes qui identifient et gèrent les risques en tenant compte des inégalités entre hommes et femmes. La nécessité de reconnaître et de valoriser les femmes des communautés en tant qu'expertes a elle aussi été soulignée, tout comme la nécessité d'un soutien des gouvernements, qui doivent faciliter le développement des capacités des femmes, notamment dans l'utilisation des nouvelles technologies, et apporter un soutien financier à cet effet.

Il a été relevé que la gouvernance des risques de catastrophe intervient à de nombreux niveaux et que les femmes doivent être impliquées à chacun de ces niveaux. Dans le cadre de la gouvernance et de la supervision des risques de catastrophe, l'accent doit être mis sur les personnes les plus touchées et sur les interventions qui donnent les meilleurs résultats et possèdent les impacts les plus durables. Il a été reconnu que la gouvernance des risques de catastrophe ne doit pas être isolée de la gouvernance des questions plus générales liées au développement.

Il a été relevé que tous les groupes de parties prenantes doivent considérer la RRC comme une partie intégrante du Programme 2030 afin de garantir des solutions durables offrant un bon rapport coûts-bénéfices sur le long terme. Par ailleurs, les liens entre RRC et ODD doivent être systématiquement envisagés en intégrant les inégalités entre hommes et femmes.

Tous les participants ont relevé que les femmes et les filles sont soumises à des risques élevés, pendant et après les catastrophes. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de systématiquement autonomiser les femmes (et d'autres groupes à risque) en tant que leaders et de les consulter à tous les échelons (local, national et international) des initiatives de RRC et de construction de la résilience, qu'il s'agisse de diriger, concevoir ou mettre en œuvre les politiques, plans et programmes de RRC, ou encore d'en mesurer les impacts.

En ce qui concerne le suivi-évaluation du Cadre de Sendai et les activités visant les risques de catastrophe, il a été convenu que la collecte systématique de données ventilées selon le sexe, l'âge et le handicap est cruciale, tout comme leur communication aux échelons local, national et mondial. Il a été souligné qu'à défaut de données fiables et complètes, les actions de RRC et de renforcement de la résilience ne seront pas suffisamment éclairées, et risquent de donner de moins bons résultats et d'avoir un impact limité.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les femmes doivent être systématiquement consultées à tous les échelons (local, national et international) des initiatives de RRC et de construction de la résilience, qu'il s'agisse de diriger, concevoir ou mettre en œuvre les politiques, plans et programmes de RRC, ou encore d'en mesurer les impacts. Pour ce faire, des cadres légaux appropriés doivent être mis en place et les ressources requises doivent être allouées.
- Les inégalités entre hommes et femmes doivent être prises en compte dans toutes les politiques, plans et programmes de RRC et de résilience, dans les analyses de vulnérabilité, dans les analyses de risque et dans les budgets.
- Des données ventilées selon le sexe, l'âge et le handicap doivent être systématiquement collectées et communiquées de l'échelon local à l'échelon national, et de l'échelon national à l'échelon mondial. De plus, des données ventilées et croisées selon le sexe et l'âge doivent également être transmises dans le cadre du suivi-évaluation, car elles constituent un outil crucial afin d'identifier et cibler les groupes vulnérables.
- Puisque les données montrent que les femmes et les filles sont disproportionnellement affectées par les catastrophes, des ressources financières, humaines et techniques supplémentaires de RRC et de construction de la résilience doivent être mises à disposition en vue d'actions qui ciblent les femmes et les filles touchées par des catastrophes ou risquant de l'être, et qui promeuvent le leadership des femmes dans la RRC et la construction de la résilience.



Séances de travail

La PM2019 a accueilli 16 séances de travail.

JOUR 1 – **Bilan** / Mercredi 15 mai 2019

Lancement du Rapport Bilan mondial 2019 / Mercredi 15 mai, 14h30 – 16h00



Modérateur : Ricardo Mena, responsable du soutien et du suivi de la mise en œuvre du cadre de Sendai, UNDRR.

Intervenants : Roger Pulwarty, spécialiste du climat, de l'eau et des extrêmes climatiques, et coprésident du système national intégré d'information sur la sécheresse (NIDIS) au bureau de recherche océanique et atmosphérique (NOAA) de Boulder, dans le Colorado. **Kamal Kishore**, membre de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, Inde. **Jacqueline McGlade**, professeure à l'université Maasai Mara au Kenya, professeure de résilience et de développement durable à l'Institute for Global Prosperity (UCL) et professeure d'écologie au Gresham College. **Juan Pablo Sarmiento**, professeur au département de politique et gestion de la santé au Robert Stempel College of Public Health and Social Work (FIU, Florida International University) et directeur du programme de réduction des risques de catastrophe à l'Extreme Events Institute de la FIU. **Mandisa Kalako-Williams**, ancienne secrétaire générale de la Croix-Rouge sud-africaine, Afrique du Sud.

Consciente des changements rapides et non linéaires bien réels dont nous sommes témoins ainsi que de l'accumulation des risques systémiques (amplifiés par le réchauffement climatique), cette séance de travail a souligné l'urgence d'actions accélérées et ambitieuses pour la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai, du Programme 2030, de l'Accord de Paris et du Nouveau programme pour les villes. Les intervenants ont mis les nécessités suivantes en exergue :



- Il faut accroître les efforts des gouvernements et des acteurs non étatiques afin de comprendre les paramètres sociaux, écologiques, politiques et économiques de l'exposition et de la vulnérabilité, et élaborer des approches de gestion des risques qui soient transdisciplinaires et fondées sur les systèmes. Les analyses de risque, les plans et les stratégies doivent se concentrer sur l'inclusion et l'égalité de façon à efficacement promouvoir la résilience de l'ensemble de la société.
- Les secteurs public et privé doivent investir d'urgence pour améliorer la disponibilité, l'accessibilité, l'exploitabilité et l'application de données ventilées de qualité, et plus particulièrement pour acquérir une compréhension plus précise des vulnérabilités socio-économiques et écologiques, afin de pouvoir assurer un suivi-évaluation adéquat des progrès et déterminer où il est nécessaire de corriger le cap.
- Il faut immédiatement investir dans les infrastructures, en particulier dans le secteur des technologies de l'information, pour garantir l'amélioration du suivi-évaluation en ligne et de la comptabilisation des pertes à tous les niveaux administratifs, tout en développant les capacités en science des données, analyse statistique, économétrie, cartographie et exploitation des données géospatiales.
- Il faut tirer parti de l'évolution des technologies et des formes de collaboration, de façon à pouvoir intervenir en temps opportun et protéger les groupes dont les profils de vulnérabilité sont les plus fragiles face aux risques de catastrophe, tout en tenant compte des effets conjugués et en cascade des différentes vulnérabilités. Il est de plus crucial de plaider en faveur de ceux qui se trouvent dans l'incapacité de choisir.
- Il faut immédiatement agir, et ce de façon éclairée, afin de réaliser l'objectif (e) du Cadre de Sendai (« stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe pour 2020 »), qui servira de fondement à la réalisation des objectifs fixés pour 2030. Bien que les progrès aient été continus, ils n'ont pas été suffisants pour réaliser l'objectif prévu en 2020.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Le passé ne constitue plus une indication concernant l'avenir, et les indicateurs actuellement utilisés pour décrire l'avenir ne sont pas aussi pertinents que nous aimons à le croire. L'enregistrement et le suivi-évaluation des pertes est important et continuera à figurer dans le Bilan mondial, mais l'observation du passé ne suffit pas à prévoir les risques futurs.
- Le Bilan mondial 2019 présente la réalité des risques naturels et anthropiques, et la façon dont ils sont gérés. Pour que le Bilan mondial reflète correctement les progrès dans la réalisation du Cadre de Sendai, une compréhension beaucoup plus systématique du risque et des façons de le réduire est nécessaire, qui s'appuie sur un cadre de connaissances, d'expertise et d'aide à la décision.
- Le Bilan mondial 2019 accorde une place centrale à la compréhension et la gestion du risque dans le cadre de tous les accords conclus après 2015, à savoir le Programme 2030, l'Accord de Paris, le Nouveau programme pour les villes, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Programme d'action pour l'humanité, le Cadre de Sendai jouant le rôle de trait d'union entre tous ceux-ci.
- Le Bilan mondial 2019 décrit comment l'impact des catastrophes affecte les pays, les communautés et les personnes de manière contrastée. Les catastrophes amplifient les inégalités socio-économiques existantes et désavantagent un peu plus ceux qui sont déjà vulnérables. Nous devons donc mieux recueillir et exploiter les données, afin de déterminer les vécus différenciés des groupes de populations face aux catastrophes, à l'échelon des pays, des villes et des ménages. De telles connaissances vont de pair avec la responsabilité d'agir, et au final avec la nécessité d'assumer les conséquences de l'inaction.



Stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe – agir à tous les niveaux

Mercredi 15 mai, 16h30 – 18h00



Modérateur : **Kimio Takeya**, conseiller technique auprès du président de la JICA et professeur invité à l'International Research Institute of Disaster Science (IRIDeS) de l'université du Tōhoku, Japon.

Intervenants : **Dale Sands**, fondateur de MD Sands Consulting Solutions et président de The Village of Deer Park, Illinois, États-Unis. **Kawsu Barrow**, responsable du suivi-évaluation à l'Agence nationale de gestion des catastrophes (NDMA) de Gambie. **Nataša Holcinger**, Plateforme croate pour la réduction des risques de catastrophe. **Kathy Oldham**, responsable de la protection civile et directrice de la résilience, Grand Manchester, Royaume-Uni. **Jorgelina Hardoy**, chercheuse senior et coordinatrice de projet au sein de la section latino-américaine de l'Institut international de l'environnement et du développement, Buenos Aires, Argentine.

Les intervenants ont appelé les gouvernements nationaux à mettre en place un environnement favorable, un cadre légal, des lignes directrices (par exemple, sur la façon d'élaborer des stratégies de RRC, les cadres et outils simplifiés et les sources de financement) et un soutien des capacités, afin de permettre l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales de RRC.

Les intervenants ont appelé les maires à endosser le leadership et à activement s'engager dans la réduction des risques de catastrophe dans leurs villes respectives.

Les intervenants ont suggéré de garantir le financement de la mise en œuvre des stratégies de RRC, et ont pour ce faire exhorté les gouvernements

et les collectivités locales à impliquer tous les secteurs du développement et les autres parties prenantes, y compris le secteur privé, la société civile et les autres partenaires, afin d'explorer les mécanismes et options de financement. Les plans de développement sectoriels sont une source de financement pour la mise en œuvre des actions de RRC, et les ministères des finances et de la planification doivent être impliqués dans le dialogue afin de faciliter la définition des priorités d'investissement de la RRC.

Les intervenants ont souligné combien il est urgent de réaliser l'objectif (e) car à défaut, la mise en œuvre du Cadre de Sendai sera retardée entre 2020 et 2030. Il est nécessaire de rapidement mettre des stratégies en place, qui pourront être affinées ultérieurement.

Les débats ont mis en exergue la nécessité pour les gouvernements et les collectivités locales d'explorer les possibilités d'améliorer l'implication des nombreuses parties prenantes, par exemple, i) du secteur privé pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies via des approches d'investissement raisonné en fonction des risques et la fourniture aux gouvernements et partenaires de services liés aux risques, et ii) des organisations de la société civile et du monde universitaire pour combler les lacunes au sein des collectivités locales et des communautés, et élaborer des solutions techniquement réalisables.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il est urgent de réaliser l'objectif (e) si nous ne voulons pas repousser sa mise en œuvre entre 2020 et 2030.
- Il est nécessaire d'explorer les possibilités de mieux impliquer le secteur privé, afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies.
- Les gouvernements nationaux doivent appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies locales de RRC.
- Les gouvernements et les collectivités locales doivent impliquer tous les secteurs afin d'identifier et développer les possibilités de financement via les plans de développement nationaux pour la mise en œuvre des stratégies nationales et locales de RRC.

Mise en œuvre du Cadre de Sendai

Mercredi 15 mai, 16h30 – 18h00



Modératrice : **Marcie Roth**, PDG, Partnership for Inclusive Disaster Strategies, États-Unis.

Intervenants : **Ricardo Mena**, responsable du soutien et du suivi de la mise en œuvre du cadre de Sendai, UNDRR. **Kamal Kishore**, membre de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, Inde. **Mohamed Hassaan Felfel Abdelsameaa**, directeur exécutif, Crisis Management and DRR Sector (CMDRR) Egyptian Cabinet, Information and Decision Support Center (IDSC). **Martha Herrera Gonzalez**, directrice mondiale de la responsabilité sociétale d'entreprise, CEMEX. **Maria Veronica Bastias**, coordonnatrice du développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR).



Les débats ont souligné et exploré les expériences de mise en œuvre du Cadre de Sendai selon différentes perspectives, notamment celles du secteur privé, des gouvernements nationaux et de la société civile.

Un survol général des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai a été présenté et a montré l'évolution des impacts des catastrophes de 1997 à 2007. Alors que la mortalité semble diminuer, le nombre de personnes affectées par des catastrophes a lui augmenté. Les catastrophes touchent les pays à revenus faibles et intermédiaires ainsi que les petits États insulaires en développement de manière disproportionnée. Le financement de la RRC apparaît également très limité par comparaison à l'aide étrangère au développement fournie aux pays en développement. Celui-ci doit être augmenté afin de garantir le maintien d'investissements suffisants dans la RRC, afin de protéger les activités de développement et les gains du développement, en particulier contre les effets négatifs croissants des changements climatiques sur les communautés.

La collecte et l'exploitation de données ventilées, en particulier selon le sexe et le handicap, demeurent des défis clés pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre du Cadre de Sendai. De telles données doivent être exploitées afin d'éclairer non seulement les activités et politiques de RRC, mais aussi l'allocation des ressources et le financement, à l'échelon tant national que local. Les intervenants ont ardemment appelé à l'élaboration d'orientations pratiques et à la fourniture d'un soutien aux pays pour la collecte et l'exploitation des données.

Le recours aux plateformes nationales de RRC demeure un outil utile pour les pays afin de coordonner la RRC et en assurer le suivi-évaluation à l'échelon national et local, définir ou revoir les priorités, et identifier les domaines ayant besoin de plus de ressources.

La séance a aussi présenté un survol des approches de mise en œuvre du Cadre de Sendai à l'échelon national et infranational, en soulignant l'importance des cadres légaux et de l'engagement politique afin de garantir l'inclusion ainsi qu'une approche de la RRC qui implique l'ensemble de la société. La séance a présenté des exemples pratiques de partenariats avec le secteur privé et la société civile, illustrant leur rôle important pour garantir plus d'inclusion ainsi qu'une approche de la résilience des communautés qui implique l'ensemble de la société.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Des lignes directrices et un soutien plus actifs et pratiques des partenaires sont requis auprès des pays pour la collecte de données ventilées, en particulier selon le sexe, l'âge et le handicap, ainsi que leur transmission dans le cadre du suivi-évaluation et leur exploitation afin de concevoir des politiques inclusives de RRC.
- Les données sur les pertes et dommages recueillies par les pays doivent éclairer l'allocation des ressources et le financement, tant à l'échelon national que local.
- Le secteur privé et la société civile jouent un rôle clé afin de garantir l'implication des citoyens dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et politiques de RRC : il faut donc activement continuer de promouvoir la collaboration avec ces derniers.
- Il faut enfin encourager le partage des meilleures pratiques entre pays.





JOUR 2 –

Investissements publics et privés éclairés sur les risques

Jeudi 16 mai 2019

Libérer les dividendes de la résilience

Jeudi 16 mai, 11h00 – 12h30

Modératrice : Emily Wilkinson, chercheuse senior du Programme sur les risques et la résilience de l'Institut de développement d'Outre-mer (ODI) et titulaire d'une bourse de partage des connaissances (Knowledge Exchange Fellowship) en matière de risque et de résilience du Conseil britannique pour la recherche environnementale (NERC, Natural Environment Research Council).

Discours liminaire : Bärbel Kofler, commissaire fédérale à l'aide humanitaire et aux droits humains, Allemagne.

Intervenants : July Moyo, ministre des collectivités locales, des travaux publics et du logement, Zimbabwe. **Wang Yingzi**, directrice générale adjointe, département qualité de l'ingénierie et supervision de la sécurité, ministère du logement et du développement urbain et rural, Chine. **Shaun Tarbuck**, PDG de l'International Cooperative and Mutual Insurance Federation (ICMIF). **Kate Levick**, PDG de Third Generation Environmentalism. **Alex Mung**, directeur associé, responsable de l'Initiative sur l'eau, Forum économique mondial.

Un moyen efficace de libérer les dividendes de la résilience est nécessaire, dans l'intérêt de tous. Ces dividendes résident avant tout dans les vies sauvées et l'allègement de la souffrance. Pour libérer ces dividendes, l'investissement dans la RRC doit devenir une partie intégrante des approches de développement, d'atténuation de la pauvreté, de stabilité fiscale et de croissance économique durable.

Les intervenants ont mis en exergue une prise de conscience croissante au sein du secteur financier et privé, concernant certains risques liés aux catastrophes supportés par les entreprises mais jusqu'ici ignorés. Il faut aller plus loin en identifiant clairement les effets en cascade des risques complexes et leurs impacts sur les risques financiers, pour les porter à l'attention du secteur financier et les prendre en compte dans le débat sur la finance durable.

Une approche cruciale examinée pour encourager des investissements et des stratégies d'entreprise plus raisonnés en fonction des risques consiste à mieux concevoir et promouvoir les mesures incitatives financières et économiques en ce sens.

De même, les pays ont besoin de plans de résilience et de réformes de la gouvernance couvrant le long terme, et faisant écho aux stratégies d'investissement. Dans ce cadre, une plus grande cohérence entre la RRC et l'adaptation aux changements climatiques, de même que la finance durable, constituent des prérequis. Le financement fondé sur les prévisions et d'autres mécanismes de financement à long terme ont été plus particulièrement cités parmi les approches nécessitant davantage d'investissements.

La contribution de la science s'est révélée cruciale. Les intervenants ont mis l'accent sur la capacité des sciences et des nouvelles technologies à éclairer les décisions. Des modèles et des scénarios de changements climatiques sont nécessaires afin de mettre les stratégies de résilience à long terme à l'épreuve. Dans le même temps, l'écart de plus en plus important entre les connaissances scientifiques et la compréhension sur le terrain doit être comblé. La présentation de bonnes pratiques a été exploitée pour favoriser l'émulation au sein des entités du secteur privé et ainsi promouvoir l'engagement.

Les travaux sur le reporting intégré et l'inclusion des risques climatiques dans les états financiers des sociétés cotées en bourse font leur chemin, comme l'illustrent l'Initiative pour la finance durable de l'UE, le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) et les déclarations d'engagement de grandes entreprises lors de la COP24. Des changements se profilent donc à l'horizon, qui vont offrir de grandes opportunités aux acteurs de la RRC afin de promouvoir l'intégration de cette dernière et susciter l'engagement.

Libérer les dividendes de la résilience exige d'investir dans la résilience, plutôt que de simplement chercher à réduire les risques de catastrophe. Le Sommet Action Climat de septembre 2019 offrira une opportunité cruciale de préciser ce message et de se mettre d'accord sur des solutions.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut accélérer et faire converger l'action pour la RRC, l'adaptation aux changements climatiques et la finance durable, afin de collectivement faire progresser le Programme 2030 et libérer les dividendes de la résilience à l'approche du Sommet Action Climat, qui constitue le prochain grand jalon du processus.
- Les actions de promotion des investissements raisonnés en fonction des risques doivent être encouragées, en mettant en avant les bonnes pratiques ainsi que de nouveaux acteurs, notamment les femmes et les jeunes investisseurs, et les impacts positifs des cadres de réglementation.
- Les partenariats public-privé permettent de stimuler les nouveaux investissements et exigent la construction de relations de confiance, afin de pouvoir aborder les intérêts en jeu et la redevabilité, de même que la mise en place des mesures incitatives et de contrôle requises.
- Ensemble, le public et le privé peuvent réduire les risques de catastrophe et les pertes, en veillant à des pratiques d'investissement et des cadres réglementaires raisonnés en fonction des risques et conjointement planifiés, au partage des données et à la mise en place d'un environnement propice.

.....
Reconstruire en mieux - conclusions de la CMR

Jeudi 16 mai, 11h00 – 12h30

Modératrice : Asako Okai, secrétaire générale et directrice adjointe, Bureau de crise du PNUD.

Intervenants : Julie Dana, Practice Manager et responsable de la Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement. **Jerry Chandler**, directeur, protection civile, gouvernement de Haïti. **Jemilah Mahmood**, sous-secrétaire générale pour les partenariats, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR). **Itsu Adachi**, directeur général du département des infrastructures et de l'édification de la paix, Agence japonaise de coopération internationale (JICA). **Doni Monardo**, responsable de l'autorité nationale de gestion des catastrophes, gouvernement d'Indonésie.

Cette séance de travail s'est penchée sur les approches permettant de libérer les dividendes de la reconstruction en mieux. Elle a cherché à tirer les leçons des bonnes pratiques, des derniers éléments probants disponibles ainsi que des réussites et des échecs pouvant contribuer à éclairer la planification du relèvement et à obtenir de meilleurs résultats tout en renforçant l'inclusion.

Reconstruire en mieux offre la possibilité d'agir contre l'exclusion et la marginalisation qui caractérisent souvent le parcours des populations vulnérables et exposées aux catastrophes, et donc de changer la donne pour ces dernières. Des approches de relèvement inclusives sont par conséquent essentielles pour parvenir à plus d'équité et contribuer à reconstruire en mieux ainsi qu'à la résilience de tous. À la lumière des conclusions de la quatrième Conférence mondiale sur la reconstruction, cette séance s'est penchée sur les approches éprouvées de relèvement inclusif ainsi que sur les méthodes émergentes et les innovations permettant de reconstruire en mieux et de façon inclusive. Impliquer toutes les parties prenantes améliore la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des processus de relèvement. Cela permet en effet de prendre en compte le contexte local ainsi que la sagesse, les ressources et les capacités des populations marginalisées, et d'obtenir un processus de relèvement mieux adapté aux besoins de tous. Pour favoriser le relèvement inclusif, il faut s'attaquer aux causes premières de l'exclusion et de la précarité sociale ainsi qu'aux vulnérabilités qu'elles engendrent. La participation des communautés et l'entrepreneuriat raisonné en fonction des risques doivent être au cœur du relèvement, de la réhabilitation et de la reconstruction.

La séance a souligné les considérations et principes clés de la préparation à reconstruire en mieux. Les intervenants ont appelé à investir dans la reconstruction en mieux, notamment en développant les capacités dans ce domaine, y compris les capacités institutionnelles en matière d'inclusion et de coordination intersectorielle. Ils ont aussi appelé à offrir aux groupes marginalisés les moyens de s'impliquer et de se faire entendre, afin que leurs besoins soient eux aussi pris en compte. Les capacités des collectivités locales et des communautés doivent être renforcées en ce qui concerne la planification du relèvement et l'allocation des ressources requises. Les débats ont relevé la nécessité d'élaborer des mécanismes qui institutionnalisent la capitalisation des expériences dans chaque pays, afin de s'assurer que les pays et les communautés tirent bien les leçons de leurs réussites et de leurs échecs. Les pistes d'action précitées afin de favoriser la préparation à reconstruire en mieux permettront aux parties prenantes de construire des sociétés plus résilientes, inclusives et solidaires, avant même qu'une catastrophe ne survienne.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut investir dans le développement des capacités propres à favoriser l'inclusion et le pouvoir d'action de toutes les parties prenantes, notamment les capacités institutionnelles et les processus de relèvement fondés sur l'inclusion en tant que valeur et s'attachant à la garantir.
- Il faut intégrer les plans et programmes de reconstruction en mieux avec les plans de développement nationaux et locaux, tout en veillant à une coordination efficace entre les agences responsables du développement et du relèvement.
- La reconstruction en mieux doit passer par un relèvement inclusif centré sur les personnes et leurs demandes. Une telle approche encourage la compréhension des besoins et des vulnérabilités des populations dans toute leur complexité ainsi que du contexte local, pour un processus de relèvement résilient. Cela permet aussi d'exploiter les atouts uniques que constituent les connaissances, les expériences, les ressources et les capacités des populations locales.
- Les pays et les communautés doivent correctement se préparer à reconstruire en mieux, afin de garantir que les plans, les normes, les mécanismes, les pratiques ainsi que les ressources financières et humaines soient en place avant qu'une catastrophe ne survienne.
- La Banque mondiale a affirmé son engagement pour un développement tenant compte des personnes en situation de handicap dès 2020. Elle s'est engagée à promouvoir l'inclusion à travers ses programmes et ses aides, en particulier ceux visant la promotion des opportunités d'autonomisation, des nouvelles technologies et solutions, et des approches intégrées.
- L'Indonésie s'est engagée à exercer sa détermination politique en faveur de la reconstruction en mieux dans le cadre des processus de relèvement, en veillant à impliquer de nombreuses parties prenantes et à assurer la prise en compte de l'inclusion dans les plans de développement nationaux et locaux, de même que la cohérence entre ces derniers.

Modalités innovantes d'investissement dans la réduction des risques de catastrophe

Jeudi 16 mai, 14h30 – 16h00

Modérateur : Patrick Leusch, Deutsche Welle.

Intervenants : Kris Faafoi, ministre de la protection civile et ministre du commerce et de la consommation, Nouvelle-Zélande. Jorge Nuño, responsable de l'unité d'investissement du Secrétariat aux finances publiques, Mexique. Paolo Garonna, secrétaire général de la fédération italienne de la banque, de l'assurance et de la finance. Cecilie Daae, directrice générale, direction de la protection civile, ministère de la sécurité publique, Norvège. Christy Stickney, directrice nationale pour le Népal, Habitat for Humanity.

La séance s'est concentrée sur la durabilité des investissements actuels et futurs.

Il a été relevé que les grandes entreprises, particulièrement dans les secteurs financier et de l'assurance, sont à la pointe de l'innovation parce qu'elles doivent intégrer les connaissances en matière de risque à leurs outils de financement du risque, qui sont en perpétuelle évolution. Dans ce secteur, la connaissance du risque repose sur des technologies appliquées, des réglementations et des modèles, qui ont étoffé les données et les méthodes de mesure disponibles concernant le risque.

La séance a mis en exergue des approches et des outils innovants potentiellement efficaces dans le cadre des investissements dans la RRC et a examiné les obstacles qui empêchent actuellement l'application des innovations et leur généralisation. Des exemples concrets et tangibles ont été donnés pour appliquer une approche innovante et parvenir à des investissements raisonnés en fonction des risques et durables.

L'UE progresse dans les réformes en cours visant la finance durable, notamment la prise en compte des risques de catastrophe dans les états financiers, la taxonomie des risques et les normes régissant les produits (par exemple, les obligations vertes). Cette approche appuiera les décideurs politiques et les législateurs afin de réglementer et faciliter l'information sur les risques liés aux changements climatiques dans le cadre des instruments de financement élaborés par l'UE.

Le Mexique s'est attelé à protéger les infrastructures contre les dégâts potentiels en mettant en place des partenariats public-privé pour l'assurance, la cartographie des risques et l'analyse des risques. Son approche innovante passe par l'assimilation des connaissances sur le risque grâce à un atlas des risques, et l'application de ces connaissances à travers une analyse probabiliste du risque permettant d'évaluer les coûts et bénéfices d'infrastructures résilientes.



La Nouvelle-Zélande est parvenue à concevoir un modèle d'assurance mixte public-privé, qui a atteint un taux de pénétration de 98 % pour l'immobilier résidentiel.

La Norvège a réussi à réduire les pertes liées au climat en s'appuyant sur les données disponibles auprès des compagnies d'assurance, qui ont permis de mieux comprendre les risques et d'améliorer les capacités de gestion des risques. Cette approche a en outre renforcé la collaboration avec le secteur de l'assurance. Une base de connaissances destinée à recueillir les informations sur les risques sera lancée en fin d'année et sera exploitée dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Les intervenants ont souligné la nécessité d'une analyse plus large lors de l'évaluation et de la cartographie des risques dans une zone donnée : il faut aussi évaluer les régimes d'assurance et les impacts socio-économiques potentiels des primes d'assurance à payer. Ils ont souligné la nécessité de s'attaquer conjointement aux difficultés, à travers des partenariats public-privé.

La séance a mis en exergue les progrès réalisés vis-à-vis d'un point figurant dans la Synthèse du président de la PM2017 et relatif au développement financier et à la réforme du financement à long terme. Les intervenants ont recommandé de poursuivre les efforts afin de définir quand des innovations sont requises pour combler les lacunes, et quand les systèmes et mécanismes existants doivent être améliorés. Ils se sont enfin interrogés quant au profil futur du système financier compte tenu des changements climatiques, des avancées technologiques et des évolutions démographiques.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Pour élaborer des modalités innovantes d'investissement dans la RRC, la coopération entre le public et le privé joue un rôle important.
- Il faut absolument développer et réformer les modalités financières actuelles et aller vers une approche à long terme, notamment en revoyant la réglementation ainsi que les dispositions relatives à la taxation et à la titrisation.
- Il est généralement entendu que l'assurance est une forme de protection contre les impondérables qui transfère simplement le risque à une autre partie. Elle ne peut remplacer la gestion du risque et elle ne le réduit pas.
- Des efforts supplémentaires sont requis pour promouvoir le financement transfrontalier et l'intégration financière.
- L'intégration du risque dans les mécanismes de gouvernance (mesures incitatives / réglementation / normes) joue un rôle important pour étendre la prise en compte de ce dernier ainsi que les nouvelles modalités d'investissement.
- Les investissements innovants dans la RRC sont non seulement modelés par les vastes secteurs de la banque et de l'assurance, mais aussi par les communautés, comme l'illustre l'exemple des subventions / assurances pour des habitations résilientes aux séismes présenté par le Népal.
- Les partenariats public-privé pour l'information sur les pertes dues aux catastrophes ont démontré qu'ils réduisent les risques liés au climat en renforçant les activités de RRC et en permettant des décisions d'investissement raisonnées en fonction des risques. Le gouvernement norvégien a suggéré la mise sur pied d'une base de données nationale sur les pertes à l'aide des données des compagnies d'assurance, de façon à faciliter les prises de décisions.
- Il faut développer des stratégies nationales et locales de RRC qui soient mises en lien avec les stratégies et priorités d'investissement nationales.
- Il faut appuyer les entreprises dans la mise en place de stratégies complètes et étendues de gestion des risques à long terme, qui couvrent les risques matériels liés aux changements climatiques pesant sur l'ensemble de leurs activités.



La santé dans toutes les stratégies de gestion des risques de catastrophe

Jeudi 16 mai, 14h30 – 16h00



Modératrice : **Emily Chan**, doyenne adjointe de la faculté de médecine de l'université chinoise de Hong Kong.

Discours liminaire : **Jaouad Mahjour**, directeur général adjoint de la préparation aux catastrophes, représentant Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

Intervenants : **Raed Arafat**, secrétaire d'État responsable du département de l'intervention d'urgence, ministère de l'intérieur, Roumanie. **Ciro Ugarte**, directeur régional de l'intervention d'urgence, Organisation panaméricaine de la santé (PAHO). **Vinya Ariyaratne**, secrétaire général, Sarvodaya Shramadana Movement, Sri Lanka. **Virginia Murray**, responsable de la réduction mondiale des risques de catastrophe, Public Health England. **Marco Becerril**, point focal pour le Grand groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes, région des Amériques

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a lancé le révolutionnaire Cadre de gestion des urgences et des risques de catastrophe dans la santé (GURC-Santé), qui guidera les parties prenantes concernant les actions clés permettant de réduire les risques de santé publique et les conséquences des situations de crise et des catastrophes. Ce Cadre réunit l'action humanitaire, la préparation aux épidémies et autres urgences de santé publique et l'intervention face à ces dernières, l'état de préparation opérationnelle, la gestion multisectorielle des catastrophes et le renforcement des systèmes de santé, dans une approche commune et inclusive qui assistera les pays dans la mise en œuvre des ODD, du Cadre de Sendai, de l'Accord de Paris et du Règlement sanitaire international (2005).

Les intervenants ont mis en exergue qu'une approche incluant l'ensemble de la société et une couverture de santé universelle sont cruciales pour la prévention, la préparation, l'intervention et le relèvement. La santé publique et les autres secteurs doivent s'assurer que la santé occupe une place centrale dans la planification raisonnée en fonction des risques de la gestion des risques de catastrophe, aux échelons mondial, régional, national et local. L'approche multi-aléa incluant les aléas biologiques, naturels et anthropiques défendue par le Cadre de Sendai est essentielle, face à des risques souvent interconnectés et dépendants des mêmes capacités, professionnels de la santé et systèmes de santé. La mise en œuvre du Programme 2030 va accélérer le rythme des progrès dans la gestion des maladies transmissibles et des épidémies (par exemple, Ebola, choléra et grippe) ainsi que la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Des stratégies régionales et nationales alignées sur le Cadre de Sendai sont actuellement mises en œuvre dans le secteur de la santé, par exemple, la stratégie régionale de RRC de la PAHO.



L'action des communautés, l'implication du secteur privé et des jeunes, et la formation des professionnels de la santé au sein des communautés sont cruciaux pour la résilience de ces dernières et la protection de la santé publique en situation de crise, notamment la santé des femmes, des enfants, des personnes en situation de handicap et des pauvres.

Les intervenants ont souligné l'importance de données ventilées et d'éléments probants, par exemple de normes de données et d'une interopérabilité améliorées concernant la mortalité due aux catastrophes, de façon à éclairer les politiques, pratiques et innovations dans la santé et les secteurs connexes. L'OMS a élaboré des notes d'orientation afin d'aider le secteur de la santé à assumer un plus grand rôle dans le suivi-évaluation du Cadre de Sendai via l'outil SFM, dans les domaines liés à la santé.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Implémenter l'approche multi-aléas du Cadre de gestion des urgences de santé publique et des risques de catastrophe à travers un engagement multisectoriel et multipartite ainsi que des partenariats avec les dirigeants nationaux, afin de renforcer la résilience des systèmes de santé, la sécurité sanitaire, la couverture de santé universelle et le développement durable.
- S'assurer que la santé occupe une place centrale dans tous les plans locaux et nationaux de gestion des risques de catastrophe, ces derniers incluant les aléas biologiques, les épidémies et les pandémies, et étant mis en lien avec les plans de mise en œuvre du Règlement sanitaire international (2005).
- Accroître les investissements dans les installations de santé résilientes et dans la protection des professionnels de la santé et des services et infrastructures de santé contre les situations de crise et les catastrophes.
- Renforcer le rôle des jeunes dans le cadre d'une approche centrée sur les personnes, afin de réduire les risques de santé publique et les conséquences des catastrophes.
- L'OMS est résolue à travailler avec les États membres et les partenaires pour la mise en œuvre du Cadre de gestion des urgences de santé publique et des risques de catastrophe, afin de réduire les risques de santé publique et les conséquences des situations de crise et des catastrophes, et de renforcer la sécurité sanitaire, la résilience des communautés et des nations, et le développement durable, pour ainsi progresser vers la couverture de santé universelle.

.....



Promouvoir une réduction et une gestion des risques de catastrophe assumées localement: défis, solutions et leçons tirées

Jeudi 16 mai, 16h30 – 18h00



Modératrice : **Monique Pariat**, directrice générale de la Direction de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO) de la Commission européenne.

Intervenants : **Ana Lucy Bengochea Martínez**, coprésidente, General Assembly Partners Indigenous People Programme Consultative Group, Honduras. **Desmond McKenzie**, ministre des collectivités locales et du développement communautaire, Jamaïque. **Lucia Maloka**, haute fonctionnaire du département de gestion des risques de catastrophe de la ville de Johannesburg, Afrique du Sud. **Remedios Endencia**, directeur, Autorité nationale économique et de développement (NEDA), Philippines. **Amie Utami**, coordonnatrice du Groupe mondial des jeunes autochtones, Mexique.

La modératrice a souligné le rôle de la DG ECHO dans la préparation et l'intervention ainsi que dans le développement des capacités à l'échelon local, en liaison avec les partenaires de mise en œuvre.

Le ministre jamaïcain des collectivités locales et du développement communautaire a présenté les capacités développées durant les dernières décennies, au cours desquelles la Jamaïque a été touchée par 35 ouragans. La Jamaïque a largement investi dans la décentralisation et l'autonomisation des collectivités locales. Par conséquent, 90 % des services publics, dont la RRC, sont fournis par les collectivités locales, tandis que le gouvernement assure la coordination globale et l'encadrement politique. La législation impose la création de centres locaux de gestion des catastrophes. Le gouvernement a investi dans un système d'aide à la décision fondé sur des données scientifiques afin d'éclairer les politiques élaborées et les actions menées aux échelons national et local. Une attention maximale est accordée à la cohérence entre RRC et adaptation aux changements climatiques, à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Les aspects culturels sont également bien présents dans les programmes de résilience, afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté.

La représentante de la ville de Johannesburg, en Afrique du Sud, a présenté les bonnes pratiques consistant à systématiquement recourir à des organisations de volontaires dans le cadre de la RRC. Ce type d'organisation est institutionnalisé et officiellement reconnu par le gouvernement sud-africain. Les organisations de volontaires jouent un rôle crucial afin d'activement impliquer les communautés locales, en les aidant à comprendre comment l'économie influence la RRC. L'implication précoce des communautés locales dans l'identification des priorités de la RRC engendre une implication active de ces mêmes communautés dans l'identification et la mise en œuvre de solutions, et permet la mobilisation locale de ressources financières. La personne représentant l'Indonésie a exposé l'expérience des communautés locales, qui jouent un rôle majeur dans la construction de la résilience et la généralisation des pratiques résilientes. Initialement, les efforts se concentraient uniquement sur les opérations d'intervention en cas de catastrophe. En s'appuyant sur l'expérience acquise au fil des années, des programmes de préparation et de sensibilisation ont ensuite été élaborés. Une représentante des bénéficiaires de ces programmes a rapporté son expérience personnelle et décrit comment elle a survécu à une catastrophe récente grâce à la formation et aux exercices auxquels elle a participé. Dans le cadre de ces programmes, un fonds villageois de RRC a de plus été mis en place, permettant à cinq familles d'accéder à des ressources pour reconstruire leurs abris et leurs activités économiques en mieux, ceux-ci ayant été détruits par la catastrophe.



La représentante du Honduras a évoqué l'importance de l'institutionnalisation des plateformes et procédures élaborées à l'échelon local. Cela est primordial pour la compréhension des risques et l'amélioration de la gouvernance, en intégrant les connaissances locales autochtones dans les mécanismes de RRC/GRC fondés sur les connaissances scientifiques. C'est ce que démontre très bien l'exemple des « Femmes formées au développement », un groupe de femmes formées au développement durable, qui dirige à présent la planification locale du développement en partageant les connaissances autochtones avec les collectivités locales et le gouvernement.

Une autre bonne pratique exposée par la représentante du Honduras est le programme de relèvement Seeds élaboré localement afin d'atténuer l'impact de la sécheresse. Celui-ci a ensuite évolué pour devenir une banque de semences, adoptée par le gouvernement comme outil de soutien aux familles affectées par des vagues de sécheresse.

Après ces exposés, un débat dynamique avec l'assistance a eu lieu. D'autres expériences et pratiques ont été présentées par la FISCR, les Philippines et les agences de l'ONU, soulignant la pertinence de stratégies et actions de RRC pilotées à l'échelon local, connectées entre elles et bien intégrées aux politiques et outils nationaux de RRC/GRC.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut établir des liens solides entre les échelons national et local, tant pour l'élaboration des politiques que dans les activités pratiques.
- L'autonomisation des communautés locales est nécessaire à tous les stades de la gestion des catastrophes, de l'identification des besoins à la sensibilisation. Les actions d'autonomisation doivent être centrées sur les personnes et sur des systèmes d'alerte précoce qui intègrent les connaissances technologiques mais aussi autochtones.
- Une gestion solide et durable des terres et de l'agriculture est fondamentale pour assurer la résilience des communautés : l'exemple de la banque de semences constitue un outil puissant contre le risque de sécheresse, qu'il faut plus largement promouvoir et mettre en œuvre.

Déplacements liés aux catastrophes et RRC

Jeudi 16 mai, 16h30 – 18h00

Modérateur : Andrew Harper, directeur de la Division de la gestion et de l'appui aux programmes, Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

Discours liminaire : Walter Kaelin, envoyé du président de la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes (PDD).

Intervenants : Kamal Abou Jawdi, gouverneur de Bekaa, Liban. **Guleid Artan**, directeur du Centre sur les prévisions et applications climatiques de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Kenya. **Tasneem Siddiqui**, professeure de sciences politiques et présidente de l'Unité de recherche sur les réfugiés et les mouvements migratoires (RMMRU), université de Dacca. **Jessica López Mejía**, directrice de la politique de protection et d'intégration des migrants au sein de l'Unité de politique migratoire (UPM) du ministère de la gouvernance, Mexique.

Les changements climatiques sont à l'origine de catastrophes soudaines ou à évolution lente, qui causent des déplacements et influencent la mobilité humaine partout dans le monde. Les changements climatiques non seulement influencent la fréquence et l'ampleur des événements extrêmes mais créent aussi des stress cumulés pour des écosystèmes ainsi que des systèmes politiques et économiques primordiaux, et ce faisant, renforcent la compétition pour les ressources naturelles et aggravent les vulnérabilités et les facteurs de fragilité.

Alors que de plus en plus de personnes sont exposées et vulnérables face aux aléas climatiques mais aussi géologiques, le risque de déplacements dus à des catastrophes va lui aussi vraisemblablement continuer d'augmenter. Dans ce contexte, il faut poursuivre les investissements dans la prévention et l'atténuation des déplacements dus aux catastrophes, en allant plus loin que de simples approches réactives mises en place lorsque de tels déplacements surviennent.

Dans le cadre des efforts visant à protéger les personnes déplacées et à réduire les vulnérabilités et l'exposition aux risques de déplacements dus à des catastrophes, il faut accorder une attention particulière aux groupes présentant des vulnérabilités spécifiques, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les personnes marginalisées (personnes vivant avec le VIH, groupes ethniques minoritaires, etc.).

Les déplacements provoqués par des catastrophes ont des impacts socio-économiques dévastateurs sur les individus, les communautés et leurs moyens de subsistance. Les déplacements soulèvent aussi de multiples problèmes en



matière de protection. Il est bien sûr essentiel de répondre aux besoins de protection des populations déplacées mais les gouvernements doivent aussi investir dans l'élaboration des infrastructures et services sociaux requis afin de prendre en charge les besoins et les droits socio-économiques tant des populations d'accueil que des populations déplacées.

Les approches fondées sur les droits humains sont utiles non seulement comme charpente des politiques de protection mais aussi pour garantir le droit à l'inclusion. De manière plus générale, elles cadrent les droits et responsabilités de chacun, et renforcent la prévisibilité des interventions des pouvoirs publics en cas de déplacements dus à des catastrophes, de même que la redevabilité de ces pouvoirs publics.

Les défis posés par les déplacements et la mobilité humaine dans le contexte de catastrophes doivent être pris en charge de façon cohérente et complète par les stratégies et pratiques locales, nationales et régionales de RRC et d'adaptation aux changements climatiques, ainsi que dans les politiques de développement, de gestion des migrations et de gestion urbaine. Les déplacements constituent un important indicateur centré sur les personnes pour le suivi-évaluation du Cadre de Sendai. Les gouvernements doivent donc inclure les déplacements dans leurs objectifs et indicateurs nationaux de RRC.

Les déplacements intérieurs et transfrontaliers dus aux catastrophes engendrent des problèmes complexes en matière de droits humains (notamment socio-économiques), de protection, d'environnement et de gouvernance, qui peuvent souvent être plus efficacement résolus grâce à une coopération régionale.

Les organisations régionales qui assurent la surveillance des aléas et le travail de prévision jouent un rôle clé afin de favoriser la collecte et le partage des données de façon à prévenir et réduire les risques de déplacements dus à des catastrophes, en particulier en ce qui concerne les catastrophes à évolution lente, telles que les vagues de sécheresse.

Il faut promouvoir les solutions durables aux déplacements dus aux catastrophes, en veillant à ce que les personnes qui rentrent chez elles, qui s'intègrent sur place ou qui s'installent ailleurs soient en sécurité et aient accès aux services sociaux, à des moyens de subsistance durables et à une qualité de vie adéquate. Reconstruire en mieux a pour avantage de réduire et d'atténuer les risques de déplacements futurs.

- Les défis posés par les déplacements dus aux catastrophes et la mobilité humaine doivent être pris en charge par toutes les politiques de RRC et les stratégies de relèvement, afin de renforcer la prévention et l'atténuation des risques, et construire la résilience.
- Les cadres de gouvernance (politiques, législation, réglementation et mécanismes institutionnels) doivent être renforcés pour prendre en charge les déplacements dus aux catastrophes, aux échelons local, national et régional.
- Les politiques liées aux déplacements dus à des catastrophes doivent être cohérentes.
- Il faut recueillir des données ventilées et les analyser pour améliorer la compréhension des vulnérabilités différenciées qui existent face aux risques de déplacements dus à des catastrophes. Les données sur les déplacements peuvent être utilisées dans le cadre du suivi-évaluation des progrès en matière de RRC ainsi que lors de l'élaboration des plans d'urgence, de préparation, d'intervention et de relèvement.
- Il faut renforcer les politiques et domaines d'action connexes, notamment en matière d'urbanisation et de développement durables, de lutte contre les changements climatiques, d'aide humanitaire et de protection, de RRC, de droits humains, de gouvernance des migrations et de protection des réfugiés.
- Les cadres de suivi-évaluation de la RRC doivent inclure les déplacements dus aux catastrophes dans leurs indicateurs.

Cadre mondial d'évaluation des risques

Jeudi 16 mai, 16h30 – 18h00



Modératrice : **Gabriela Guimarães Nobre**, représentante du Grand groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes.

Intervenants : **Kirsi Madi** (intervention d'ouverture), directrice de l'UNDRR. **Aromar Revi**, directeur fondateur, Indian Institute for Human Settlements (IIHS), Bangalore, Inde. **Kirsten Dunlop**, PDG, EIT Climate-KIC. **Kathy Baughman McLeod**, directrice, Centre pour la résilience de la Fondation Adrienne Arsht-Rockefeller, Atlantic Council. **Renato Solidum Jr.**, sous-secrétaire, Département des sciences et technologies (DOST), Philippines. **David Green**, directeur de programme, applications liées aux catastrophes, NASA.

La communauté des spécialistes du risque ayant identifié la nécessité d'innover en la matière, qu'il s'agisse de la recherche, des connaissances scientifiques ou encore des méthodes d'analyse de la nature du risque, le Cadre mondial d'évaluation des risques (GRAF) a été lancé par l'UNDRR, en cohérence avec la vision élargie des aléas et des risques consacrée dans le Cadre de Sendai et le Programme 2030.

À mesure qu'un nombre croissant d'États et de décideurs se mettent en quête d'une meilleure information sur le risque afin de prendre des décisions plus éclairées, et que de plus en plus de chercheurs, donateurs, agences de développement et organisations communautaires se trouvent en mesure de réduire les lacunes dans l'analyse multivariée du risque afin de maximiser l'impact de leurs efforts, le GRAF devrait attirer un nombre croissant de membres. L'UNDRR soutient résolument le GRAF, qui est présidé par la représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, tandis que l'UNDRR assure le secrétariat.

Le GRAF est à la fois un réseau et une plateforme. Il propose des solutions afin de réaliser les objectifs du Cadre de Sendai d'ici à 2030 et de parvenir à un développement durable raisonné en fonction des risques. Placé sous les auspices des Nations Unies, le GRAF est unique en son genre et a pour vocation un travail transdisciplinaire visant à fournir des approches directement exploitables pour prendre en charge les vulnérabilités, l'exposition au risque, ainsi que l'émergence et l'accumulation de risques systémiques.

Le GRAF facilite la collaboration entre les différentes disciplines et régions du monde, et réunit les spécialistes du risque, mais aussi des sciences naturelles et sociales, des donateurs, des investisseurs, des entreprises et surtout, des utilisateurs des informations sur les risques.

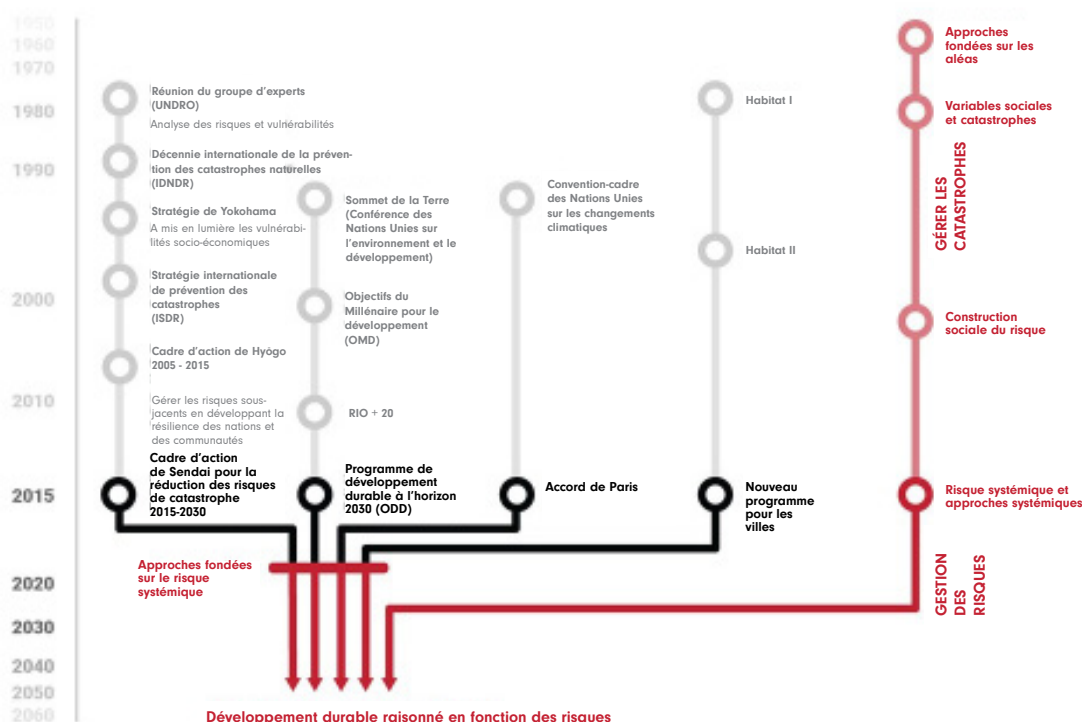
Les outils utilisés dans le passé pour quantifier et analyser le risque ne répondent plus aux exigences actuelles. Les approches réductrices qui cherchent à simplifier la quantification du risque



pour obtenir des certitudes sous-estiment gravement le risque et ne reflètent pas fidèlement les dynamiques des changements climatiques et du développement, ni l'intégralité des expositions ou les différents facteurs de vulnérabilité. Les parties prenantes doivent donc prendre des décisions à partir d'informations incomplètes. C'est pourquoi elles attendent de plus amples efforts afin de rassembler l'information sur le risque et d'en faciliter et simplifier la compréhension, afin que les décisions puissent s'appuyer sur des éléments plus probants. Le GRAF étudie et présente de nouvelles approches de réflexion sur le risque et de communication concernant ce dernier, en tant qu'élément critique dans la réalisation des objectifs du Programme 2030, du Cadre de Sendai, de l'Accord de Paris, du Nouveau programme pour les villes et des accords et cadres mondiaux connexes.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les groupes de travail existants du GRAF vont lancer un appel aux déclarations d'intérêt pour les domaines suivants :
 - Inventaire des lacunes et des informations existantes sur les risques, afin d'identifier les nouveaux domaines de recherche et les collaborations requises ;
 - Identification et appui de projets et initiatives alignés sur les valeurs du GRAF et destinés à servir de projets pilotes et de démonstration ;
 - Soutien à l'intégration du risque systémique et interconnecté dans les prises de décision, en favorisant la réflexion systémique dans la recherche, l'élaboration de politiques, la planification et les investissements.
- Le GRAF va créer de nouveaux groupes de travail afin de résoudre les problèmes qui subsistent pour la définition d'un cadre de référence destiné à faciliter la compréhension et l'application des connaissances sur les risques partout dans le monde.
- Plusieurs États membres ont manifesté leur intérêt pour devenir des pays pilotes et intégrer leurs propres données sur les risques aux modèles et concepts de la communauté internationale, afin de créer des cas de test pour le GRAF.
- La séance de lancement du GRAF a donné lieu à des réunions parallèles qui ont examiné l'alignement des modes de financement de la recherche sur les principes du GRAF, ainsi que la mise en place d'un groupe destiné à élaborer de nouvelles orientations pour une information adéquate sur les risques permettant une action adéquate.





JOUR 3 – Action contre le changement climatique et RRC pour tous

Vendredi 17 mai 2019

Stratégies nationales de RRC et plans nationaux d'adaptation

Vendredi 17 mai, 11h00 – 12h30

Modératrice : **Nazhat Shameem Khan**, représentante permanente du gouvernement des Fidji auprès des Nations Unies à Genève.

Intervenants : **Daniela Jacob**, directrice du Climate Service Center (Allemagne), et auteure principale et coordinatrice du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). **Hana Hamadalla Mohamed**, présidente du LDC Expert Group, gouvernement du Soudan. **Emmanuel M. de Guzman**, secrétaire de la Commission sur les changements climatiques, Philippines. **Paul Desanker**, directeur, Plans d'adaptation nationaux et Programme d'adaptation des politiques, CCNUCC. **Loti Yates**, directeur du Bureau national de gestion des catastrophes, Îles Salomon.

Première intervenante (depuis l'assistance) : Anais Rouveyrol, conseillère pour la gestion des risques de catastrophe et la résilience des communautés, Secrétariat de la Communauté du Pacifique.

Cette onzième séance de travail a montré comment une approche coordonnée de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies nationales de RRC et des plans d'adaptation nationaux contribue à renforcer la résilience locale et nationale.

Placer le climat et la gestion des risques de catastrophe au cœur du développement exige une vision à long terme, le soutien des responsables politiques et des parties prenantes ainsi qu'un renforcement des capacités de gouvernance.

Des progrès ont été réalisés dans les dispositifs institutionnels, les évaluations et la mise en œuvre de mesures de renforcement de la résilience, notamment en matière de protection sociale et financière.

Des obstacles subsistent néanmoins, notamment la nécessité d'un soutien accru pour le développement des capacités, un cloisonnement institutionnel persistant et différentes difficultés liées aux données, à la planification et aux processus d'investissement.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Une approche plus dynamique du développement est nécessaire afin d'anticiper les risques, notamment en ce qui concerne les infrastructures. La réflexion et l'action reposent encore sur des modèles conçus il y a plusieurs décennies.
- Il faut faire plus d'efforts pour utiliser des approches partagées d'obtention, de gestion et d'analyse des données, pour favoriser des actions plus intégrées de RRC et d'adaptation aux changements climatiques.
- Il faut s'attaquer aux risques à tous les niveaux – de l'échelon local à l'échelon mondial – car les facteurs de risque transfrontaliers engendrent des impacts sans cesse plus importants.
- Les autres parties prenantes peuvent s'inspirer de l'expérience du Pacifique, qui a adopté une approche intégrée à l'échelon national et régional de façon à réduire les redondances, utiliser au mieux des ressources limitées et réaffirmer l'efficacité d'une approche multipartite.



Rôle des infrastructures vertes, bleues et grises dans la réduction des risques de catastrophes

Vendredi 17 mai, 11h00 – 12h30

Modératrice : Radhika Murti, directrice du Programme mondial de gestion des écosystèmes, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Intervenants : **Carlo Scapoza**, responsable de la Section de protection contre les inondations, Division de prévention des aléas, Office fédéral de l'environnement (OFEV), Suisse. **Ricardo L. Calderon**, « OIC Assistant Secretary for Staff Bureaus », Département de l'environnement et des ressources naturelles, Philippines. **Laure Tourjansky**, cheffe du service risques naturels et hydrauliques, direction générale pour la prévention des risques, ministère de la transition écologique et solidaire, France. **Dilanthi Amaratunga**, Centre mondial pour la résilience aux catastrophes, université de Huddersfield. **Katharina Schneider-Roos**, PDG, Global Infrastructure Basel Foundation.

Le concept d'infrastructure résiliente et les pratiques correspondantes offrent des moyens concrets pour parvenir à un développement raisonné en fonction des risques. Les infrastructures vertes, bleues et grises constituent des composantes clés des infrastructures résilientes et illustrent l'application de la RRC et de l'adaptation fondées sur les écosystèmes.

L'adoption d'infrastructures vertes et bleues ainsi que d'infrastructures grises hybrides afin de stimuler la résilience aux catastrophes est encore limitée mais se révèle prometteuse compte tenu de leurs avantages économiques, écologiques et sociaux ainsi qu'en termes de biodiversité. Les succès remportés aux Philippines, en Suisse et en France sont des sources d'inspiration pour les autres pays. Les intervenants ont débattu des avantages comparatifs de ces différents types d'infrastructures à travers des exemples concrets et ont examiné l'optimisation de leurs complémentarités. Par exemple, les infrastructures vertes et bleues offrent des solutions fondées sur la nature qui résolvent des problématiques de RRC et peuvent contribuer à lutter contre les changements climatiques en réduisant la dépendance vis-à-vis d'infrastructures grises gourmandes en ressources.

La Plateforme mondiale 2017 a appelé à l'élaboration de normes pour les infrastructures vertes, afin de stimuler l'investissement dans les solutions fondées sur la nature. Des difficultés subsistent afin d'obtenir des investissements du secteur privé, puisque la majorité des investissements dans les infrastructures vertes et bleues proviennent de fonds publics. Renforcer leur justification économique en élaborant des normes et en monétisant leurs avantages pourrait toutefois accroître les investissements du privé. Les intervenants ont relevé qu'il existe des méthodes bien établies pour l'analyse coûts-bénéfices des infrastructures grises, et que nous devons consacrer plus de recherches à la création d'analyses similaires pour les infrastructures

vertes et bleues, dont la justification repose actuellement sur de très nombreux critères et indicateurs.

Pour renforcer les investissements, un changement de paradigme est par conséquent nécessaire dans les secteurs du développement, de la finance et de l'ingénierie, pour parvenir à la Construction avec la Nature et l'Ingénierie avec la Nature, deux approches visant à concevoir des solutions efficaces, durables et fondées sur la nature, dont l'inclusion des parties prenantes fait partie intégrante.

Enfin, bien que le Cadre de Sendai ne formule aucune recommandation spécifique quant à la manière dont les pays doivent intégrer les infrastructures vertes, bleues ou grises hybrides dans le suivi-évaluation, les indicateurs C-5 et D-4 offrent des possibilités pour ce faire. Il faut renforcer la sensibilisation et les capacités pour que les indicateurs personnalisés à l'échelon national intègrent bien ces infrastructures et que l'information soit ainsi transmise dans le cadre du suivi-évaluation.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les approches écosystémiques sont fondées sur l'inclusion, ce qui signifie ne laisser personne de côté. Les écosystèmes réduisent les vulnérabilités et permettent aux principales parties prenantes, par exemple, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, d'apporter leurs connaissances et leur expertise, en tant que gestionnaires des risques à part entière.
- Les infrastructures vertes et bleues contribuent à prévenir les catastrophes et offrent une protection contre les impacts des aléas. Elles ont aussi pour avantages de réduire la vulnérabilité structurelle en renforçant les moyens de subsistance de même que la sécurité alimentaire et hydrique. Par conséquent, les infrastructures vertes et bleues devraient faire partie intégrante des stratégies nationales et locales de RRC élaborées en vertu de l'objectif (e).
- Le suivi-évaluation et le renforcement des investissements publics dans les infrastructures vertes et bleues permettront aux pays de démontrer leur réalisation des objectifs du Cadre de Sendai ainsi que des ODD et de l'Accord de Paris.

Quel rôle les instruments financiers peuvent-ils et ne peuvent-ils pas jouer dans la gestion des risques de catastrophe ?

Vendredi 17 mai, 11h00 – 12h30

Modérateur : John Maguire, directeur des relations internationales et de la coopération, France Médias Monde.

Intervenants : Lamin N. Dibba, ministre de l'environnement, Gambie. Elke Löbel, directrice des déplacements et migrations, de la prévention et de la gestion des crises, ainsi que commissaire à la politique des réfugiés, ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), Allemagne. Tamisha Lee, présidente du Réseau jamaïcain des agricultrices des zones rurales. Adam Banaszak, Comité européen des régions (CdR), vice-président du parlement de la voïvodie de Couïavie-Poméranie, Pologne. Ann Vaughan, directrice senior de l'élaboration des politiques et du plaidoyer, Mercy Corps.

Face à l'ampleur croissante des impacts des catastrophes, le financement du risque revêt toujours plus d'importance. Ce financement du risque doit réunir un éventail de solutions, en s'inscrivant dans le contexte plus large d'une approche de gestion des risques. Plus spécifiquement, le financement des risques de catastrophe doit aller plus loin que l'assurance et le transfert du risque, pour englober tous les modes de financement de la RRC et de la gestion des catastrophes.

Les intervenants ont mis en exergue que l'information n'est utile qu'à condition d'être utilisée : il est donc crucial de mettre tout instrument de financement en lien étroit avec les stratégies et plans de RRC, pour s'assurer de traduire l'information en action. Dans ce cadre, il importe de renforcer le rôle de la quantification du risque comme fondement de l'élaboration de stratégies complètes de

gestion des risques et de stratégies de financement correspondantes. Les solutions de financement doivent être choisies selon leur adaptation à chaque contexte. Les obstacles tels que le manque de volonté politique et de sensibilisation et les difficultés d'accès aux solutions de financement existantes ont été examinés. Les participants ont appelé à renforcer la sensibilisation, le développement des capacités, la recherche et l'innovation dans l'élaboration de politiques, de réglementations et de solutions techniques. Les stratégies et plans de RRC constituent d'importants moyens de garantir que les instruments de financement portent leurs fruits et bénéficient bien à ceux qui en ont le plus besoin. La collaboration avec le secteur privé s'est avérée cruciale pour s'assurer que les instruments de financement encouragent une meilleure RRC.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Le financement des risques de catastrophe appuie la RRC grâce à une série d'outils intégrant les concepts de strates de risque et de décision raisonnée en fonction des risques.
- Nous devons nous assurer d'obtenir les bons instruments, de fournir ces derniers aux bonnes personnes et de prendre les spécificités de chaque contexte local en compte, pour l'action la mieux adaptée possible.





Gestion intégrée des risques - risques liés aux écosystèmes et à l'eau

Vendredi 17 mai, 14h30 – 16h00

Modératrice : **Monika Weber-Fahr**, secrétaire exécutive, Partenariat mondial de l'eau (GWP).

Discours liminaire : **Han Seung-soo**, ancien Premier ministre de la République de Corée, président du Panel de haut niveau sur l'eau et les catastrophes.

Intervenants : **Julia Verónica Collado Alarcón**, vice-ministre de l'environnement et de l'eau, Bolivie. **Godfrey Bahigwa**, directeur du Département de l'économie rurale et de l'agriculture, Commission de l'Union africaine. **Jane Madgwick**, PDG, Wetlands International. **Deon Nel**, PDG, Partenariat mondial pour la résilience.

Les catastrophes sont majoritairement liées à l'eau, avec des conséquences environnementales et économiques dévastatrices, où la pénurie ou l'excédent d'eau engendrent toute une série d'aléas, des vagues de sécheresse aux inondations. La mauvaise gestion des ressources en eau et des écosystèmes ainsi que la vulnérabilité des habitats naturels face aux changements climatiques aggravent les risques de catastrophes liées à l'eau, les communautés les plus pauvres étant les plus vulnérables.

Cette séance de travail a souligné que la gestion des risques hydriques requiert une approche inclusive et intégrée, dans laquelle les communautés les plus vulnérables participent à l'élaboration des solutions plutôt que d'être considérées comme faisant partie du problème. Les exemples donnés par la Bolivie démontrent le rôle central que la nature devrait jouer dans nos politiques et dans notre action. Des initiatives telles que la Grande muraille verte, un projet mené par l'Union africaine dans le Sahel, démontrent tout l'intérêt d'une gestion des risques fondée sur les écosystèmes. La dégradation et la perte des écosystèmes hydriques (par exemple, les zones humides, qui jouent un rôle crucial dans les moyens de subsistance et le bien-être de tant de communautés, et remplissent une fonction de zone tampon climatique) engendrent des conséquences dramatiques, comme le montre le travail de Wetlands International dans le delta intérieur du Niger, au Mali et dans l'état indien de Kerala. Les risques socio-écologiques sont devenus plus complexes, engendrant une augmentation des risques climatico-sécuritaires, c'est-à-dire la survenance d'événements météorologiques extrêmes en présence d'une instabilité politique ou d'un risque de conflit.

La séance s'est penchée sur la nécessité d'adopter des approches cohérentes face aux risques hydriques, tout en examinant le potentiel d'approches systémiques et transformatrices de la résilience. Les intervenants ont souligné l'importance primordiale de la nature en tant que droit fondamental à préserver, la valeur des zones humides en tant que moyens de subsistance, et le grand rôle de la culture et de la connaissance dans la gestion des risques et opportunités hydriques, qui exige d'accepter certains compromis à court terme

afin de libérer les dividendes de la résilience sur le long terme. Les interventions ont réitéré la nécessité d'impliquer plus étroitement les communautés de la RRC et de l'adaptation aux changements climatiques, notamment dans le cadre des prochains forums mondiaux consacrés au climat et à l'eau.

Les intervenants ont convenu de la nécessité d'accorder la priorité absolue aux plus vulnérables, aux investissements durables et raisonnés en fonction des risques (pour délaisser le court-termisme) ainsi qu'à la résilience à long terme et à la préparation, tout en s'efforçant de parvenir à une approche optimale de la gestion intégrée des risques qui soit profitable à tous.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut prendre conscience du lien intrinsèque entre la crise des écosystèmes et l'urgence climatique, dans laquelle l'eau devient un élément central, et combien il est donc primordial de veiller à la cohérence entre RRC et adaptation aux changements climatiques.
- Il faut contribuer aux stratégies de RRC et à reconstruire en mieux, en facilitant la compréhension des facteurs sous-jacents des risques hydriques et en introduisant des mesures qui prennent ces facteurs en charge, notamment l'amélioration de la gouvernance de l'eau et la réhabilitation des zones humides disparues ou dégradées.
- Il faut investir dans les infrastructures de façon à atténuer les risques hydriques complexes présents dans leur voisinage et créer un environnement propice à la conception de solutions climatiques intelligentes fondées sur les écosystèmes.
- Il faut ajuster les politiques et les investissements pour permettre des interventions pilotées par les communautés, notamment la réhabilitation des écosystèmes, qui peut constituer une mesure d'édification de la paix dans les contextes instables où les tensions sont nourries par la compétition pour l'eau ou d'autres ressources naturelles.

.....

Systèmes d'alerte précoce multidanger: progrès à réaliser et défis à relever pour atteindre l'objectif (g)

Vendredi 17 mai, 14h30 – 16h00



Modérateur : **Peter Felten**, responsable de la Division de l'aide, des politiques et des organisations internationales humanitaires et de la coordination multilatérale, office fédéral des affaires étrangères, Allemagne.

Discours liminaire : **Petteri Taalas**, secrétaire général, Organisation météorologique mondiale.

Intervenants : **Oswaldo Luiz Leal de Moraes**, directeur du Centre national d'alerte et de suivi des catastrophes naturelles, CEMADEN, Brésil. **Saima Hossain**, présidente de la Shuchona Foundation et point focal international du Groupe consultatif pour l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la gestion des risques de catastrophe, Bangladesh. **Esline Garaebiti**, directrice du Département de météorologie et des aléas géologiques (ministère des changements climatiques) et coordonnatrice régionale du Réseau sismique régional d'Océanie, Vanuatu. **Guleid Artan**, directeur du Centre sur les prévisions et applications climatiques de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Kenya.

Cette séance s'est penchée sur les moyens de faire progresser les systèmes d'alerte précoce multi-aléas (MHEWS), en examinant plus précisément leurs aspects technologiques, institutionnels et sociaux. Pour les individus et leurs communautés, ces systèmes sont un moyen de réduire les impacts potentiels des aléas sur leur vie, leurs actifs et leur environnement.

L'importance primordiale d'intégrer les connaissances des communautés locales et d'impliquer ces dernières dans la conception et l'exploitation des systèmes d'alerte précoce multi-aléas a été mise en exergue, afin d'assurer leur sensibilisation, de faire évoluer les idées reçues, de développer une bonne compréhension des risques et de susciter des actions précoces de protection.

Les intervenants ont également souligné la nécessité de continuer à investir dans les réseaux de surveillance des aléas, les technologies connexes et le développement des capacités de surveillance, d'évaluation et de prévision. La valeur des données satellitaires a été réaffirmée, tout en rappelant la nécessité de poursuivre la modernisation et la maintenance des réseaux d'observation terrestres, qui jouent un rôle essentiel afin de garantir la qualité et l'exactitude des données utilisées par les systèmes d'alerte.



La séance a mis l'accent sur la nécessité de cadres de gouvernance aux échelons régional, national et local, qui permettent un partage efficace des données, clarifient les rôles et les responsabilités des différents acteurs, facilitent la collaboration institutionnelle et les partenariats, et assurent la redevabilité et la participation de tous les groupes et partenaires.

La séance s'est penchée sur les avantages d'un cadre de référence commun à l'ensemble des systèmes d'alerte, qui permettrait des économies d'échelle, renforcerait la durabilité des systèmes et faciliterait le partage et la capitalisation des expériences.

La séance a également réfléchi aux liens potentiels entre aléas et à leurs effets en cascade (un aléa peut en déclencher un autre), ainsi qu'aux implications de ces liens pour l'évaluation des risques et les systèmes d'alerte, dans la perspective d'assurer l'accès des utilisateurs à des informations multi-aléas formalisées selon un cadre de référence géospatial commun.

Les intervenants et participants ont débattu des cadres d'investissement et de partenariat requis pour renforcer toutes les composantes clés des systèmes d'alerte et ainsi s'assurer qu'ils conduisent à une action précoce, notamment la surveillance et la prévision des aléas, l'analyse des vulnérabilités, la préparation du secteur et la diffusion des alertes auprès des communautés et des pouvoirs publics. Pour renforcer le lien entre alerte précoce et action précoce, l'efficacité de la généralisation d'approches de financement fondées sur les prévisions et de protection sociale raisonnée en fonction des risques a été mise en exergue.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les systèmes d'alerte précoce multi-aléas reposent sur quatre piliers : la connaissance des risques de catastrophe ; la surveillance, la prévision et la détection précoce des aléas ; la communication et la diffusion des alertes ; et la préparation et les capacités d'intervention. Ces systèmes ne se résument pas à leurs composantes technologiques : ils remplissent avant tout une mission sociale et de gouvernance. Les innovations technologiques ne constituent donc qu'une partie de la solution afin de généraliser ces systèmes. Pour influencer la réponse des individus et des communautés aux alertes précoces, c'est dans leur éducation et leur sensibilisation qu'il faut investir.
- Les populations locales doivent être la priorité absolue. La participation des communautés à risque et des acteurs locaux est essentielle pour s'assurer i) de comprendre les perceptions locales à l'égard des risques et de les influencer pour favoriser une préparation plus raisonnée en fonction des risques, et ii) d'adapter les canaux et messages d'alerte sur mesure pour chaque catégorie de destinataires, afin qu'ils leur fournissent les informations dont ils ont besoin et leur permettent d'agir pour se protéger.
- Bien qu'il faille continuer d'investir dans les technologies et capacités de surveillance, de prévision et d'évaluation des aléas ainsi que de communication et de diffusion des alertes, les systèmes d'alerte précoce multi-aléas ne deviennent véritablement efficaces qu'en mettant sur pied de vastes partenariats et en développant les investissements pour effectivement permettre une action précoce.
- Il est essentiel de renforcer la collaboration régionale afin de gérer les aléas transfrontaliers et les effets en cascade potentiels de certaines catastrophes. Ceci exige plus particulièrement de partager les données de surveillance et de prévision des aléas, ainsi que les données d'alerte.



Les villes à l'avant-garde de la résilience inclusive au climat et aux catastrophes

Vendredi 17 mai, 14h30 – 16h00

Modératrice : Maruxa Cardama, secrétaire générale du Partenariat sur le transport durable et bas carbone (SLoCaT).

Intervenants : Desmond McKenzie, ministre des collectivités locales et du développement communautaire, Jamaïque. **Sami Kanaan**, maire de Genève, Suisse. **Farah Kabir**, directrice nationale d'ActionAid Bangladesh et présidente du conseil d'administration du Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR). **Cinthia Borjas Valenzuela**, coordonnatrice de l'Unité de gestion intégrée des risques, district central de Tegucigalpa, Honduras. **Aromar Revi**, directeur fondateur, Indian Institute for Human Settlements (IIHS), Bangalore, Inde.

Les participants ont réaffirmé les interconnexions qui existent entre adaptation aux changements climatiques et RRC, et par conséquent l'importance essentielle de leur cohérence pour parvenir à un développement durable. Les villes vont continuer à croître, la population urbaine va continuer à se développer, et les impacts des changements climatiques vont continuer à prendre de l'ampleur. Dans ce contexte, l'urbanisation sauvage ne peut qu'aggraver les vulnérabilités des citoyens de même que des migrants existants et potentiels.

Les intervenants ont mis en exergue l'importance de plans d'urbanisme intégrant la RRC et l'adaptation aux changements climatiques, ces derniers se devant obligatoirement d'adopter une vision à long terme. La volonté et l'engagement politiques demeurent déterminants : les dirigeants doivent adopter une réflexion systémique et intégrer la gestion des risques dans la planification du développement. Sachant que les ressources humaines et financières demeureront limitées, une approche intégrée aidera les villes à en optimiser l'usage. Tegucigalpa, au Honduras, a été citée comme un excellent exemple.

La coopération et la coordination multisectorielles entre les parties prenantes gouvernementales et autres exigeront un coup de pouce supplémentaire, non seulement à l'échelon local mais aussi national. Une coordination verticale à travers les divers échelons des pouvoirs publics est grandement nécessaire. Dans le cas de la Jamaïque, les collectivités locales – qui constituent le principal moteur économique du pays – ont toute autonomie pour la planification, la génération de revenus locaux et l'imposition des mesures requises, par exemple, le respect des plans de zonage définis dans la réglementation locale, tout ceci avec l'encadrement et le soutien du gouvernement, qui assure la coordination et évalue les progrès.

Les intervenants ont souligné que construire la résilience à l'échelon local passe par la considération des zones tant urbaines que rurales : le défi de la résilience urbaine est étroitement lié au développement rural. Des possibilités doivent être offertes pour décourager les migrations vers les zones urbaines qui renforcent les vulnérabilités en créant de nouvelles implantations informelles et en grossissant les rangs de la population pauvre urbaine. Accroître l'accès aux services de base et aux infrastructures publiques, autonomiser les moyens de subsistance et renforcer la connaissance des risques constituent trois clés fondamentales à exploiter par les gouvernements pour répondre aux besoins des populations tant urbaines que rurales. Les solutions des collectivités locales doivent être innovantes et inclusives. La ville de Genève a souligné la nécessité d'impliquer les citoyens et les communautés afin de susciter un sentiment de responsabilité conjointe vis-à-vis des problèmes à résoudre.

La gestion des risques transfrontaliers doit également tenir compte des différences entre zones urbaines et rurales, et privilégier une réflexion systémique et une adaptation transformatrice.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les collectivités locales doivent institutionnaliser la résilience aux catastrophes et au climat pour parvenir à un développement durable, et doivent faire de cette résilience une composante obligatoire des plans d'urbanisme, afin de garantir le maintien en bonne place de la réduction des risques dans l'agenda politique ainsi que l'exploitation de l'implication et de l'engagement de toutes les parties prenantes.
- Il faut concevoir les plans d'urbanisme selon une approche globale et multisectorielle, qui intègre une adaptation transformatrice de façon à garantir une croissance durable et résiliente des centres urbains, dont l'expansion est une réalité inévitable. À l'échelon local, le développement doit être équilibré entre zones urbaines et rurales, avec une approche plus territoriale des marchés du travail et de l'immobilier. En d'autres termes, il faut non seulement ne laisser personne de côté, mais aussi ne laisser aucune localité de côté.
- Le financement demeure l'une des difficultés primordiales pour parvenir à la résilience locale. Les villes peuvent optimiser leurs ressources limitées en s'appuyant sur la compréhension des risques locaux et des besoins prioritaires.
- Inclure plus activement les citoyens et les groupes vulnérables dans le processus de planification peut permettre la création conjointe de solutions efficaces, ce qui est essentiel pour que les collectivités locales parviennent à la résilience.





Cérémonie de clôture

Vendredi 17 mai, 17h15 – 17h50



Modératrice : **Kirsi Madi**, directrice de l'UNDRR.

Intervenants : **Manuel Sager**, secrétaire d'État, directeur général de la Direction du développement et de la coopération du Département fédéral des affaires étrangères, Suisse. **Inga Rhonda King**, présidente du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies (message en vidéo). **Marwa Elmenshawy**, représentante du Mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'UNDRR. **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe.



03

Événements parallèles





Événements parallèles

Lors de la PM2019, 16 événements parallèles ont été organisés.

Mercredi 15 mai 2019

Pour un Cadre de Sendai local: une approche mondiale pour des villes résilientes

Mercredi 15 mai, 13h00 – 14h30

Modérateurs : **Bernadia Tjandradewi**, secrétaire générale, Cités et gouvernements locaux unis, section Asie-Pacifique (CGLU-ASPAC). **Mohamed Boussraoui**, Secrétariat mondial, CGLU. **Nicolas Wit**, directeur général des Cités Unies France (CUF) et représentant du Groupe de travail sur la prévention et la gestion territoriale des crises.

Intervenants : **Cinthia Borjas**, ville de Tegucigalpa. **Mike Gillooly**, président de Resilient Christchurch City, Nouvelle-Zélande. **Maggie Stephenson**, spécialiste de la reconstruction après une catastrophe. **Edmundo Werna**, Organisation internationale du travail (OIT). **Denis Duverne**, président du conseil d'administration, AXA. **Esteban Leon**, responsable du Programme d'évaluation de la résilience urbaine, ONU-Habitat.

Cet événement parallèle s'est penché sur le rôle des collectivités locales et infranationales ainsi que des réseaux de RRC dans la réalisation du Cadre de Sendai.

Dans un premier temps, les expériences des villes de Tegucigalpa et Christchurch ont permis de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les collectivités locales dans la gestion des risques de catastrophe. Elles ont aussi démontré leur engagement et les progrès réalisés dans le renforcement de la résilience. La clé pour des villes résilientes réside dans des stratégies locales de RRC conjuguées à une gouvernance urbaine efficace.

Dans un second temps, l'accent a été mis sur le rôle central des collectivités locales et infranationales dans la réalisation du Cadre de Sendai, ainsi que sur l'importance des réseaux et de la coopération afin d'appuyer ce processus de décentralisation. Le lancement de la vidéo produite par CGLU Apprentissage, ONU-Habitat et l'UNDRR sur la décentralisation de la mise en œuvre du Cadre de Sendai lors de cette séance constitue un premier pas dans cette direction.

La reconstruction résiliente et les moyens permettant de reconstruire en mieux ont été examinés, en mettant l'accent sur le rôle du financement et de l'assurance dans le cadre de la gestion des risques. La séance s'est clôturée avec un rapide récapitulatif et l'engagement de tous les organisateurs à œuvrer pour la poursuite de la collaboration et l'intégration des collectivités locales et infranationales dans les actions internationales de RRC.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut régulièrement évaluer les progrès des collectivités locales et infranationales dans la réalisation du Cadre de Sendai.
- Il faut promouvoir une coopération mult niveau entre les échelons local, infranational et national, la communauté internationale et les autres parties prenantes pour assurer la réalisation du Cadre de Sendai.
- Il faut favoriser les échanges, la coopération décentralisée et la solidarité entre les collectivités locales et infranationales, via des structures telles que le réseau mondial de partenaires CGLU.
- Via son réseau de collectivités locales et infranationales, CGLU s'engage à appuyer de multiples façons la mise en œuvre décentralisée du Cadre de Sendai, de la promotion de la formation et de la coopération décentralisée à l'engagement continu dans la campagne « Pour des villes résilientes ».
- L'importance de reconstruire en mieux a été réitérée.



Recettes du monde entier pour une gestion communautaire durable et institutionnalisée des risques de catastrophe (GCRC)

Mercredi 15 mai, 13h00 – 14h00

Modératrice : Lucy Pearson, directrice de programme, GNDR, Royaume-Uni.

Intervenants : Sani Ayouba, JVE, Niger. Eli Nébié, Union des groupements féminins « Ce Dwane Nyee » (UGF-CDN), Burkina Faso. Adama Gnanou, réseau MARP, Burkina Faso. Aprilyn Perido, ABI, Philippines. Fatima Molina, CDP, Philippines. Shalini Jain, SEEDS, Inde. Catherine Mella, Caritas, Chili. Lorenzo Mota King, SSID, République dominicaine. Sezin Tokar, USAID, États-Unis. Israel Jegillos, Centre asiatique de préparation aux catastrophes (ADPC), Asie. Emmanuel Seck, réseau ENDA Tiers-monde (ENDA-TM), Afrique de l'Ouest. Sussana Urbano, Coordinatrice régionale de la RRC pour la région ALC (Amérique latine et Caraïbes), RET International.

Après la présentation par six acteurs locaux de leurs « recettes » pour une gestion communautaire des risques de catastrophe (GCRC) à la fois durable et institutionnalisée, les tendances régionales en la matière ont été débattues entre partenaires régionaux et donateurs institutionnels. En Afrique de l'Ouest, les études de cas sur la GCRC indiquent un environnement politique favorable ainsi qu'une responsabilisation institutionnelle vis-à-vis des initiatives, tandis qu'en Asie, on observe un souci d'aligner la GCRC sur les autres initiatives locales ainsi que la présence d'un solide cadre légal.

Parmi les obstacles évoqués figurent la corruption, la forte dépendance vis-à-vis des donateurs, l'insuffisance du suivi-évaluation, des ressources, des capacités et de la formation, le manque de volonté des dirigeants, la prise en compte inadéquate des aspects culturels, la vision à court terme du financement et la faiblesse de la gouvernance.

Disposer d'une liste de facteurs de réussite pour la GCRC permet de suivre une feuille de route conduisant à une GCRC durable et institutionnalisée. L'une des difficultés identifiées à cet égard réside dans la promotion de ces facteurs de réussite auprès des organisations déjà engagées dans des activités de GCRC. Les ONG et autres acteurs œuvrant dans ce domaine doivent en effet comprendre que le but est ici de s'appuyer sur les bonnes pratiques qui existent déjà et d'améliorer la mise en œuvre globale de la GCRC. Il est également nécessaire d'améliorer la compréhension qu'ont les gouvernements de ces facteurs de réussite et de leur utilité concrète, à travers des actions de plaidoyer et de formation.

Pour les donateurs, ces facteurs de réussite peuvent être utilisés comme critères de sélection, afin d'identifier les projets qui œuvrent à produire un impact durable et à s'intégrer aux systèmes nationaux.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut poursuivre l'analyse de ces facteurs de réussite afin de déterminer s'ils sont pertinents – et si oui, lesquels – pour la réduction des risques dans d'autres contextes, en particulier en situation de conflit et en cas d'instabilité.
- Il faut appuyer la diffusion des facteurs de réussite clés de la GCRC en les intégrant aux formations sur la RRC destinées aux divers acteurs.
- Il faut encourager la création d'espaces permettant aux acteurs locaux de continuer à échanger concernant les approches qui fonctionnent ou non, afin que les communautés puissent apprendre les unes des autres.
- Il faut exploiter les conclusions de ce projet pour identifier les propositions de GCRC correctement planifiées et les financer grâce aux donateurs.



La parole aux femmes et aux jeunes: les visages des déplacements induits par les catastrophes

Mercredi 15 mai, 13h00 – 14h30



Modératrice : Eleanor Tabi Haller-Jorden, présidente et PDG, The Paradigm Forum GmbH.

Intervenants : Atle Solberg, responsable de l'unité de coordination de la Plateforme sur les déplacements dus aux catastrophes. Leah Caminong, Dulag, Leyte, Philippines (elle-même déplacée à la suite d'une catastrophe). Nur Safitri Lasibani, Palu, Indonésie (elle-même déplacée à la suite d'une catastrophe). Esline Garaebiti, directrice du Département de météorologie et des aléas géologiques, Vanuatu. Erling Kvernevik, conseiller en chef, Direction norvégienne de la protection civile (DSB).

L'événement a laissé la place à Leah et Nur, qui ont toutes deux raconté leur vécu lors de leur déplacement. Leah a été déplacée en 2013 alors que sa mère était alitée, lorsque le typhon Haiyan/Yolanda a touché Dulag, aux Philippines. Durant l'évacuation et dans les mois qui ont suivi, la prise en charge médicale de sa mère a été inadéquate, et celle-ci est décédée. L'histoire de Leah a mis en exergue la nécessité de prendre en compte les besoins spécifiques des personnes ainsi que les capacités en place pour les aider à se préparer aux catastrophes (par exemple, évaluation des risques, alertes précoces et plans d'urgence).

Nur, 23 ans, a quant à elle survécu au séisme survenu en 2018 dans le Sulawesi central, à Palu en Indonésie, dans lequel elle a perdu plusieurs membres de sa famille. Pendant un mois, Nur a vécu sous une tente avec de nombreuses autres personnes, sans aucune possibilité de communiquer avec ses parents. Elle a soutenu les efforts d'intervention face au séisme et a poursuivi ses études universitaires dans une tente, le bâtiment de sa faculté ayant été détruit. L'histoire de Nur personnifie l'impact psycho-social des catastrophes sur les jeunes et leur capacité à soutenir la résilience de leur communauté.

Les participants ont souligné que les messages des systèmes d'alerte précoce doivent communiquer les actions requises via des canaux déterminés à l'avance, par exemple, les comités communautaires. Les mesures de préparation et les plans d'urgence doivent être décentralisés pour garantir une action immédiate face à une catastrophe, et être élaborés dans le cadre de partenariats entre les pouvoirs publics et les ONG présentes dans la communauté.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut garantir la protection des femmes, des jeunes et des enfants dans le cadre des déplacements dus aux catastrophes. Cette protection doit être prévue lors de la planification, de la préparation et de l'intervention, et passe notamment par le respect de l'intimité et la sécurité dans les centres d'évacuation ainsi que par la poursuite de l'éducation tout au long d'un déplacement.



- Les femmes et les jeunes sont des agents du changement. Les femmes assument de nombreuses responsabilités dans le cadre de leur famille et de leur communauté, et sont particulièrement aptes à encadrer la RRC. Les jeunes interviennent souvent en première ligne après une catastrophe et peuvent donc contribuer à garantir que personne ne soit laissé de côté.
- Les centres d'évacuation et les abris doivent être construits pour résister aux événements climatiques extrêmes, dont la fréquence et l'intensité ne cessent de croître, afin d'assurer la sécurité des personnes pendant les catastrophes et éviter d'avoir à les évacuer et déplacer une seconde fois.
- Réduire les risques de déplacement exige d'identifier les besoins particuliers des personnes lors de l'évaluation des risques, notamment les problèmes de santé et de mobilité, et d'élaborer les plans d'urgence en collaboration avec les communautés de façon à tenir compte des vulnérabilités selon le sexe, l'âge, le handicap, l'origine ethnique, la culture, etc.

Sécurité des structures éducatives: augmenter durablement les dividendes de la résilience

Mercredi 15 mai, 13h00 – 14h30

Modératrice : **Joachime Nason**, responsable de la section humanitaire, délégation de l'UE à Genève.

Intervenants : **Clair Prince**, ministre de l'éducation, Saint-Vincent-et-les-Grenadines. **Ronilda Co**, directrice des Services de réduction et de gestion des risques de catastrophe (DRRMS), département de l'éducation, Philippines. **Sergio Alex Alvarez Gutierrez**, responsable de l'Office de la défense nationale et de la gestion des risques de catastrophe, ministère de l'éducation, Pérou. **Armando Ngunga**, vice-ministre de l'éducation et du développement humain, Mozambique. **Vilayphong Sisomvang**, directeur général par intérim, département de la protection sociale, ministère du travail et de la protection sociale, République démocratique populaire lao ; coprésident du Groupe de travail sur la prévention et l'atténuation des risques de l'ACDM ; et coprésident du Comité intersectoriel sur la Safe Schools Initiative de l'ANASE. **Rebekah Paci-Green**, codirectrice de Risk RED et professeure associée/directrice du Resilience Institute, Western Washington University. **Christos Stylianides**, commissaire à l'aide humanitaire et la gestion des crises, Commission européenne.

À un an de la date fixée pour la réalisation de l'objectif (e) du Cadre de Sendai, les partenaires de l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES) se sont penchés sur la sécurité des écoles en tant que moyen durable d'accroître les dividendes de la résilience.

Cet événement a démontré ce qui suit :

- La coopération régionale offre de nombreux avantages car elle permet aux pays exposés aux mêmes types d'aléas de partager leurs bonnes pratiques et d'échanger des idées concernant les difficultés rencontrées et leurs solutions, tout en optimisant l'utilisation de ressources humaines et financières limitées.
- Investir dans des stratégies de sécurisation des structures éducatives pour chacun des piliers du Cadre global de sécurité scolaire (CSSF) bénéficie à l'ensemble du secteur de l'éducation de même qu'à d'autres secteurs, renforçant ainsi les dividendes de la résilience.
- Le suivi-évaluation des progrès en matière de sécurité scolaire est essentiel pour réaliser les objectifs de l'agenda mondial et aide chaque pays à identifier les domaines d'action et leur degré de priorité. Bien que quelque soixante-quinze (75) millions d'enfants dans le monde aient été déscolarisés en raison de catastrophes, des progrès ont été réalisés en matière de sécurité scolaire et ont fait l'objet d'un suivi-évaluation. Des politiques complètes de sécurité scolaire sont en cours d'élaboration et de mise en œuvre dans toutes les régions du monde et pour chaque pilier du Cadre global de sécurité scolaire.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut garantir le partage des bonnes pratiques entre les régions, notamment dans le cadre de la « Safe Children, Safe Schools Community ».
- Il faut veiller à relier les plans, politiques et stratégies de RRC et d'éducation à l'échelon national et local, afin de garantir une approche complète de la sécurité scolaire.
- Il faut garantir le financement et le développement des capacités afin d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'actions efficaces et complètes pour la sécurité scolaire.

.....

Un sujet complexe: libérer les dividendes des investissements dans l'action précoce

Mercredi 15 mai 2019, 13h00 – 14h30

Modératrice : Emily Wilkinson, chercheuse senior du Programme sur les risques et la résilience de l'Institut de développement d'Outre-mer (ODI) et titulaire d'une bourse de partage des connaissances (Knowledge Exchange Fellowship) en matière de risque et de résilience du Conseil britannique pour la recherche environnementale (NERC, Natural Environment Research Council).

Intervenants : **Dunja Dujanovic**, responsable du Système d'alerte et d'intervention précoce, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). **Emma Flaherty**, responsable de l'anticipation, Start Network. **Gernot Laganda**, chef du Programme de réduction des risques climatiques et de catastrophe, Programme alimentaire mondial. **Kara Siahaan**, responsable du financement fondé sur les prévisions et du financement des risques de catastrophe, FISCR. **Martin Todd**, enquêteur en préparation fondée sur les prévisions (ForPac) dans le cadre du programme de recherche SHEAR, université du Sussex. **Bärbel Kofler**, commissaire fédérale à l'aide humanitaire et aux droits humains, Allemagne. **Harriette Stone**, équipe de financement des risques de catastrophe, Department for International Development (DFID), Royaume-Uni. **Mary Kilavi**, chercheuse au Département de météorologie du Kenya, ainsi qu'en prévention fondée sur les prévisions (ForPac) dans le cadre du programme de recherche SHEAR. **Md Mohsin**, secrétaire suppléant, ministère de la gestion des catastrophes et de l'aide humanitaire, Bangladesh. **Landrico Dalida**, administrateur adjoint, Philippine Atmospheric, Geophysical & Astronomical Services Administration (PAGASA). **Rafiqul Islam**, vice-secrétaire général, Croix-Rouge du Bangladesh.

Cette séance a été co-organisée par le Programme alimentaire mondial (PAM) et plusieurs organisations travaillant sur le financement fondé sur les prévisions, et a réuni des praticiens, des donateurs et des représentants gouvernementaux. Les intervenants ont présenté un aperçu du fonctionnement du financement fondé sur les prévisions et de ses avantages pour les communautés vulnérables et les gouvernements. Cette approche passe par l'élaboration de systèmes capables de s'appuyer sur les prévisions pour déclencher des actions anticipatives et ainsi éviter les impacts les plus graves des événements météorologiques extrêmes.

Au Bangladesh, les personnes ont trois fois moins de chances de sauter des repas lorsqu'un programme de financement fondé sur les prévisions est en place, tandis qu'en Mongolie, les conclusions montrent que le versement rapide d'aides a permis à des personnes de conserver leur bétail en situation de crise. Une action précoce s'est en outre révélée essentielle pour protéger les cinq catégories de ressources constitutives des moyens de subsistance (ressources financières, humaines, sociales, matérielles et naturelles) qui renforcent la résilience.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il est nécessaire que nous apprenions à accepter l'incertitude et fassions preuve d'humilité en cas d'échec des prévisions. Il importe de partager les enseignements à tirer et de constituer un corpus d'éléments probants.
- Nous devons prendre conscience du caractère limité des fonds dont disposent les gouvernements pour mener des actions de préparation, et par conséquent de la nécessité de travailler avec eux au développement des capacités, de façon à garantir la durabilité.
- Nous devons nous améliorer dans la gestion de l'incertitude des prévisions, la définition préalable des déclencheurs, l'adoption d'une approche « sans regret » cadrant avec l'état d'esprit des donateurs, ainsi que la libération des fonds préalablement alloués et la mise en route des mécanismes prévus en fonction des besoins des populations vulnérables.



S'appuyer sur les jeunes pour renforcer la résilience dans les contextes très vulnérables

Mercredi 15 mai 2019, 13h00 – 14h30

Modérateurs : **Monica Ferro**, cheffe du bureau de Genève du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). **Chiagozie Udeh**, secrétaire du comité exécutif mondial, Plant-for-the-Planet.

Intervenants : **Datuk Shahar Effendi Abdullah Azizi**, directeur général du département des minéraux et des sciences de la terre, Malaisie (Jabatan Mineral dan Geosains). **Latifa Salissou Yari**, jeune femme du Niger. **Ferina Futboe**, jeune femme d'Indonésie. **Katie Peters**, chercheuse senior à l'Institut de développement d'Outre-mer (ODI). **Oktavi Andaresta**, analyste des catastrophes, Autorité nationale de gestion des catastrophes, Indonésie (Badan Nasional Penanggulangan Bencana).

Son Excellence Datuk Shahar Effendi Abdullah Azizi a donné le ton en soulignant le rôle important des enfants et des jeunes dans la RRC. Les intervenants ont inspiré l'assistance en présentant les bonnes pratiques adoptées dans le cadre des activités dirigées par les jeunes au Sahel, en Indonésie, en Inde et dans les Philippines, qui ont permis un travail centré sur les communautés pour la construction de la résilience et l'intervention face aux catastrophes. Ils ont également souligné l'importance de veiller à un engagement autonome des enfants et des jeunes dans la RRC. Un exemple est le DRR Youth Network de l'ANASE, un groupe de jeunes de la région qui appuient la préparation aux catastrophes grâce à des formations, de même que la reconstruction en mieux pilotée par les jeunes en cas de catastrophe. L'accent a aussi été largement mis sur l'élaboration de solutions par les enfants et les jeunes pour construire la résilience dans les contextes vulnérables ou instables, notamment dans la région du Sahel. Il importe d'impliquer les jeunes non seulement dans les problématiques qui les concernent mais aussi dans des thématiques plus larges. D'autres exemples ont été donnés afin d'illustrer comment ce type d'approche construit la résilience au sein des communautés fragiles, y compris au-delà des jeunes impliqués.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut reconnaître les conflits et les contextes instables comme des facteurs à part entière aggravant les risques de catastrophe.
- Il faut reconnaître que les jeunes peuvent construire la résilience dans les contextes fragiles.
- Il faut adopter une approche participative de la réduction des risques et de la construction de la résilience, qui englobe l'ensemble de la société et assure notamment l'implication significative des enfants et des jeunes.

Jeudi 16 mai 2019

Investir dans les capacités nationales et régionales pour soutenir la résilience de la planification urbaine en Afrique de l'Ouest face aux risques climatiques actuels et futurs: divergences des points de vue et des priorités

Jeudi 16 mai, 12h30 – 14h00

Modérateurs : **Emma Visman**, VNG Consulting / King's College London. **Tanya Warnaars**, Centre d'écologie et d'hydrologie (CEH), Royaume-Uni. **Mark Pelling**, King's College London / responsable de la recherche sur la résilience au Global Challenges Research Fund (GCRF), Royaume-Uni.

Intervenants : **Ibidun Adelekan**, université d'Ibadan, Nigéria. **Philip Antwi-Agyei**, Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST), Ghana. **Chris Taylor**, Centre d'écologie et d'hydrologie (CEH), Royaume-Uni. **John Rees**, responsable de la recherche sur la résilience au Global Challenges Research Fund (GCRF), Royaume-Uni. **Aymar Yaovi Bossa**, Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL). **Philip Antwi-Agyei**, KNUST/Africa SWIFT. **Ibidun Adelekan**, université d'Ibadan / Urban ARK. **Fowe Tazen**, Institut international de l'eau et de l'environnement (2iE).



Les débats ont réuni des instituts de recherche travaillant sur le renforcement de la résilience au climat en Afrique de l'Ouest, et ont soulevé l'intensité croissante des tempêtes provoquant des inondations. Les infrastructures conçues sur la base des statistiques historiques de pluviométrie sont inadéquates. Le respect des codes de construction n'est pas systématiquement imposé et il existe certains dysfonctionnements politiques. Les efforts de renforcement de la résilience au climat ne sont pas toujours ciblés de manière à appuyer le développement durable des capacités.

Les participants ont débattu d'une série d'approches visant à appuyer des plans d'urbanisme résilients au climat, notamment :

- Le renforcement des capacités scientifiques des chercheurs en début de carrière, grâce à la production locale de supports de formation, la reconnaissance de la nécessité de compétences à la fois techniques et d'engagement politique, et l'appui de l'emploi des étudiants en maîtrise et des doctorants ;
- Le renforcement vital des capacités de communication des risques des agences de prévision et des chercheurs afin d'aider les utilisateurs à interpréter et correctement appliquer les informations sur le climat ;
- Exploiter les connaissances sur les risques climatiques pesant sur les villes pour éclairer la prévention des catastrophes et la préparation à ces dernières ; et
- Les approches de recherche participatives, telles que la modélisation participative, qui peuvent réunir les expertises issues de différentes disciplines afin d'éclairer les décideurs.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Pour des plans d'urbanisme résilients au climat, il faut opérer des changements fondamentaux dans les valeurs et les attentes tant des résidents que des urbanistes eux-mêmes.
- Afin d'éviter les maladroites, les perspectives, les connaissances et les préoccupations des personnes directement impactées par les risques climatiques doivent être prises en compte et éclairer les priorités de recherche et les décisions des gouvernements.
- Il faut renforcer les capacités en sciences physiques et les capacités techniques (y compris pour les prévisions fondées sur les impacts), tout en développant une communauté de chercheurs et de praticiens en Afrique de l'Ouest, qui servira de fondement pour susciter un engagement durable des pouvoirs publics et conduire des recherches qui viendront éclairer la conception des plans d'urbanisme.
- Directement impliquer les médias en tant que partenaires de recherche offre d'importantes possibilités de renforcer la surveillance des impacts et les méthodes de communication.

Réduction autochtone des risques de catastrophe

Jeudi 16 mai, 12h30 – 14h00

Modérateur : Simon Lambert, Études autochtones, université de la Saskatchewan, Canada.

Intervenants : Melanie Mark Shadbolt, directrice du Réseau de biosécurité māori, Nouvelle-Zélande. Madeline Redfern, maire d'Iqaluit, Nunavut, Canada. Pavel Partha, coordonnateur de la diversité, de l'interdépendance et du pluralisme, Centre de ressources sur les connaissances autochtones (BARCIK), Bangladesh. Ciro Ugarte, directeur du département des urgences de santé publique, Organisation panaméricaine de la santé (PAHO). Todd Kuiack, directeur des urgences autochtones, services aux autochtones, Canada.

Les peuples autochtones du monde entier partagent une histoire similaire, marquée par une marginalisation et une exclusion du pouvoir politique qui ont laissé leurs communautés vulnérables face aux catastrophes. Paradoxalement, leurs communautés font pourtant preuve de résilience grâce à leurs systèmes de connaissances très localisés, à leur unité communautaire et à leurs pratiques culturelles. Les peuples autochtones continuent d'affirmer leur droit à déterminer leur développement, à protéger les femmes et les enfants, et à préserver les terres, les ressources en eau et les écosystèmes. Ces droits sont consacrés par les nombreux traités signés avec les États membres et les peuples autochtones, et figurent également dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Bien que les connaissances autochtones soient menacées ou marginalisées sous l'effet du désastre de la colonisation, qui perdure jusqu'à nos jours, les communautés

autochtones continuent, elles, à respecter et utiliser ces connaissances. L'exclusion des perspectives autochtones dans le cadre des interventions à court terme et du relèvement à long terme qui font suite aux catastrophes continue de vulnérabiliser ces communautés. Nous devons sans cesse réaffirmer les droits des peuples autochtones ainsi que les droits humains dans le cadre de la RRC.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- L'utilisation appropriée et respectueuse des connaissances autochtones demeure une priorité en matière de RRC.
- Les principes fondamentaux des droits humains doivent être systématiquement respectés, avant les catastrophes ainsi que durant l'intervention et le relèvement, afin d'éviter toute discrimination à l'encontre des communautés autochtones.
- La pensée autochtone et ses pratiques doivent contribuer à la définition des notions d'aléa, de catastrophe, de résilience et de bien-être.
- Les participants ont sollicité l'opportunité de faire connaître l'intelligence collective autochtone et son pouvoir à travers une Année internationale des approches autochtones de réduction des risques de catastrophe.

Qui aide qui? Reconnaître et valoriser les contributions des femmes de la base à un développement éclairé sur les risques

Jeudi 16 mai, 12h30 – 14h00



Modératrice : **Sandy Schilen**, directrice exécutive, Commission Huairou.

Intervenants : **Margaret Arnold**, spécialiste senior en développement social, Banque mondiale. **Claudia Herrera**, secrétaire exécutive, Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC). **Vinod Menon**, ancien responsable de l'Agence nationale indienne de réduction des risques de catastrophe. **Josephine Castillo**, coordonnatrice nationale, DAMPA. **Analucy Bengochea**, directrice, Plataforma Comunitaria Comité y Redes de Honduras (WAGUCHA). **Bisola Akinmuyva**, membre du comité de direction, SDI.

Les participants ont présenté une perspective multipartite de la valeur de la contribution locale des femmes au développement raisonné en fonction des risques. Leurs pratiques participatives et inclusives de résilience et leurs connaissances contribuent à faire progresser les stratégies mondiales, régionales et nationales de RRC. Leur participation aux débats sur la politique mondiale fait progresser le dialogue relatif à la gestion des risques et à la décentralisation du Cadre de Sendai, car elles diffusent les connaissances au sein de leurs communautés et favorisent le développement des capacités locales, avec pour effet de former les collectivités locales aux approches de développement raisonnées en



fonction des risques et communautaires. Les intervenants se sont aussi penchés sur le rôle essentiel que jouent les femmes des communautés locales afin d'orienter les plans nationaux et régionaux de RRC, de façon à mieux répondre aux besoins qui existent sur le terrain et à mieux intégrer les inégalités entre hommes et femmes, en veillant au respect des droits des femmes et à leur autonomisation. Les intervenants ont aussi affirmé le rôle clé des organisations et des femmes des communautés locales dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai et les efforts de RRC, grâce à leurs connaissances uniques, leurs capacités d'organisation et leurs outils participatifs de résilience.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut reconnaître le leadership des organisations locales de femmes ainsi que leurs contributions à la RRC, à la construction de la résilience des communautés, et à la promotion d'un développement piloté à l'échelon local et raisonné en fonction des risques.
- Il faut formaliser des partenariats de RRC avec les organisations locales de femmes, plus particulièrement dans le cadre de la conception, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des stratégies locales, nationales et régionales de RRC.
- Il faut décentraliser le financement de la RRC et investir dans les organisations locales et le développement de leurs capacités, afin de promouvoir un développement piloté par les communautés et étendre l'engagement en faveur d'une mise en œuvre accélérée du Cadre de Sendai.

Utiliser des données sur le genre, l'âge et le handicap pour autonomiser les plus marginalisés: Comment procéder et pourquoi cela est fondamental aux fins d'une réduction efficace des risques de catastrophe

Jeudi 16 mai 2019, 9h00 – 10h30

Modératrice : Ebru Gencer, directrice exécutive, CUDRR+R.

Intervenants : Sally Mansfield, ambassadrice d'Australie et représentante permanente auprès des Nations Unies et de la Conférence du désarmement à Genève. Georgina Harley-Cavanough, directrice adjointe, section de la résilience aux catastrophes et du relèvement, département australien des affaires étrangères et du commerce. Lars Bernd, responsable, Emergency & Risk Informed Programming, UNICEF India. Alison Dobbin, modélisatrice en chef pour les catastrophes, développement des modèles, RMS. Delores Devesi, directrice nationale Oxfam pour les Îles Salomon. Maureen Fordham, directrice du Centre for Gender and Disaster de l'IRDR, University College London.

Le débat s'est concentré sur les aspects pratiques de la ventilation des données dans le domaine humanitaire et la RRC, du point de vue de leur collecte, de leur analyse et de leur utilisation dans les futures politiques de développement. L'événement a couvert tout l'éventail des difficultés et avantages liés aux données ventilées selon l'âge, le sexe et le handicap, notamment les défis posés par la collecte de telles données sur le terrain après une catastrophe ou dans une situation d'urgence, ou leur utilisation afin d'élaborer et mettre en œuvre de meilleures politiques et pratiques.

Les participants ont examiné le rôle que les organisations internationales, les donateurs, les ONG, le secteur privé, les organisations locales et le monde universitaire ont à jouer dans l'amélioration des méthodes de collecte des données et de l'utilisation de ces dernières, afin de renforcer l'efficacité de la RRC et de l'aide humanitaire, pour ne plus laisser personne de côté.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut promouvoir l'utilité des données ventilées afin de mieux comprendre les impacts différenciés des catastrophes et situations d'urgence sur les communautés.
- Il faut résolument inclure les groupes marginalisés à tous les stades de l'intervention et du relèvement, et exploiter leurs compétences, leurs connaissances et leur position en première ligne pour élaborer une stratégie permettant la collecte et l'analyse de données plus inclusives.



- Il faut établir des orientations claires afin de guider les organisations qui souhaitent mettre en œuvre la collecte de données ventilées, et éduquer les donateurs et les institutions internationales concernant les meilleures approches permettant de soutenir (et non régenter) une telle collecte.

L'impératif de la résilience: Tracer la voie du développement des Caraïbes face à l'incertitude

Jeudi 16 mai, 12h30 – 14h00

Modératrice : Emily Shields, avocate et présentatrice radio, Jamaïque.

Intervenant principal : Ronald Jackson, directeur exécutif, Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA).

Intervenants : Douglas Slater, vice-secrétaire général, Communauté caribéenne (CARICOM). Lois Young, représentante permanente du Belize auprès des Nations Unies et présidente de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS). Carlos Fuller, attaché de liaison international et régional au Centre sur les changements climatiques de la Communauté caribéenne (CCCCC) et négociateur en chef sur les changements climatiques de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS). Cointa Thomas, secrétaire permanente, ministère des finances, Sainte-Lucie. Lizra Fabien, directrice exécutive de l'Association dominicaine de l'industrie et du commerce (DAIC) et présidente du Réseau des chambres de commerce caribéennes (CARICHAM).

** Des représentants d'autres petits États insulaires de l'océan Pacifique sont également intervenus depuis l'assistance.

La séance a soutenu le « Chemin de la résilience pour les Caraïbes », un cadre conceptuel sollicité par les chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne face aux impacts catastrophiques et sans précédent des ouragans Irma et Maria survenus dans la région en 2017, qui leur ont fait réaliser combien la région est prompte aux aléas. **Ce Chemin pour la résilience identifie cinq (5) piliers :**

- I. La protection sociale des populations marginalisées et des plus vulnérables
- II. La préservation des infrastructures
- III. Le renforcement des opportunités économiques
- IV. La protection de l'environnement
- V. L'état de préparation opérationnelle et le relèvement

Ces piliers reposent sur une série de fondements clés qui les sous-tendent et les consolident, tout en facilitant leur réalisation concrète. **Ces fondements sont les suivants :**

- a. Un environnement favorable guidé par les politiques, la législation et la réglementation
- b. Le développement des capacités
- c. La recherche et la gestion des données
- d. Les technologies de l'information et de la communication
- e. Le financement des risques de catastrophe
- f. L'économie politique
- g. La gouvernance
- h. La véritable participation du public
- i. L'implication des jeunes



Les piliers identifiés par les participants sont relativement universels, et reflètent les Orientations de Samoa. Le cadre conceptuel élaboré se montre par conséquent bien adapté pour construire la résilience dans les petits États insulaires, face à la complexité des défis posés et aux réalités d'un environnement prompt aux aléas, auxquelles s'ajoute l'incertitude des changements climatiques.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les petits États insulaires en développement (PEID) doivent faire de la résilience l'un de leurs impératifs premiers, dans une région aux aléas divers et variés – et tant sismiques qu'anthropiques – où vient s'ajouter l'incertitude des changements climatiques exposés dans le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement mondial de 1,5 °C.
- Les cinq (5) piliers définis sont universels et reflètent les Orientations de Samoa. En tant que tels, ils constituent les clés de la voie à suivre pour renforcer la sécurité, la résilience et la durabilité dans les petits États insulaires, et doivent être adoptés par l'ensemble de ces derniers.
- Le cinquième pilier, c'est-à-dire l'état de préparation opérationnelle et le relèvement, doit prendre en compte l'impact psychologique des catastrophes et prévoir un soutien psychosocial dans le cadre du relèvement.
- Dans le cadre des fondements qui consolident les cinq piliers, il faut accorder davantage d'attention aux données et statistiques. Des partenariats authentiques et durables, ainsi que l'inclusion, doivent de plus être ajoutés à ces fondements.
- De plateforme en plateforme, des engagements bénéfiques pour tous les PEID sont pris à travers le « Chemin de la résilience pour les Caraïbes » défendu par la CDEMA. Ce cadre conceptuel a été proposé pour la première fois lors de la Plateforme régionale tenue à Carthagène en juin 2018, pour ensuite être présenté aux chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne en juillet 2018. Il a été approuvé lors de la Plateforme mondiale de mai 2019 à Genève, et la CDEMA le présentera donc à la Plateforme régionale de juillet 2020 prévue dans les Caraïbes, qui sera pour la première fois organisée par la Jamaïque.

Élaboration des stratégies de réduction des risques de catastrophe: ce qu'il faut faire et ne pas faire

Jeudi 16 mai, 12h30 – 14h00

Modératrice : Makeda Antoine-Cambridge, ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire
Représentante permanente, République de Trinité-et-Tobago.

Coprésidentes : Carolyn Rodrigues Birkett, directrice du bureau de la FAO à Genève. **Maria Luisa Silva**, directrice du bureau du PNUD à Genève.

Intervenants : Sandra Nedeljkovic, directrice adjointe, Programme national de gestion des risques de catastrophe, office de gestion des investissements publics, Serbie. **Vano Grigolashvili**, président, Rural Development for Future Georgia (ONG), Géorgie. **Sophie Baranes**, coordonnatrice de l'Initiative de développement des capacités de réduction des catastrophes (CADRI).

Les intervenants ont présenté les expériences de leurs pays respectifs dans l'élaboration des stratégies nationales et locales de RRC. Mme Nedeljkovic a expliqué comment les priorités et objectifs du programme national serbe de GRC étaient traduites en stratégies locales, et a fait part de ses observations concernant la dynamique en jeu entre les échelons national et local. Mme Nedeljkovic a souligné qu'une importante leçon tirée du processus est la nécessité de sensibiliser les institutions infranationales concernant leur rôle dans la conception et la mise en œuvre des stratégies locales de RRC, et de les impliquer dès le début. M. Grigolashvili a expliqué les enseignements tirés par la Géorgie de l'implication des organisations de la société civile et des ONG dans la mise en œuvre des stratégies de RRC. En tant que représentant d'une ONG locale impliquée dans la RRC en Géorgie, M. Grigolashvili a recommandé d'impliquer tous les secteurs pour s'assurer de leur pleine adhésion et de leur compréhension du rôle qu'ils ont à jouer dans la RRC.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

L'élaboration des stratégies nationales de RRC doit être :

- Inclusive, et tenir compte des besoins et des exigences des groupes vulnérables. Pour ce faire, les ONG et les organisations de la société civile jouent un rôle primordial pour faire remonter ces besoins afin qu'ils soient efficacement pris en compte.
- Multisectorielle, de sorte que toutes les institutions sectorielles – aux échelons national et infranational – comprennent et remplissent leur rôle, et que la RRC devienne véritablement l'affaire de tous.
- Appuyée sur l'évaluation des capacités, des besoins et des ressources financières.

.....

Vendredi 17 mai 2019

Reconstruire en mieux et de manière inclusive pour produire de meilleurs dividendes

Vendredi 17 mai, 12h30 – 14h00



Modérateur : Josef Leitmann, président du comité de pilotage de la Plateforme internationale de relèvement (IRP) et spécialiste en chef de la gestion des risques de catastrophe, GFDRR, Banque mondiale.

Discours liminaire : Haruo Hayashi, président de l'Institut national des sciences de la terre et de la résilience aux catastrophes, Japon.

Intervenants : Kamal Kishore, membre de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes, Inde. Mark Osler, conseiller spécial sur les inondations côtières et la résilience, Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), États-Unis. Sushil Gyewali, PDG, Autorité nationale de la reconstruction, Népal. Emily Wilkinson, chercheuse senior du Programme sur les risques et la résilience de l'Institut de développement d'Outre-mer (ODI) et titulaire d'une bourse de partage des connaissances (Knowledge Exchange Fellowship) en matière de risque et de résilience du Conseil britannique pour la recherche environnementale (NERC, Natural Environment Research Council). Juan Caballero, directeur des programmes et des partenariats, Build Change, Amérique latine. Tadanori Inomata, conseiller en relations internationales et professeur invité à l'université de Nagasaki, Japon.



Les populations défavorisées et vulnérables sont souvent affectées de façon disproportionnée par les catastrophes et n'ont, trop souvent, pas la possibilité de reconstruire en mieux ni de bénéficier d'un relèvement équitable. Cette séance a présenté les enseignements tirés de différentes expériences de relèvement, ainsi que des programmes d'inclusion innovants et les moyens permettant de garantir un relèvement plus équitable. Les intervenants ont mis en exergue l'importance de comprendre ce que « mieux » signifie pour les communautés et les populations qui doivent se relever, en étant attentif aux besoins et exigences de ces dernières. Les normes extérieures de résilience doivent être adaptées pour renforcer, et non remplacer, la vision locale du relèvement et du progrès. Les intervenants ont débattu de divers mécanismes qui promeuvent l'inclusion, notamment les communautés de pratique, les initiatives d'exploitation des connaissances des citoyens, un modèle de collaboration entre villages et monde universitaire, et des espaces internet qui permettent aux populations défavorisées de se faire entendre, soutiennent une vision du relèvement qui soit commune à toutes les parties prenantes, et donnent les moyens de communiquer des éléments probants qui appuient un relèvement résilient. Les intervenants ont souligné la nécessité d'un engagement politique et d'institutions dynamiques à tous les niveaux des pouvoirs publics, qui soient capables de favoriser l'inclusion.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Les processus de relèvement centrés sur les personnes et leurs exigences sont non seulement bénéfiques pour les populations vulnérables et désavantagées mais conduisent à un relèvement plus résilient pour tous les groupes affectés.
- Il faut créer des plateformes, des communautés et d'autres espaces neutres capables de favoriser le dialogue, l'implication dans les problématiques du relèvement et l'élaboration d'une vision partagée du relèvement et de la construction en mieux.
- Il faut impliquer les communautés locales et les groupes défavorisés dans la collecte et l'analyse des données, de même que dans leur interprétation de manière à éclairer les décisions, en veillant à prendre les connaissances et perspectives locales en compte, et à l'appropriation locale des informations sur les risques.
- Pour un relèvement inclusif, il faut donner aux groupes marginalisés les moyens non seulement de participer mais aussi d'exercer leur pouvoir d'action et leur leadership.
- Les processus de relèvement doivent être centrés sur les besoins et exigences des populations, tandis que les normes extérieures de résilience doivent compléter et renforcer les connaissances et pratiques locales, pour parvenir à des solutions acceptables qui construisent la résilience.
- Il faut mettre en place des institutions de relèvement dynamiques, capables de coopérer efficacement et de valoriser les approches inclusives et intégrées de relèvement à travers les secteurs et la société.



Renforcer la résilience pour tous: approches intersectionnelles de la réduction de la vulnérabilité et du renforcement de la résilience face aux aléas climatiques et aux risques de catastrophe

Vendredi 17 mai, 12h30 – 14h00



Modératrice : **Emma Lovell**, chercheuse du Programme sur les risques et la résilience de l'Institut de développement d'Outre-mer (ODI).

Intervenants : **Getrude Lungahi**, conseillère technique sur l'inclusion sociale des femmes, ENDA/BRACED, Kenya. **Madan Pariyar**, chef d'équipe adjoint, Anukulan/projet BRACED, point focal pour les programmes de lutte contre les changements climatiques, directeur du développement des programmes et du suivi-évaluation, International Development Enterprises (iDE), Népal. **Asha Hans**, vice-présidente exécutive du Shanta Memorial Rehabilitation Centre et membre du Groupe de travail sur le handicap dans les situations de conflit armé et les catastrophes. **Christophe Belperron**, conseiller senior sur les risques et la résilience, Save the Children.

Les groupes marginalisés ne sont ni homogènes ni statiques. C'est pourquoi les approches transversales prennent en compte les contextes historique, social et politique, pour s'approcher au plus près de la réalité de chaque communauté. Cette séance interactive a examiné les différents facteurs qui interagissent en présence de nombreux aléas pour conduire à l'exclusion, aux inégalités et aux vulnérabilités. Les intervenants ont présenté des approches destinées à comprendre les inégalités croisées notamment liées à l'âge, à l'origine ethnique, à la caste, au statut social et au handicap, et ont expliqué comment des approches transversales efficaces de réduction des vulnérabilités et de construction de la résilience peuvent être élaborées et intégrées aux politiques et programmes. Face à la nécessité d'atteindre l'objectif (e) du Cadre de Sendai, la séance a plaidé en faveur de partenariats multipartites et a examiné comment parvenir à la cohérence entre les agendas politiques internationaux pour nous assurer de ne laisser personne de côté.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut résoudre le manque de méthodologies et d'approches permettant de mesurer et de comprendre les inégalités croisées, notamment en promouvant la collecte systématique de données ventilées selon le sexe, l'âge, le statut économique, l'origine ethnique, la caste et le handicap, de façon à identifier les groupes marginalisés et à rendre leurs différents besoins et capacités plus visibles pour les décideurs, qui pourront alors concevoir et mettre en œuvre des solutions localement appropriées.



- Il faut veiller à une meilleure coordination des politiques et programmes visant la construction d'une résilience inclusive aux aléas naturels et aux changements climatiques, en promouvant i) une intégration verticale efficace entre les pouvoirs publics et les organisations aux échelons national, infranational et local et ii) le partage des leçons à tirer et la coordination de manière horizontale, entre les différents secteurs, ministères, départements et organisations, afin d'étendre les approches inclusives d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des risques de catastrophe.
- Il faut résoudre le manque de programmes inclusifs à long terme. Les donateurs et les pouvoirs publics doivent investir dans des programmes à long terme complets et intégrés, qui envisagent le processus complet de la gestion des risques de catastrophe, généralisent les politiques et programmes inclusifs et ciblent les besoins spécifiques des groupes vulnérables, tout en assurant la disponibilité ininterrompue des systèmes et services primordiaux (notamment l'éducation et les soins médicaux), qui favorisent le bien-être des populations malgré les catastrophes.
- Il faut renforcer le dialogue entre les praticiens de la RRC et les spécialistes/institutions de la protection sociale, et promouvoir une approche de cette dernière qui soit raisonnée en fonction des risques, pour un mécanisme universel capable de protéger chaque individu face aux catastrophes, y compris les plus vulnérables.
- Il faut établir des structures qui résolvent les problèmes de représentation politique, afin de s'assurer que les besoins et les priorités des groupes marginalisés (y compris ceux qui ne sont pas politiquement représentés) sont pris en compte dans les politiques et programmes de construction de la résilience, et qu'ils bénéficient d'une répartition équitable des ressources ainsi que de l'accès aux opportunités, tout en étant inclus à tous les niveaux dans les prises de décision.

Prise en compte de l'inclusion dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe: Souligner la mise en oeuvre de la Déclaration de Dacca et d'autres initiatives inspirantes en matière de RRC inclusive

Vendredi 17 mai, 13h00 – 14h30

Modérateurs : **Enamur Rahman MP**, ministère de la gestion des catastrophes et de l'aide humanitaire, Bangladesh. **Muhammad Atif Sheikh**, directeur exécutif, South Asia Disability Forum.

Intervenants : **Shah Kamal**, secrétaire senior, ministère de la gestion des catastrophes et de l'aide humanitaire, Bangladesh. **Carlos Kaiser**, directeur exécutif, ONG Inclusive. **Setareki S. Macanawai**, PDG, Pacific Disability Forum. **Pradytia P. Pertiwi**, Centre for Disability Research and Policy, faculté des sciences de la santé, université de Sydney. **Yumiko Tanaka**, Agence japonaise de coopération internationale (JICA). **Melina Margaretha**, directrice nationale chez ASB pour l'Indonésie et les Philippines. **Alex Robinson**, responsable de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la santé et le développement, Nossal Institute for Global Health, université de Melbourne.

La séance a réuni des personnes en situation de handicap ainsi que des représentants gouvernementaux et du monde universitaire et d'autres acteurs, afin de faire le point sur le respect des engagements du Cadre de Sendai en ce qui concerne l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la RRC et présenter les bonnes pratiques. La séance a été ouverte par le secrétaire d'État parlementaire Norbert Barthle, du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), qui a souligné que l'inclusion des personnes en situation de handicap afin de renforcer la résilience des communautés grâce à une approche englobant l'ensemble de la société est particulièrement pertinent afin de garantir un développement durable et équitable pour tous.

Différentes initiatives appuyant l'approche d'inclusion de l'ensemble de la société du Cadre de Sendai ont ensuite été débattues. Parmi celles-ci figure l'engagement du gouvernement du Bangladesh pour la RRC inclusive, démontré par la Déclaration de Dacca et sa mise en œuvre. Des études de cas ont été présentées sur les Five Inclusion Musts de l'Indonésie, un outil permettant de guider les divers acteurs pour une RRC inclusive, ainsi que sur l'approche de prise en compte des inégalités entre les sexes du Japon, utilisée comme outil d'analyse.



Les débats sur la redevabilité se sont concentrés sur le suivi-évaluation du Cadre de Sendai, plus précisément ses indicateurs d'inclusion, sur la cohérence des gouvernements dans leurs politiques appuyant l'inclusion des personnes en situation de handicap (à travers le cas de l'Indonésie) et sur les données ventilées. Durant les discussions, différents outils et approches ont été analysés afin de continuer à renforcer la redevabilité en matière d'inclusion dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Pour renforcer la redevabilité, le suivi-évaluation des indicateurs relatifs à l'inclusion des personnes en situation de handicap du Cadre de Sendai doit être rendu obligatoire.
- Le suivi-évaluation de la prise en compte des inégalités entre les sexes et des personnes en situation de handicap constitue un outil d'analyse utile afin d'examiner les pratiques de RRC qui appuient la concrétisation de l'approche englobant l'ensemble de la société préconisée par le Cadre de Sendai.
- Pour appuyer la redevabilité, les données doivent être ventilées selon le sexe, l'âge et le handicap. Les questions du Washington Group sont l'un des outils recommandés pour faciliter la collecte, l'analyse et l'utilisation de données ventilées.
- Les initiatives qui appuient la réalisation du Cadre de Sendai, telles que la Déclaration de Dacca, doivent être mises en œuvre en mettant en place des mécanismes de contrôle de cette mise en œuvre, c'est-à-dire un suivi-évaluation régulier des progrès et la désignation de points focaux.

Réduire les risques de catastrophe dans les contextes touchés par la fragilité, les conflits, l'insécurité et la violence

Vendredi 17 mai, 12h30 – 14h00



Modératrice : **Katie Peters**, chercheuse senior à l'Institut de développement d'Outre-mer (ODI).

Discours liminaire : **Elke Löbel**, directrice des déplacements et migrations, de la prévention et de la gestion des crises, ainsi que commissaire à la politique des réfugiés, ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), Allemagne.

Intervenants : **Banak Wal**, directeur général de la gestion des catastrophes, ministère des affaires humanitaires, Soudan du Sud. **Stephen Kinloch Pichat**, directeur national adjoint pour le Tchad, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). **Roula Nawaf Zeaiter**, Rassemblement démocratique des femmes libanaises (RDFL). **Loretta Hieber Girardet**, cheffe du bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR).

L'événement a souligné que la communauté de la RRC doit en faire plus pour réduire les risques de catastrophe dans les contextes de violence, de conflit ou d'instabilité. Ceci devrait constituer une priorité tant pour les gouvernements que pour la communauté internationale. À défaut de progrès substantiels dans ces environnements difficiles, les objectifs du Cadre de Sendai ont peu de chance d'être atteints. Bien que les problèmes de sécurité, l'inaccessibilité et les faibles capacités des gouvernements constituent des défis considérables, réduire les risques de catastrophe et appuyer un développement pacifique est possible. Des approches sur mesure de RRC, qui intègrent une analyse du conflit à l'évaluation des risques et tiennent compte des contraintes de la situation, sont déjà mises en œuvre avec succès (par exemple, au Liban et au Tchad). À l'avenir, la communauté de la RRC devra explorer différentes voies allant, au minimum, de l'adaptation d'approches standardisées pour mieux refléter le contexte opérationnel affecté par un conflit jusqu'au test d'approches innovantes intégrant les objectifs de RRC aux stratégies d'édification de la paix elles-mêmes. Il existe un consensus clair quant aux interconnexions entre risques de catastrophe et risques de conflit, de même que concernant la nécessité d'un soutien politique, d'investissements financiers et de capacités techniques beaucoup plus importants afin d'assurer la RRC en pareil contexte.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut accorder la priorité aux investissements de RRC dans les contextes d'instabilité, de conflit et de violence, afin de réduire les risques qui pèsent sur les plus vulnérables.
- L'existence d'un conflit constitue un facteur aggravant en cas de catastrophe. En pareil contexte, il faut donc au minimum adopter une stratégie de RRC qui tient compte de ces contraintes spécifiques.
- Il faut explorer les moyens innovants de relier la RRC à l'édification de la paix, ainsi que les approches de prévention des conflits permettant de gérer les risques de manière plus globale.

04

Autres événements





Autres événements

Mercredi 15 mai

Lancement du Bilan mondial

Mercredi 15 mai, 12h45 – 13h15 (> [cliquez ici](#) pour regarder la séance en ligne).

Modératrice : **Nazhat Shameem Khan**, représentante permanente du gouvernement des Fidji auprès des Nations Unies à Genève.

Intervenants : **Mami Mizutori**, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe. **Aromar Revi**, directeur fondateur, Indian Institute for Human Settlements (IIHS), Bangalore, Inde.

La publication du Bilan mondial 2019 sur la réduction des risques de catastrophe (GAR2019) des Nations Unies a été officiellement annoncée par la représentante spéciale du Secrétaire général, Mami Mizutori, lors de cette séance présidée par l'ambassadrice des Fidji, Nazhat Shameem Khan, avec une intervention du docteur Aromar Revi, de l'Indian Institute for Human Settlements. Cette édition du Bilan mondial est la première depuis l'adoption du Cadre de Sendai, du Programme 2030, de l'Accord de Paris et du Nouveau programme pour les villes. À l'occasion de cette publication officielle, les principales conclusions du rapport ont été présentées dans le contexte du développement durable raisonné en fonction des risques, notamment les résultats du premier cycle de suivi-évaluation par les États membres des progrès dans la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai et des ODD liés aux catastrophes. Le Bilan mondial 2019 soulève pour la première fois la nécessité urgente de mieux comprendre la nature systémique des risques si nous voulons éviter les impacts potentiellement dévastateurs des interactions dynamiques entre systèmes sociaux, économiques et écologiques. Face à la réalité de changements non linéaires, le rapport met en exergue les écueils des approches à court terme et aléa par aléa de la gestion des risques, et examine des stratégies permettant de renforcer la coopération scientifique, sociale, économique et politique requise pour passer à la gouvernance des risques systémiques.

Réunion Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP)

Mercredi 15 mai, 13h00 – 14h30

Modérateur : **Amjad Abbashar**, chef du bureau régional pour l'Afrique, UNDRR.

Intervenants : **Léonard-Émile Ognimba**, vice-secrétaire général, groupe ACP. **Minata Samate Cessouma**, commissaire aux affaires politiques, Commission de l'Union africaine. **Ronald Jackson**, directeur exécutif, Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes. **Audrey Aumua**, directrice générale adjointe, Secrétariat de la Communauté du Pacifique. **Lamin B. Dibba**, ministre de l'environnement, des changements climatiques et des ressources naturelles, Gambie. **Abraham Nasak Director**, office national de gestion des catastrophes, Vanuatu. **Carl Hallergard**, responsable adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès des Nations Unies à Genève.

Ce Forum du groupe ACP a réuni les représentants gouvernementaux de Gambie et de Vanuatu, ainsi que des représentants de la Commission de l'Union africaine, du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, du Secrétariat de la Communauté caribéenne, du Secrétariat de la région ACP, de l'UE et de l'UNDRR, de même que d'autres parties prenantes, soit un total de plus de 70 participants.

Dans son intervention d'ouverture, le vice-secrétaire général du groupe ACP a souligné l'importance du Forum afin d'offrir à l'ensemble des pays du groupe ACP une plateforme d'échange des meilleures pratiques, des expériences, des difficultés et des leçons tirées concernant la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Il a aussi mis l'accent sur les opportunités offertes par l'Accord de Cotonou et sa vocation à promouvoir la collaboration entre l'UE, les institutions régionales du groupe ACP et les entités de l'ONU afin de résoudre les problèmes liés à la compréhension des risques de catastrophe.



Les trois organisations régionales (Commission de l'Union africaine, Secrétariat de la Communauté caribéenne et Secrétariat de la Communauté du Pacifique) ainsi que les pays représentant des États membres du groupe ACP (Vanuatu pour le Pacifique et Gambie pour l'Afrique) ont mis en exergue le rôle primordial joué par le Programme ACP-UE dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai ainsi que dans la construction de la résilience dans les différentes régions et les pays du groupe ACP. Ils ont souligné combien il importe de garantir la continuité du Programme, en accélérant les négociations en cours concernant le programme qui doit lui succéder (onzième Fonds européen de développement ou FED) de façon à maintenir l'élan généré et à le renforcer. Ils ont de plus salué le rôle joué par l'UNDRR afin d'appuyer les régions et les pays dans leurs efforts de réalisation du Cadre de Sendai. Parmi les autres questions clés débattues ont figuré i) la mise en œuvre intégrée de l'adaptation aux changements climatiques, de la RRC et du développement, ii) l'implication dans la RRC de l'ensemble de la société, notamment du secteur privé, afin de renforcer la résilience, et iii) l'implication de la société civile dans les négociations en cours concernant l'accord post-Cotonou et le onzième FED.

Dans son intervention de clôture, le représentant de l'UE a souligné la nécessité de partager la responsabilité de la réduction des risques selon les diverses capacités disponibles, ainsi que la nécessité de continuer à œuvrer ensemble pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai en 2030. Il a également assuré le Forum du soutien de l'Union européenne afin de finaliser les négociations relatives au onzième FED dans les délais prévus, de façon à éviter toute interruption et à garantir le maintien de l'élan généré grâce au Programme actuel (dixième FED).

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut à présent donner la priorité au renforcement des investissements dans la RRC, notamment en l'intégrant dans la planification nationale du développement, et à l'accélération des négociations relatives au onzième FED afin de maintenir et renforcer l'élan généré.
- Il est primordial d'envisager les spécificités de chaque région et d'impliquer la société civile dans le processus de négociation du onzième FED et de l'accord post-Cotonou, pour parvenir à plus d'efficacité et garantir la durabilité.
- Il faut s'assurer de la continuité du Forum du groupe ACP afin de permettre l'échange des bonnes pratiques, des expériences, des difficultés et des leçons tirées, et faciliter la coopération Sud-Sud et triangulaire dans le cadre de la RRC et du renforcement de la résilience.
- Il faut accélérer l'élaboration de stratégies nationales de RRC à la fois inclusives et raisonnables en fonction des risques si nous voulons les finaliser pour 2020, et appuyer leur mise en œuvre afin de parvenir à un développement durable inclusif et résilient ainsi qu'à des solutions durables aux déplacements.
- Pour construire la résilience, il est primordial de veiller à une mise en œuvre cohérente et intégrée de l'adaptation aux changements climatiques, de la RRC et du développement. Ceci doit donc demeurer une priorité dans le cadre du nouveau Programme (onzième FED).



Jeudi 16 mai

Publication officielle du guide stratégique pour le développement des capacités de mise en œuvre du Cadre de Sendai

Jeudi 16 mai, 9h00 – 10h30



Modérateur : **Magnus Hagelsteen**, directeur du Programme de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, Centre pour l'évaluation et la gestion des risques de l'université de Lund, Suède.

Intervenants : **Teresa Custodio Pinto**, coopérante, Institut national de gestion des catastrophes (INGC), Mozambique. **Nataša Holcinger**, conseillère senior en prévention, Direction nationale de la protection civile et des interventions de secours, Croatie. **Sayanaa Lkhagvasuren**, cheffe du personnel et conseillère senior auprès du Vice-Premier ministre de Mongolie. **Ronald Jackson**, directeur exécutif, Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA). **Chloe Demrovsky**, présidente et PDG, Disaster Recovery Institute International (DRI International). Coprésident de l'Initiative de développement des capacités de réduction des catastrophes (CADRI), représenté par **Rodrigue Vinet**, FAO, Suisse.

Les pays doivent comprendre le caractère intégré du développement des capacités de RRC et s'appuyer sur ce nouveau guide stratégique afin de développer leurs propres capacités nationales.

Le développement des capacités passe non seulement par l'organisation d'ateliers mais aussi de réunions et de discussions. La Croatie élabore actuellement une stratégie de RRC qui intégrera le développement des capacités comme une composante à part entière.

Pour sa part, la Mongolie s'est auparavant concentrée sur les capacités des partenaires externes. Ces cinq dernières années, l'attention s'est en revanche portée sur le développement des capacités des pouvoirs publics à l'échelon national et local et à l'avenir, des actions de développement des capacités du secteur privé seront également prévues à l'échelon local.

Quant à la politique de RRC de la CDEMA, elle comporte un pilier consacré au développement des capacités, qui est reconnu comme une composante clé du débat sur la RRC.



Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Une approche cohérente du développement des capacités n'est pas possible sans appliquer une stratégie intégrée. Pour ce faire, il est notamment primordial d'élaborer des normes de compétences ainsi que des programmes de certification fondés sur ces normes. Le processus de certification permet l'acquisition et la validation des compétences, et est renouvelé de façon régulière afin de garantir l'entretien et l'actualisation des compétences.
- Les intervenants ont suggéré une fédération mondiale des professionnels de la résilience, en charge de gérer la certification et l'agrément des professionnels de la RRC.

Réunion de partenariat du Centre pour le développement de l'information sur les catastrophes en Asie et dans le Pacifique (APDIM)

Jeudi 16 mai, 9h00 – 11h00

Modératrice : **Letizia Rossano**, directrice du Centre pour la gestion des informations sur les catastrophes en Asie et dans le Pacifique (APDIM).

Intervenants : **Seyed Hamid Pourmohammadi**, vice-président adjoint, Office de la planification et du budget, République islamique d'Iran, et président du comité directeur de l'APDIM. **Andrew Maskery**, coordonnateur, Risk Nexus Initiative.

La réunion s'est penchée sur les lacunes et les priorités de la gestion des informations sur les catastrophes, et a identifié les moyens pouvant permettre à l'APDIM d'améliorer cette gestion ainsi que le développement des capacités en la matière dans les pays et au sein des organisations d'Asie et du Pacifique. Différentes organisations régionales, internationales et techniques ont manifesté leur intérêt dans une coopération avec l'APDIM en matière de gestion des informations sur les catastrophes.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut renforcer l'efficacité de la communication et de l'application des données et informations sur les catastrophes, à travers l'ensemble du processus de gestion des risques de catastrophe.
- Il faut renforcer la coopération régionale et internationale visant à améliorer la gestion des informations sur les catastrophes.
- Il faut élargir la coopération via l'APDIM afin de renforcer la gestion des informations sur les catastrophes en Asie et dans le Pacifique.

Lancement du premier document de « Synthèse et rapport d'analyse des engagements volontaires en faveur du Cadre de Sendai »

Jeudi 16 mai, 13h30 – 14h30

Modératrice (et discours liminaire) : **Shoko Arakaki**, cheffe de division, Partenariats, processus intergouvernementaux et coopération entre organisations, UNDRR.

Intervenants : **Yuki Matsuoka** (intervention principale), responsable du bureau de l'UNDRR au Japon. **Chrysant Lily Kusumowardoyo**, directrice du Réseau pour l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la RRC (DiDRRN). **Alessandro Attolico**, directeur exécutif, province de Potenza (Italie). **Verónica Ruiz**, collaboratrice du Programme sur les solutions fondées sur la nature, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).



L'UNDRR a lancé la plateforme en ligne des engagements volontaires en faveur du Cadre de Sendai (EVCS) en décembre 2018. Cette séance a annoncé la publication officielle du premier Rapport de synthèse et d'analyse des EVCS.

La plateforme en ligne sur les EVCS a pour vocation de promouvoir l'implication de l'ensemble de la société et des parties prenantes afin d'appuyer la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Cette initiative poursuit les objectifs suivants :

- Promouvoir la cohérence à travers l'ensemble de l'agenda mondial (Cadre de Sendai, ODD, Accord de Paris)
- Favoriser les partenariats et la complémentarité
- Renforcer la redevabilité (grâce au suivi-évaluation des progrès et des résultats concrets obtenus vis-à-vis des EVCS).

Trois parties prenantes ont présenté leur expérience, Mme Lily Kusumowardoyo concernant l'inclusion des personnes en situation de handicap, M. Alessandro Attolico concernant les contributions des collectivités locales à l'objectif (e), et Mme Verónica Ruiz concernant la cohérence.

Le rapport publié synthétise et analyse l'importance des EVCS, leurs caractéristiques et leurs contributions à la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Il présente aussi les bonnes pratiques permettant i) de renforcer la gouvernance au sein des collectivités locales grâce à l'élaboration de politiques inclusives et fondées sur des éléments probants, ii) d'assurer le suivi-évaluation de la résilience à travers un réseau de municipalités, et iii) de prendre les perspectives des personnes âgées en compte dans la conception des politiques des pouvoirs publics.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut accroître la participation des parties prenantes pour la rendre plus équilibrée, pour l'ensemble des régions et pour tous les types de parties prenantes.
- Il faut accroître la couverture de certains domaines par les EVCS, par exemple, les objectifs (d) et (f) de la priorité d'action 3, ainsi que les thématiques centrées sur les enfants et les jeunes, les inégalités entre les sexes, et les sciences et technologies.
- Le rapport recommande vivement aux parties prenantes de continuer à enregistrer leurs EVCS, afin que le soutien non gouvernemental de la RRC soit pris en compte dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai et la réalisation des ODD.
- Il faut poursuivre les efforts visant à expliquer comment enregistrer les EVCS, tout en soulignant les avantages de leur suivi-évaluation et de leur publication.
- Il faut maintenir l'esprit de la plateforme en ligne des EVCS, qui est un outil concret de suivi-évaluation des faits, et non un espace où partager de simples aspirations.

Consultation sur les prochaines étapes de la Campagne Rendre les villes plus résilientes

Jeudi 16 mai, 15h00 – 16h30

Modérateur : Sanjaya Bhatia, directeur du bureau de l'UNDRR à Incheon.

Cette consultation a fait progresser le débat concernant la reconception de la campagne « Pour des villes résilientes » de l'UNDRR. Les discussions ont mis en exergue la nécessité de communiquer sur la RRC d'une façon qui « parle » aux populations, par exemple, en faisant le lien avec leur qualité de vie, afin de stimuler l'intérêt et l'implication des citoyens et de diverses parties prenantes. Les participants ont relevé que le partage horizontal (entre pairs ou entre municipalités) ainsi qu'avec le public des connaissances, difficultés, expériences et leçons tirées est primordial, et ont souligné la nécessité d'en accroître la fréquence. Les participants ont exhorté les gouvernements et collectivités locales à jouer un rôle actif dans l'accélération des progrès locaux en matière de RRC et de résilience. Un dialogue à travers tous les échelons des pouvoirs publics est primordial.



Les participants ont par ailleurs mis l'accent sur la nécessité d'orientations et d'outils afin d'appuyer les collectivités locales dans la construction de la résilience des villes, par exemple, des orientations concernant les approches permettant d'impliquer le secteur privé, de nouer des liens avec les communautés, etc.

La nécessité a été identifiée de mettre en place une plateforme à l'échelon municipal afin d'impliquer différentes parties prenantes, en particulier le secteur privé. Les organisations de la société civile, les ONG et le monde universitaire doivent jouer un rôle actif dans la mise en relation des collectivités locales avec les citoyens.

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut poursuivre le travail de réduction des risques urbains.
- Il faut élargir le nombre de villes qui participent à l'initiative.
- Il faut amener plus de partenaires à collaborer à l'initiative.
- Il faut plus largement travailler avec les organisations gouvernementales et des collectivités locales, aux échelons national et régional.

.....
Colloque sur la gestion des urgences médicales et des risques de catastrophe (GURC): action multisectorielle visant à protéger la santé humaine en situation d'urgence et de catastrophe

Jeudi 16 mai, 17h00 – 18h30

Coprésidentes : **Natasha White**, directrice adjointe, ministère de la santé publique, Nouvelle-Zélande. **Stella Chungong**, cheffe de l'évaluation des capacités de base, suivi-évaluation, Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Intervenants : **Shoko Arakaki**, cheffe de division, Partenariats, processus intergouvernementaux et coopération entre organisations, UNDRR. **Jaouad Mahjour**, directeur général adjoint de la préparation aux catastrophes, OMS. **Ron Law**, chef de la Division de préparation aux catastrophes, Bureau de gestion des urgences de santé publique, Philippines. **Qudsia Huda**, cheffe d'équipe, préparation aux urgences de santé publique, planification et état de préparation opérationnelle, OMS. **Joy Shumake-Guillemot**, responsable du Bureau conjoint OMS/OMM sur le climat et la santé. **Jalal Mohammed Al-Owais**, superviseur général, gestion des urgences et des catastrophes, ministère de la santé publique, Arabie saoudite. **Ngoy Nsenga**, chef d'équipe OMS, opérations d'urgence, AFRO. **Virginia Murray**, responsable de la réduction mondiale des risques de catastrophe, Public Health England. **Jonathan Abrahams**, collaborateur technique et point focal pour la gestion des risques de catastrophe, OMS.

La réunion a débattu de l'importance des partenariats à travers tous les secteurs, et de leur rôle primordial pour mettre en œuvre le Cadre GURC-Santé lancé lors de la PM2019 (le 16 mai) et parvenir à la couverture de santé universelle, à la sécurité sanitaire et à la résilience des communautés et des systèmes de soins de santé.

Les participants ont convenu de la nécessité d'un changement de paradigme qui fasse de l'évaluation des risques et de la prévention des priorités pour les États membres, au même titre que la préparation, l'intervention et le relèvement. Ils ont également convenu qu'il existe d'excellentes opportunités d'ici 2020 pour garantir l'intégration de la santé dans les plans nationaux de réduction des risques de catastrophe (objectif [e]) et d'adaptation.

L'exposition à ce message pourra être renforcée lors de la troisième Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la couverture santé universelle en septembre 2019, qui offrira l'opportunité de veiller à ce que la GURC-Santé soit incluse dans la couverture de santé universelle, ainsi que lors de la Journée internationale de la prévention des catastrophes du 13 octobre 2019, qui se concentrera sur l'objectif (d) du Cadre de Sendai : « Réduire nettement, d'ici à 2030, la perturbation des services de base et les dommages causés par les catastrophes aux infrastructures essentielles, y compris les établissements de santé ou d'enseignement, notamment en renforçant leur résilience ». Les mesures de protection des infrastructures et des populations à risque, par exemple, la protection sociale, sont essentielles pour réaliser l'ODD 3 sur la santé, qui inclut la couverture de santé universelle, et s'assurer de ne laisser personne de côté avant, pendant et après les catastrophes.



Les participants ont débattu de la nécessité d'intégrer un soutien psychosocial aux processus de prévention, de préparation, d'intervention et de relèvement, et ont convenu que davantage d'investissements sont nécessaires pour la réduction des risques climatiques dans la santé, par exemple, pour réduire les risques en cas de canicule grâce au Réseau mondial d'information sur la santé et les vagues de chaleur.

Les débats ont souligné la nécessité d'exploiter les outils, systèmes et capacités existants afin de mettre en œuvre la GURC-Santé via des plateformes de coordination multisectorielles, multipartites, transdisciplinaires et multiniveaux. Pour conclure, les participants ont été invités à rejoindre la Plateforme thématique de l'OMS sur la gestion des urgences et des risques de catastrophe dans la santé, ainsi que son réseau de recherche (contact : Ryoma Kayano, kayanor@who.int).

Les recommandations suivantes ont été débattues durant la séance :

- Il faut promouvoir une gestion des risques communautaire pour mettre en œuvre le Cadre GURC-Santé multi-aléa via l'implication de nombreux secteurs et parties prenantes, et via des partenariats avec les dirigeants nationaux.
- Il faut élaborer des stratégies et mener des actions pour la résilience des systèmes de santé, notamment des programmes sensibles au climat et des initiatives renforçant l'attention accordée aux aspects psychosociaux de la GURC-Santé.
- Il faut renforcer la collaboration multisectorielle, multipartite, transdisciplinaire et multiniveau, à travers la participation à la Plateforme GURC-Santé et à son réseau de recherche, afin de concevoir des politiques, des pratiques et des innovations fondées sur des éléments probants et raisonnées en fonction des risques, et relier la sécurité sanitaire et la résilience à la couverture de santé universelle.
- Il faut plaider en faveur de la GURC-Santé auprès des décideurs politiques et des autres parties prenantes, y compris les donateurs et les partenaires, lors de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la couverture santé universelle qui se tiendra à New York le 23 septembre 2019, de même que dans le cadre d'autres plateformes.
- L'OMS est résolue à travailler avec les États membres et les partenaires pour la mise en œuvre du Cadre de gestion des urgences et des risques de catastrophe dans la santé, afin de réduire les risques de santé publique et les conséquences des situations de crise et des catastrophes, et de renforcer la sécurité sanitaire, la résilience des communautés et des nations, et le développement durable, pour ainsi progresser vers la couverture de santé universelle.



The UN SASAKAWA AWARD

for Disaster Risk Reduction

Cérémonies de remise de prix

Cérémonie de remise du Prix Sasakawa pour la réduction des risques de catastrophe

Jeudi 16 mai, 18h15 – 19h15

> [Cliquez ici](#) pour regarder la cérémonie en ligne.



Le Prix Sasakawa pour la réduction des risques de catastrophe, appuyé par la Nippon Foundation, a été facilité par David Eades, de la BBC. Le Prix Sasakawa 2019 a honoré la contribution exceptionnelle d'organisations et d'individus aux pratiques inclusives de RRC.

La cérémonie de remise du prix s'est ouverte avec une performance de 15 minutes de la compagnie théâtrale Theatre Breaking Through Barriers. Les lauréats ont été annoncés par la représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Mme Mami Mizutori, après les allocutions d'ouverture de M. Yasunobu Ishii, de la Nippon Foundation, ainsi que de Mme Marcie Roth, PDG du Partnership for Inclusive Disaster Strategies et présidente d'Inclusive Emergency Management Strategies LLC (États-Unis), qui s'est exprimée au nom des deux autres membres du jury, à savoir Hans Peters, directeur des programmes internationaux de l'UPS Foundation, et Najla Romdhane, professeure titulaire à l'École nationale d'ingénieurs de Tunis.

Plus de 61 nominations ont été reçues en provenance de 31 pays, ainsi qu'une pré-sélection de 14 projets. Trois prix ont été remis lors de la PM2019 :

- Le Département de la protection civile de Campinas, au Brésil, a été honoré pour son approche unique de communauté durable renforçant l'inclusion, son solide leadership local et l'implication active de tous les groupes vulnérables dans la cartographie et l'atténuation des risques.
- Le Mahila Housing SEWA Trust (Inde) a été honoré pour son approche innovante et inclusive permettant de réunir les connaissances scientifiques et autochtones, d'autonomiser les femmes vivant dans les bidonvilles et de renforcer la résilience de familles entières face aux catastrophes récurrentes, y compris les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.
- M. Pramod Kumar Mishra, secrétaire principal suppléant du Premier ministre indien, a été honoré pour son engagement de longue date pour l'amélioration de la résilience des communautés les plus exposées aux inondations, ainsi que pour son engagement personnel en faveur de l'inclusion sociale comme principe primordial permettant de réduire les inégalités et la pauvreté, qui a permis de renforcer la protection sociale des personnes socio-économiquement marginalisées.

La liste complète des nominations est disponible > [ici](#).



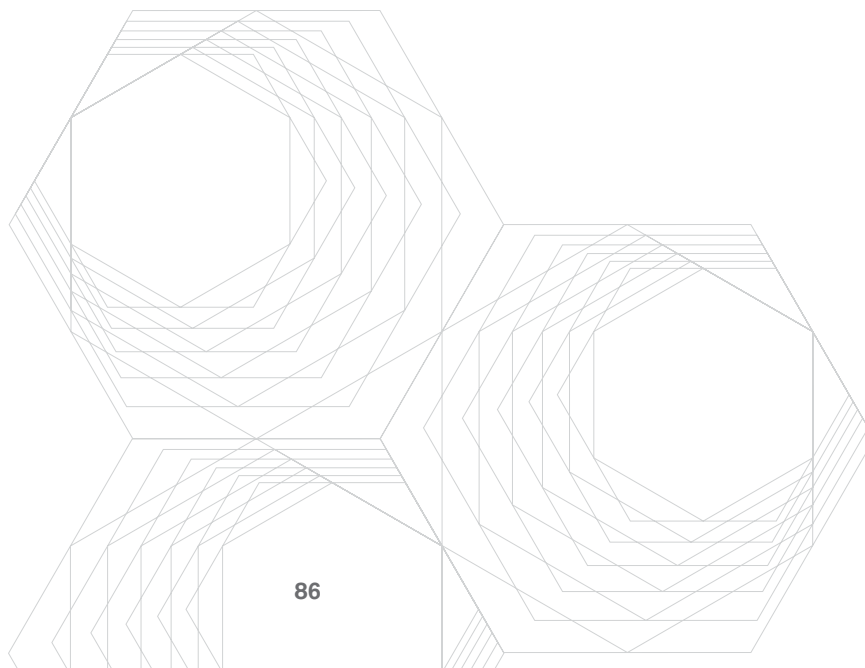
Cérémonie de remise du Risk Award

Vendredi 17 mai, 16h30 – 17h00



Le prestigieux Risk Award a été remis le 17 mai, préalablement à la cérémonie de clôture de la PM2019. Cette récompense biennale honore des projets exceptionnels dans le domaine de la réduction des risques et de la gestion des catastrophes, avec une somme de 100 000 € destinée aux activités du projet lauréat, sous les auspices de la Munich Re Foundation.

Les lauréats du Risk Award 2019 sont Nandan Mukherjee, de l'université de Dundee en Écosse, ainsi que l'équipe de Resilience Solution, au Bangladesh, pour un projet d'avant-garde mené au Bangladesh et consistant en des maisons flottantes, conçues de manière à permettre à une famille de six personnes de survivre à des inondations tout en produisant sa propre nourriture, notamment des légumes, des poulets et du poisson.





Réunions préparatoires

Pour de plus amples détails concernant les réunions préparatoires, veuillez > [cliquer ici](#). Pour lire la déclaration des parties prenantes, veuillez > [cliquer ici](#).

12 mai

Réunion des petits États insulaires en développement (PEID) à l'Organisation météorologique mondiale (OMM), jusqu'au 13 mai

Événement consacré aux jeunes

- Forum des enfants et des jeunes

13 mai

4^e Conférence mondiale sur la reconstruction (CICG et CCV), jusqu'au 14 mai

2^e Conférence sur les systèmes d'alerte précoce multi-aléas à l'Organisation météorologique mondiale (OMM), jusqu'au 14 mai

Forum des World Broadcasting Unions – Comment les chaînes publiques de radio-télévision peuvent-elles contribuer à réduire les risques de catastrophe et à sauver des vies, conformément à leur mission d'intérêt général ?

Forum scientifique et politique (Palais des Nations)

- Session 1 – Présentation en contexte de la Feuille de route mondiale sur les sciences et technologies pour adoption par les participants, suivie d'un bref débat.
- Session 2 – Dialogue scientifique et politique : pourquoi les données doivent être améliorées
- Session 3 – Dialogue scientifique et politique : examen de la terminologie des aléas et de la nécessité de renforcer la collaboration interdisciplinaire
- Lancement d'une nouvelle revue Elsevier : Progress in Disaster Science

Forum des parties prenantes

- Table ronde 1 – Inclure l'ensemble de la société grâce à une collaboration multipartite dans la réalisation des objectifs du Cadre de Sendai, aux échelons mondial, national et local
- Table ronde 2 – Renforcer la cohérence entre RRC et adaptation aux changements climatiques dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Programme 2030
- Table ronde 3 – Optimiser l'impact : identification des voies de la réussite pour le Mécanisme d'engagement des parties prenantes

Consultations régionales

- Consultations régionales africaines
- Réunion de partenariat des pays arabes
- Consultations des organisations régionales du Pacifique

Session des Nations Unies

- Rendre la RRC inclusive

Événements consacrés aux jeunes

- Consultation Words into Action (WiA) – Enfants et jeunes
- Réunion des jeunes avec la représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe



14 mai

Forum scientifique et politique (Palais des Nations)

- Session 4 – Technologies de réduction des risques de catastrophe
- Session 5 – La science et les technologies au service de la résilience : vers des sociétés plus durables et plus inclusives

Forum des parties prenantes

- Table ronde 4 – Déclaration des parties prenantes : la voie du progrès

Consultations régionales

- Consultations de la région Asie-Pacifique
- Briefing et réunion de préparation des délégations du Pacifique
- Réunion de partenariat sur la RRC des pays arabes
- Consultations régionales des Amériques
- Consultations des États membres européens

Journée du secteur privé

- Assemblée générale ordinaire de l'Alliance du secteur privé pour des sociétés résilientes aux catastrophes (ARISE) de l'UNDRR
- Session 1 – Intégrer les risques de catastrophe aux décisions d'investissement des entreprises (paragraphe 36 c du Cadre de Sendai)
- Session 2 – Construire la résilience au climat et aux catastrophes des TPE et PME

Session parlementaire

- Session interactive des parlementaires de la PM2019 : opportunités d'engagement des parlementaires dans un nouveau contexte de développement durable raisonné en fonction des risques

15 mai

Forum scientifique et politique – Événement parallèle

- Événement parallèle lors de la 22^e séance de la Commission des Nations Unies sur les sciences et technologies au service du développement (CSTD)

Session pour le renforcement de la cohérence

- Débat sur le renforcement de la cohérence : généraliser une action cohérente pour la résilience d'ici 2020

Événements consacrés aux jeunes

- S'appuyer sur les jeunes pour construire la résilience dans les contextes très vulnérables
- Conseil des jeunes avec l'envoyée spéciale du Secrétaire général pour la jeunesse

16 mai

Événements consacrés aux jeunes

- Laboratoire sur la résilience
- Réunion stratégique des jeunes scientifiques





Ignite Stage

Le Ignite Stage a accueilli des exposés accrocheurs et captivants de 15 minutes couvrant une kyrielle de nouveautés et de domaines passionnants de la RRC, et visant à présenter à l'assistance des approches de RRC concrètes et éprouvées, ou dans certains cas expérimentales, en provenance des quatre coins du monde. Plus de 90 séances d'information ont été accueillies sur le Ignite Stage, et 10 rencontres communautaires ont exploité la vidéoconférence Skype afin d'inclure des personnes ne pouvant être présentes mais souhaitant néanmoins participer, garantissant ainsi l'inclusion d'un maximum de parties prenantes grâce aux technologies.

C'est notamment sur le Ignite Stage que l'UNDRR a annoncé la publication officielle de trois nouveaux guides Words Into Action (WIA), respectivement intitulés « Développement de stratégies nationales de RRC », « Stratégies locales de réduction des risques de catastrophe et de résilience » et « Déplacements dus aux catastrophes – Comment réduire les risques, gérer l'impact et renforcer la résilience ». La série de guides pratiques Words into Action consacrée à la RRC couvre les thématiques clés et les questions d'actualité dans ce domaine, en diffusant l'expertise et les pratiques sectorielles et régionales. Elle s'adresse aux décideurs politiques, aux groupes de travail techniques, aux organisations internationales et aux ONG.

La liste des autres exposés présentés sur le Ignite Stage figure ci-après.

Les vidéos des différentes séances du Ignite

Stage sont disponibles > [en ligne](#).

Mercredi 15 mai

Une approche ludique de la sensibilisation des communautés aux changements climatiques et aux inégalités entre hommes et femmes (Kenya)

La préparation aux catastrophes dans les camps de réfugiés et les communautés d'accueil à Cox's Bazar (Bangladesh)

Une start-up d'entrepreneuriat social jette des ponts entre les sciences, les technologies, le secteur privé et les collectivités locales

Le développement durable face aux impacts des événements météorologiques extrêmes : un cadre scientifico-politique innovant pour la durabilité et la résilience aux catastrophes de la ville de Quezon (Philippines)

Aider les PME à réduire les risques de catastrophe en Turquie

Écoles P-TECH et sciences participatives : Minecraft comme outil d'éducation des enfants concernant les catastrophes et la RRC

La cartographie LEGO géoréférencée comme outil permettant de favoriser la participation des enfants à la RRC

Faire le lien entre les déplacements dus aux catastrophes et l'objectif (e) : intégrer les déplacements dans les stratégies locales, nationales et régionales de RRC

Intégrer les perspectives des communautés dans l'élaboration des politiques de résilience : leçons tirées par le Népal après le séisme de Gorkha

Renforcer la RRC pour préserver les infrastructures vertes : approches globales et inclusives de la gestion des feux de forêt et de brousse

Ne laisser personne de côté : cours de langue des signes pour les premiers intervenants et le public en situation d'urgence médicale

Protocole d'alerte commun (PAC) : la norme internationale pour les alertes d'urgence



INGRID-H : l'inclusion des personnes en situation de handicap dans la gestion des risques de catastrophe en milieu hospitalier

Initiative Google de prévision des inondations : sonner l'alarme en Inde et ailleurs

Faciliter la communication entre les premiers intervenants sur le terrain : comment le programme sur les catastrophes de la division des sciences de la terre de la NASA appuie la RRC

Analyse des risques et impacts pour les enfants : affiner l'analyse des risques pour répondre aux besoins des enfants

Exploiter l'analyse en réseau pour évaluer les impacts en cascade des crises sur les services et le marché de l'emploi

L'innovation dans la réduction des risques de catastrophe

Un partenariat pour le financement des risques de catastrophe en Europe et dans la CEI

Vers une route de la soie verte et résiliente

La cartographie communautaire pour l'identification et la communication des risques

Une norme mondiale définissant les solutions fondées sur la nature comme outil de la RRC fondée sur les écosystèmes

Le devoir de mémoire : qui tire les leçons organisationnelles des catastrophes ?

Humaniser les sciences en mettant ces dernières ainsi que l'ingénierie, les technologies et l'innovation au service de la RRC : expériences de l'Indonésie, du Pakistan et d'ailleurs

N'oublions pas les animaux : leçons sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour protéger les animaux et les communautés contre les catastrophes en Inde #DontForgetThem

Le professeur Mundinho et ses amis : le premier livre sur la météorologie destiné aux enfants vivant dans des zones à risque est brésilien

L'action du secteur privé via les engagements volontaires en faveur du Cadre de Sendai : un exemple venu d'Asie

Quand les catastrophes s'ajoutent aux conflits : un appel à l'action

Élaborer des solutions de RRC fondées sur la nature en travaillant avec les communautés

Jeudi 16 mai

Session Live Connect avec la communauté de San Mateo (province de Rizal, Philippines)

Pistes d'atténuation des risques de catastrophe dans les contextes mondialisés : projets autochtones de gestion des risques auprès des communautés māori en Nouvelle-Zélande

Campagne Lightning Resilient India

Action des Pathfinder Scouts pour la RRC inclusive : ne laisser personne de côté, y compris les personnes sourdes et malentendantes

L'importance du leadership dans le cadre de la campagne « Pour des villes résilientes » : le cas d'Amadora

Annnonce officielle de plusieurs nouvelles publications « Words into Action »

Application Earthquake Smart Space : l'évaluation rapide des risques posés par l'aménagement intérieur grâce à l'intelligence artificielle

Apprendre de la nature : des alertes précoces contre les inondations fondées sur les connaissances autochtones au Népal

Compagnie théâtrale Theater Breaking Through Barriers (TBTB)

Des données en accès libre pour évaluer les risques : nouveaux fichiers mondiaux du Centre de connaissances pour la gestion des risques de catastrophe de l'UE

Exploiter les données satellitaires pour réduire les risques de catastrophe

Renforcer la gouvernance de la RRC et la résilience au sein des communautés locales grâce au projet « One Billion Trees for Africa Resilience »

Construire la résilience urbaine pour réduire les risques de catastrophe dans les pays arabes, dans le contexte des changements climatiques, des conflits et des déplacements

DARAJA : utiliser les approches d'information fondées sur les écosystèmes pour concevoir des services d'information météorologique urbaine destinés aux implantations informelles

Plus forts ensemble : déployer la collaboration intersectorielle pour combler les lacunes dans la préparation mondiale

Transformer la relation entre développement et risques de catastrophe : pistes identifiées dans la recherche et l'élaboration de politiques

Projet Missing Maps : créer une carte en accès libre pour le milliard oublié

Prise en charge des touristes et navetteurs en cas de catastrophe : le réseau ARISE et la résilience au Japon

Mettre en place des écosystèmes locaux d'innovation pour la réduction des risques de catastrophe

Une voie innovante pour construire un écosystème collaboratif d'éducation à la réduction des risques et à la résilience en Chine

Aligner la planification : exploiter la collaboration multipartite pour créer un impact à long terme

Communiquer en cas d'événement météorologique extrême : améliorer les processus d'alerte et de décision

Pour des infrastructures bleues et vertes inclusives face aux risques d'inondations

Intervention pilotée par les communautés : du statut d'éleveur à celui d'agent du changement !

La valeur ajoutée de la RRC : réduire les besoins humanitaires

Session Live Connect avec la communauté de Péncahue (région du Maule, Chili)



Vendredi 17 mai

La réduction des risques de catastrophe dans les contextes fragiles : une perspective opérationnelle

Résilience transformatrice – La protection des femmes comme point d'entrée dans les contextes de crise prolongée : expériences vécues dans les pays arabes

Systèmes opérationnels d'alerte précoce contre les inondations : avantages, difficultés et perspectives

Lutter pour survivre : une étude sur les femmes âgées dans les villages côtiers du Bangladesh touchés par des catastrophes

Surveillance des écoles et cartographie des aléas pilotées par les élèves

Eau atmosphérique : le dernier réservoir d'eau douce inexploité de la planète

Les outils de la résilience : analyse coût-efficacité des mesures de RRC fondée sur un SIG web

Investir dans la réduction des risques de catastrophe pour construire la résilience locale à travers des méthodes de construction antisismiques en Afghanistan

Projet Open Cities Africa : construire la résilience grâce à des communautés de données en accès libre

L'initiative de préparation des entreprises en Ouganda

Préparation aux séismes : approche multidisciplinaire des études de prédiction sismique et initiative mondiale de science collaborative

Le potentiel des contrats d'assurance titrisés dans le cadre de la Belt and Road Initiative

Un pilotage croisé depuis les échelons local et national : jeter des ponts pour la résilience dans le Pacifique

Réflexions en direct de membres de la communauté mondiale et de représentants d'organisations de la société civile concernant les résultats de la Plateforme

mondiale et les pistes de progrès pour renforcer la résilience des communautés

Comprendre les risques : plateforme améliorée d'évaluation des vulnérabilités et des capacités

Cadre de référence pour la redéfinition de la sécurité des femmes par ces dernières en situation de catastrophe et face aux changements climatiques

Des décès qui peuvent être évités : agir pour réaliser l'objectif (a) du Cadre de Sendai

Accélérer la mise en œuvre du Cadre de Sendai grâce à l'implication et l'autonomisation des jeunes, des jeunes scientifiques et des jeunes professionnels dans les sciences, l'ingénierie, les technologies et l'innovation au service de la RRC

Stimuler les impacts sociaux avec un financement innovant : solutions paramétriques de financement des risques de catastrophe

Les rivières au service de la résilience régionale et inclusive : leçons du programme TROSA sur les rivières transfrontalières d'Asie du Sud

La maison résiliente Antu : une habitation capable de résister aux ouragans dans les îles caribéennes et du Pacifique

USCORE2 : des évaluations entre municipalités pour la réduction des risques de catastrophe

Favoriser un agenda cohérent et les investissements publics en Amérique latine et dans les Caraïbes

Les modes innovants de financement des risques en Afrique

IWARN

Renforcer la résilience pour tous : approches transversales de la réduction des vulnérabilités aux changements climatiques et aux aléas naturels

Renforcer la gouvernance des risques au Maroc





Plateforme de l'innovation

L'édition 2019 de la Plateforme mondiale a pour la première fois accueilli une plateforme de l'innovation. Les organisations participantes ont été sélectionnées dans le cadre d'un concours, et ont créé un espace interactif où l'assistance a pu découvrir de nouvelles initiatives innovantes de RRC, dans les domaines de la cartographie, de la réalité virtuelle, des plateformes de données, et bien plus encore. De brefs descriptifs des stands et des événements de cette plateforme de l'innovation sont disponibles > [ici](#).





Stands de la plateforme de l'innovation

Numéro(s) de stand	Intitulé	Organisateur
1 et 2	Se tenir informé des risques. Être préparé. Système d'alerte précoce multi-aléa de la Suisse	Gouvernement suisse
3	Gérer l'évaluation, la modélisation et la logistique des risques de catastrophe en intégrant l'intelligence artificielle, les données satellitaires, la technologie des chaînes de blocs et l'impression 3D	CANEUS
4	Un outil pratique et inclusif de réduction des risques de catastrophe	Christoffel-Blindenmission Deutschland
5	Les outils numériques pour des habitations résilientes	mHS CITY LAB
6	Projet Missing Maps : la résilience portée par les communautés	Humanitarian OpenStreet Map Team
7	Les nouvelles approches de financement des risques de catastrophe	Institut sur l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies (UNU-EHS)
8	L'innovation de l'UE en action – Pour un monde plus sûr et plus résilient	DG ECHO – Direction de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
9	SPIN Global présente : Planet Ready et le quotient de capacités des intervenants	SPIN Global
10	Coordination – Coopération – Cohérence	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne
11	Promouvoir l'inclusion et le leadership des personnes en situation de handicap dans le cadre des interventions humanitaires et de la RRC	Arbeiter-Samariter-Bund, Indonésie et Philippines
12	Impliquer les jeunes et les technologies dans la RRC – Eau et inondations	Water Youth Network
13	Réduire les risques en luttant contre les rumeurs grâce aux données	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
14	Le Système d'analyse des risques de catastrophe (DRAS)	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
15	Ampleur des catastrophes : une appli pour smartphone à réalité augmentée qui simule l'expérience des inondations et des incendies	Aichi University of Technology
16	African Risk Capacity : considérations pratiques pour le financement des risques de catastrophe	Africa Risk Capacity
17	Le pôle italien du Centre européen de simulation et d'analyse des infrastructures (EISAC.it) et le système d'aide à la décision CIPCast	Agence nationale italienne pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique durable (ENEA)
18	Identifier les opportunités : cartographier les solutions de RRC fondées sur les écosystèmes	Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
19	Campagne « Pour des villes résilientes » – Exemple local d'initiative systématique visant à réduire les inondations et simulation en direct avec Block City	Ville de Göteborg – Gestion durable des déchets et de l'eau



20	Risk Talk : la section interactive du système de compensation-transfert des risques des îles Fidji	InsuResilience Global Partnership
21	Plateforme intégrée Adaptation Ledger™ : exploiter les technologies de rupture pour la préparation et la résilience aux changements climatiques	Adaptation Ledger
22	Dévoiler la véritable ampleur des déplacements dus aux catastrophes : les nouveaux outils, les derniers éléments probants et les améliorations des politiques	Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)
23	Vitrine mondiale de la santé : les innovations dans la protection de la santé publique contre les risques de catastrophe	OMS
24	Perspectives de la plateforme Frontline de visualisation des données : comprenez-vous parfaitement les priorités de votre communauté en matière de résilience ?	Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR)

Événements de la plateforme de l'innovation

Mercredi 15 mai

Innovation et RRC	Université du Tōhoku
Mesurer la résilience des communautés aux inondations	Zurich Insurance Company Ltd
Vitrine mondiale de la santé : les innovations dans la gestion des urgences et des risques de catastrophe dans la santé (GRUC-Santé)	OMS

Jeudi 16 mai

Journée des générations futures	Grand groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes
---------------------------------	---

Vendredi 17 mai

L'intelligence artificielle, les technologies et la robotique au service de la résilience, de la RRC et du relèvement – Les techniques innovantes et les nouveaux modèles de mise en œuvre du Cadre de Sendai applicables immédiatement sur le terrain	Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique
Sur le terrain : démonstration et explication de techniques de résilience après une catastrophe, aux quatre coins du monde et dans des contextes culturels variés	Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique



« La santé entre vos mains » : atteindre les plus défavorisés pour parvenir à la couverture de santé universelle face aux catastrophes

Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique

Présentation des outils technologiques pour la RRC, le relèvement et la résilience, et description des techniques pratiques immédiatement applicables pour la préparation des parties prenantes, avec une attention particulière pour l'intelligence artificielle de pointe et la symbiose humaine

Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique

Aspects pratiques de l'aide humanitaire et du relèvement face aux catastrophes : les applications immédiates de l'intelligence artificielle et de la symbiose humaine à l'échelon local

Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique

Aspects pratiques de l'aide humanitaire et du relèvement face aux catastrophes : les applications immédiates de l'intelligence artificielle et de la symbiose humaine à l'échelon local, et la voie du progrès

Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique

Communication des risques : zones à risque et risques cachés

Association internationale de psychologie appliquée (ONG agréée par l'ECOSOC aux Nations Unies) et Aitheon LLC, une société spécialisée dans l'intelligence artificielle et la robotique





Laboratoires d'apprentissage

Des laboratoires d'apprentissage ont pour la première fois été organisés lors de cette Plateforme mondiale et ont suscité un grand intérêt. Ceux-ci ont consisté en des séances interactives en petits groupes offrant un espace d'apprentissage immédiat. Des concepts, programmes ou équipements techniques concrets de RRC ont été présentés pour permettre aux participants de les tester sur place.

Des sujets intéressants et variés ont été débattus, et le format « salle de classe » conjugué aux équipements technologiques a encouragé des séances pratiques, concrètes et très interactives.

Les séances suivantes ont été organisées lors de la PM2019 :

Évaluer le rapport coûts-bénéfices de la RRC

L'analyse des risques et la planification de la préparation dans le canton de Genève

L'objectif (e) à l'échelon local

L'objectif (e) à l'échelon national

Suivi-évaluation du Cadre de Sendai – Indicateurs mondiaux de base

Suivi-évaluation du Cadre de Sendai – Indicateurs mondiaux thématiques

Suivi-évaluation du Cadre de Sendai – Application des objectifs et indicateurs personnalisés

Prise en compte des données sur les pertes dues aux catastrophes à l'échelon national – Application dans l'élaboration de politiques

Prise en compte des données sur les pertes dues aux catastrophes à l'échelon national – Indicateurs de base du système DesInventar Sendai

Plateforme en ligne des engagements volontaires en faveur du Cadre de Sendai (EVCS)

Les notes conceptuelles sont disponibles [> ici](#).

Recommandations :

- Ces laboratoires d'apprentissage sont à rééditer lors de la prochaine Plateforme mondiale et devraient aussi être organisés lors des plateformes régionales de l'UNDRR.
- Les gouvernements et autres partenaires doivent être encouragés à organiser des séances, conjointement ou non, afin de partager leurs outils et compétences.



05

Liste des participants





ÉTATS PARTICIPANTS

Afghanistan
Afrique du Sud
Algérie
Allemagne
Angola
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahamas
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Biélorus
Belgique
Belize
Bénin
Bhoutan
Bolivie
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde (République de)
Cambodge
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Comores
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie

Cuba
Danemark
Djibouti
Dominique
Égypte
El Salvador
Émirats arabes unis
Équateur
Espagne
Estonie
Eswatini
États-Unis d'Amérique
Éthiopie
Fédération de Russie
Fidji
Finlande
France
Gabon
Gambie
Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée Bissau
Guyana
Haïti
Honduras
Hongrie
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Irlande
Islande
Israël
Italie
Jamaïque

Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Kirghizistan
Kiribati
Koweït
Lesotho
Liban
Libéria
Luxembourg
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Malte
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexique
Micronésie (États fédérés de)
Mongolie
Monténégro
Mozambique
Myanmar
Nauru.
Népal
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouganda
Ouzbékistan
Pakistan
Palaos
Palestine (État de)
Panama
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines



Pologne
Portugal
Qatar
République arabe syrienne
République centrafricaine
République de Corée
République de Corée
République de Macédoine du Nord
République démocratique du Congo
République démocratique populaire lao
République dominicaine
République du Congo
République populaire démocratique de Corée
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Rwanda
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Siège
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Sainte-Lucie
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Serbie
Seychelles
Sierra Leone
Slovaquie
Slovénie
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Sri Lanka
Suède
Suisse
Tadjikistan
Tanzanie (République unie de)
Tchad
Thaïlande
Togo

Tonga
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Venezuela, République bolivarienne du
Vietnam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Agence caribéenne de gestion d'urgence des catastrophes (CDEMA)
Agence spatiale européenne (ASE)
Association des États de la Caraïbe (AEC)
Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
Centre arabe de prévention des séismes et des catastrophes naturelles
Centre asiatique de préparation aux catastrophes
Centre asiatique de réduction des catastrophes
Centre de gestion des catastrophes de l'ASACR (Association sud-asiatique pour la coopération régionale)
Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL)
Centre pour la préparation aux situations d'urgence et la réduction

des risques de catastrophe
Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres Naturales en América Central (CEPREDENAC)
Comité sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS)
Commission de l'océan Indien
Communauté andine
Communauté de l'Afrique de l'Est
Communauté du Pacifique
Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
Conseil de l'Europe (CdE)
Conseil des États de la mer Baltique
Forum des îles du Pacifique
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
Groupe sur l'observation de la Terre (GEO)
iimad - América Latina
INTERPOL (Organisation internationale de police criminelle)
Ligue des États arabes
Ordre souverain de Malte
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation de coopération islamique (OCI)
Organisation des États américains (OAS)
Organisation des femmes arabes
Organisation internationale de protection civile (OIPC)
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
Secretaría Ejecutiva del Consejo de Ministros de Hacienda o Finanzas de Centroamérica y República



Dominicana (SE-COSEFIN)
Secrétariat du Commonwealth
South Centre
Système économique latino-américain et caribéen (SELA)
Union africaine
Union européenne (UE)
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Union pour la Méditerranée (UpM)

..... **SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET ORGANISATIONS ASSOCIÉES**

Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
Banque mondiale
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UN OCHA)
Bureau des affaires spatiales de l'ONU (UNOOSA)
Bureau des Nations Unies à Genève (UNOG)
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)
Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies (UN-OHRLS)
Centre du commerce international (CCI)
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)
Convention des Nations Unies sur

la lutte contre la désertification (UNCCD)
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)
Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement (GFDRR, Banque mondiale)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
Institut sur l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies (UNU-EHS)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
Organisation internationale du travail (OIT)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organisation météorologique mondiale (OMM)
Organisation mondiale de la Santé (OMS)
Organisation panaméricaine de la santé (PAHO)
Programme alimentaire mondial (PAM)
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)
Programme des Nations Unies

pour l'environnement (PNUE)
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
Programme opérationnel pour les applications satellitaires de l'UNITAR (UNOSAT)
Secrétariat des Nations Unies
Union internationale des télécommunications (UIT)
Université des Nations Unies (UNU)

..... **ORGANISATIONS INTERNATIONALES, FONDS ET BANQUES DE DÉVELOPPEMENT**

Banque asiatique de développement (BAD)
Banque européenne d'investissement (BEI)
Banque interaméricaine de développement
Banque islamique de développement (BID)
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Croix-Rouge du Soudan du Sud
Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)
Fonds vert pour le climat
Organisation mondiale des agriculteurs (OMA)
Organisation mondiale du commerce (OMC)
Resilience Action Fund

..... **ORGANISATIONS PARLEMENTAIRES**

Organisation mondiale des législateurs pour un environnement équilibré (GLOBE)
Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes en



Afrique centrale
Union interparlementaire (UIP)

.....

INITIATIVES CONJOINTES MONDIALES ET RÉGIONALES

African Risk Capacity
Caribbean Climate Smart
Accelerator
Initiative de préparation aux catastrophes et de prévention pour les pays d'Europe du Sud-Est (DPPI SEE)
Initiative de renforcement des capacités pour la réduction des risques de catastrophe (CADRI)
Plateforme internationale pour le relèvement
Plateforme pour le développement résilient piloté par les communautés (en anglais : Community Practitioner's Platform ou CCP)
Plateforme pour les partenariats public-privé humanitaires (en anglais : Humanitarian Private Sector Partnership Platform, ou HPPP)
Plateforme sur les déplacements dus aux catastrophes
Système régional intégré d'alerte précoce multi-aléa pour l'Afrique et l'Asie

.....

SECTEUR PRIVÉ

Adaptation Ledger
AECOM
Africa Business Group
Agerca
Agriculture And Environment
Development Consultants
AI Systems Research Ltda
Air New Zealand
AIRBNB
Airbus Defence and Space

Aitheon
Alcyon
Allianz Group, Allianz SE
Alta Prevención WT Mexico S.A. de C.V.
Amann Engineering GmbH
Amicus Advocates
Anjali Tlara Mandiri Group of Companies
Approche Innovante SARL
Architects Avenue Sdn Bhd
ARISE India Network
Asia Affinity Holdings Limited
BACR
Baha Spatial Agency
Behara Company – Chakles
Belgian Investment Company for Developing Countries SA
BFOR
BG Ingénieurs Conseils SA
BJD Reinsurance Consulting, LLC
Campbell Scientific
CCR
CDM Smith
Celsiuspro
CEMEX México
Centre for Humanitarian Dialogue
Challenge Co., Ltd
Chekutty
Citidi (City group)
CMPGRPC
Compartment S4
Consult Africa
COROBOR Systems
Crescendo International
Cupolex
Debbra A.K. Johnson, LLC
DEYWOSS ONE LLC
Dgen
DRR Dynamics Ltd
Earth Labs
ELSEVIER

Ertha / Soluzion « Verus Vicis
Soluzion Consortio FZ LLC UAE »
EVERIS
Exhibitiontechnologies, Inc.
eyetalk communications
Federation of Nepalese Chambers of Commerce & Industry
FEDERCASSI
finans norge
FM Global
Forum économique mondial
GAIL (INDIA) LIMITED
Genillard & CO
Geotest
Glemminge Development
Research AB
Global Development Partnerships
Global Security and Disaster
Management Ltd
Google
Gregorio Belaunde
Groupe AXA
Humanitarian Consulting
IBIFF
IBM Corporation
ICMIF
IDEMA International Development
Management
Institute of Care-life, Chine
Insurance Development Forum
Integrated Risk Management
Associates LLC
International Service for Human
rights
Ipan Apps Do Brasil
Janathakshan (Guarantee) Limited
Japan Bosai Platform
JTB Tourism Research
JTI SA / The JTI Foundation
Kenya Private Sector Alliance
(KEPSA)
Keyfiat Sazan
KG Earth

KLP	Risk Mexico, S.a. De C.v.	Association of Environmental Journalists in Malawi
Kokusai Kogyo Co, Ltd	Rosenbauer International AG	AUB
KZ architecture, Inc.	Sabz Ravesh Fard Tehran	Caribbean Media Corporation
Learning Net	SACH Arquitectura	Deutsche Welle
LION Group Inc.	Sage On Earth Consulting Ltd	DIRAJ
Local Action and Resilience	Sancor Cooperativa de Seguros Limitada	Diva international
Marsh	SENSEfly	Environews RDC
Maru	Shakhesris company	Federal Radio Corporation of Nigeria
McAllister	SM Prime Holdings, Inc.	Flash Leman
MD Sands Consulting Solutions / Village of Deer Park	Social Impact Partners	France Médias Monde
MediHelp Healthcare P Ltd	SPIN Global	Irin News
Mission and Co	SSID	Jholawala Films Private Limited
Miyamoto International	Su/Yapi Engineering	Jornal domingo
Mott MacDonald	Sur Aerospace Spain S.L.	L'Orient-Le Jour
Munich Climate Insurance Initiative	Sustainability Impact	La Presse
Munich Re Foundation	Swisscom	La Sentinelle Ltd
Natalie Richter Planning	Swissteamleaders (ICDMH)	Middle East News Agency (MENA)
National Geographic Society	The Boston Consulting Group	Miss
National Resilience Council	The Ceylon Chamber Of Commerce	Nhk (Japan Broadcasting Corporation)
Network Automation	The Federation of Pakistan Chamber of Commerce	Nuestra Tele Noticias 24 (NTN24)
Newaccess	The Global Institute for Tomorrow	NZNTV
NIRAS - IP Consult GmbH	The paradigm forum GMBH	Power987
Nutcracker Logistics vl. Sasa Tkalec	The St Lucia Chamber Of Commerce, Industry And Agriculture	Radio Epicentro
Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)	The UPS Foundation	Radio municipale de Dakar
One Concern	Tonkin and Taylor International	Radio Rahma
Particip GmbH	Uber Technologies, Inc.	Radio Télévision Suisse
Paul van Meel - Water Management	UKIMEA	Radio Tokpa
Phoenix CRetro	UNIRSE	Resiliency Maps
PlanAdapt	White Space	Revista YARUMO Internacional
Pool Re	Willis Towers Watson	ThaiPBS
Porto Business School	Yahoo Japan Corporation	The EastAfrican Newspaper
Predict Services	Zurich Insurance Company Ltd	The Guardian Ltd
PWC		The Mathrubhumi Printing
QinetiQ	MÉDIAS	The Multimedia Group
Resilience Advisors Network	Agence France Presse	The Times of India
Resilience Solutions	Alex studio	Thomson Reuters Foundation
Resiliént/City	Allday Media Ltd	Union de radio-télévision Asie-Pacifique
Resurgence	Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC)	Union européenne de radio-télévision
RISCalert		
Risk Management Solutions		



ZS News
Zulani TV

STRUCTURES UNIVERSITAIRES ET DE RECHERCHE

2iE - Burkina Faso
Åbo Akademi University
Académie des sciences de Chine
Agence d'exploration aérospatiale japonaise
Aichi University of Technology
All India Institute of Medical Sciences
Alliance to Feed the Earth in Disasters
Amity University
An Najah National University
Ardhi University
Arid Environments Research Center
Asia Pacific University of Technology and innovation
Asian Institute of Technology
Auckland University of Technology
Austrian Institute of Technology
Beijing Normal University
Bishop Grosseteste University
Brandenburg Technical University Cottbus-Senftenberg
Bremen International Graduate School of Social Sciences
Build Academy
California State University Long Beach
Center for International Climate Research (CICERO)
Centre africain pour l'étude des catastrophes
Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire de Genève (CERAH)
Centre d'étude des risques géologiques
Centre d'études sur la sécurité de

l'Institut fédéral de technologie (ETH Zurich)
Centre for Ecology and Hydrology
Centre international pour la gestion des risques liés à l'eau (ICHARM)
Centre international pour les méthodes numériques et l'ingénierie (CIMNE)
Centre mondial de surveillance des incendies
Centre national d'études spatiales (CNES)
Centre pour la résilience de Stockholm
CNIGIDN
Colegio de Ingenieros del Peru
Columbia University / Red Cross
Red Crescent Climate Centre
Comité consultatif scientifique et technique
Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM)
Conseil international pour l'information scientifique et technique (ICSTI)
Consejo Superior Universitario Centroamericano
CRAterre
CRIMEDIM - Research Center in Emergency and Disaster Medicine, Università del Piemonte Orientale
D-Lab, Massachusetts Institute of Technology
Deltares
Disaster and Development Network
École polytechnique fédérale de Lausanne
European Academy of Bozen/Bolzano
Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales

Florida International University
Fondation CIMA
Freie Universität Berlin
Gerics - Climate Service Center Germany
German Aerospace Center
GNS Science
Graduate Institute of International and Development Studies
Hankuk University of Foreign Studies
Hazard Resilience
Heidelberg Institute for Geoinformation Technology
Holy Child Auxilium School
Humanitarian Logistics and Supply Chain Research Institute (HUMLOG Institute)
Indian Institute for Human Settlements
Indian Institute of Technology Bombay
Indian Institute of Technology Roorkee
Institut de développement d'outre-mer (ODI)
Institut de gestion des catastrophes et d'étude des vulnérabilités, université de Dacca
Institut de prévention des sinistres catastrophiques (ICLR)
Institut de recherche sur les sciences géographiques et les ressources naturelles, Académie chinoise des sciences
Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)
Institut des aléas et de l'environnement montagneux (IMHE), Académie des sciences de Chine
Institut fédéral de technologie (ETH Zurich)
Institut fondamental d'Afrique noire
Institut international d'études so-



ciales (IIES)	MIT World Peace University	Universidad Católica Nuestra Señora de la Asunción
Institut international de recherche scientifique	Mount Kenya University	Universidad Central de Venezuela - IRDR la red
Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA)	National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS), Japon	Universidad de Chile
Institut Max Planck de biogéochimie	Negros Oriental State University (NORSU)	Universidad Pablo de Olavide, Sevilla, España
Institut pour la protection sociale et la recherche, université de Dacca	NRIESDP	Universidade Técnica de Moçambique
Institute of Disaster and Fragility Resilience	NRISTEA	Università degli Studi dell'Aquila
Institute on Disability and Public Policy (IDPP), American University	Observatoire volcanologique de Goma	Universität Bern
Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey	Observatoire volcanologique du Karthala	Université « La Sapienza » de Rome
International Centre for Climate Change and Development (ICCCAD)	Philippine School of Business Administration	Université Ahfad pour les femmes
International Disability Alliance	Plateforme pour l'action humanitaire et la résilience (PHAR) de l'université de Californie	Université Ahmadu Bello
International Federation of Environmental Health (IFEH)	Politecnico di Torino	Université Ateneo de Manila
Irkutsk State University	Programme de recherche intégrée sur la réduction des catastrophes	Université Charles Darwin
Johns Hopkins Office of Critical Event Preparedness and Response (CEPAR)	Programme Peri Peri U	Université chinoise de Hong Kong
Joint Centre for Disaster Research	Raoul Wallenberg Institute	Université chinoise de Hong Kong
Jomo Kenyatta University of Agriculture and Technology	Refugee and Migratory Movements Research Unit	Université d'Asie centrale, Kirghizistan
Karlsruhe Institute of Technology	Réseau universitaire pour la RRC des Amériques et des Caraïbes	Université d'Auckland
Karolinska Institutet	Royal Melbourne Institute of Technology	Université d'Auckland
Katholieke Universiteit Leuven	SEADPRI-UKM, Universiti Kebangsaan Malaysia	Université d'Édimbourg
King's College London	SEROS	Université d'Ibadan, Nigéria
Kwame Nkrumah University of Science and Technology	Spaulding Rehabilitation Hospital	Université d'Iwate
La red de universitarios de América Latina y el Caribe para la gestión y la reducción de riesgos de emergencias y desastres	Stellenbosch University	Université d'Oxford
Links Foundation.com	Stevens Institute of Technology	Université d'Oxford et université chinoise à Hong Kong (CUHK) pour la gestion des catastrophes et le respect des droits humains
MES Mampad College	Stockholm Environment Institute sur les catastrophes (IRIDeS), université du Tōhoku	Université d'Udine
Meteorological and Hydrological Service	Tamil Nadu Veterinary and Animal Sciences University	Université d'Uppsala
Mid Sweden University	Technische Universitaet Munchen	Université de Baher Dar
	The Arctic University of Norway (UiT)	Université de Bergen
	UAEMex	Université de Birmingham
	Ulsan Development Institute	Université de Bologne
		Université de Bristol
		Université de Buéa
		Université de Buenos Aires
		Université de Cambridge
		Université de Copenhague
		Université de Corse Pasquale Paoli
		Université de Coventry
		Université de Delhi



Université de Dundee
Université de Durham
Université de Genève
Université de Groningen
Université de Heidelberg
Université de Huddersfield
Université de Hyōgo
Université de Jember
Université de Keio
Université de Kōchi
Université de Kyoto
Université de l'état d'Oregon
Université de la Saskatchewan
Université de la Sunshine Coast
Université de Leeds
Université de Leicester
Université de Londres
Université de Lund
Université de Makérére
Université de Maurice
Université de Melbourne
Université de Nagasaki
Université de Nagoya
Université de Northumbrie
Université de Reading
Université de Salford (Manchester)
Université de Savoie
Université de Sheffield
Université de Sheffield
Université de Stanford
Université de Sydney
Université de Tokyo
Université de Twente
Université de Yaoundé II
Université de York
Université de Zagreb
Université Deakin
Université des sciences et de la technologie Houari Boumédiène (USTHB)

Université du Ghana
Université du Nord-Ouest (Afrique du Sud)
Université du Queensland du Sud
Université du Rosaire
Université du Sichuan
Université du Sussex
Université du Tōhoku
Université Duke
Université Érasme de Rotterdam
Université Flinders
Université Gadjah Mada
Université Gaston Berger, Programme Peri Peri U
Université Grenoble Alpes
Université John Moores de Liverpool
Université Massey
Université métropolitaine de Tokyo
Université Moi, Faculté de santé publique
Université Monash
Université nationale autonome du Mexique
Université polytechnique de Hong Kong
Université polytechnique de Saint-Petersbourg Pierre le Grand
Université populaire du Canton de Genève
Université Purdue
Université Royal Roads
Université Tribhuvan
Université Victoria de Wellington
University Ca' Foscari de Venise
University College Cork
University College London
University of Eastern Finland
University of Education Heidelberg
World Federation of Neurosurgical

Societies
Xavier Institute of Social Service, Ranchi
.....
COLLECTIVITÉS LOCALES
Alcaldía Mayor de Bogotá
Alcaldía Municipal del Distrito Central
Área Metropolitana del Valle de Aburrá
Association of Greater Manchester Authorities
Autorité de gestion des catastrophes de la province du Baloutchistan, Pakistan
Autorité de gestion des catastrophes de la province du Punjab, Pakistan
Autorité de gestion des catastrophes et de réhabilitation de la province du Sindh, Pakistan
Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba
Autorité provinciale du Santa, Pérou
Autorités municipales de la ville de Kampala
Bureau de RRC/GRC de la province de Cebu
Canterbury District Health Board, Nouvelle-Zélande
Christchurch City Council
Commission provinciale de réduction des catastrophes du Sichuan
Communauté électrique du Bénin (CEB)
Commune de Yaoundé 6
Comune Di Narni
Comune di Terni
Conseil municipal pour la GRC de Pereira, Colombie



Coordinación Municipal Protección Civil Querétaro	Voïvodie de Couïavie-Poméranie	prévention des catastrophes naturelles
DILG - Local Government Academy		Association internationale de psychologie appliquée
Direction du parc national de l'Apennin lucanien-Val d'Agri-Lagonegrese	ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET AUTRES GROUPES DE PARTIES PRENANTES	Associazione Di Protezione Civile Gruppo Lucano
District de Songpa-gu	30days30waysUK	Australian Institute for Disaster Resilience
Gouvernement de l'état indien d'Uttarakhand	ACTED – Agence d'aide à la coopération technique et au développement	Baringo Women Small Scale Farmers Network
Gouvernement de l'état indien du Bihar	Action contre la faim – Espagne	BBC Media Action
Gouvernement de la préfecture de Hyōgo	Action on Disability Rights And Development (ADRAD)	Belmont Forum
Gouvernement du conté de Kisumu	Action pour le développement du Sahel (ADESA)	BRAC International
Gouverneur du district de Trongsa	ActionAid	BRACED
Greater Manchester Combined Authority	AFHOH	Buddhist Tzu Chi Foundation
ICLEI – Local Governments for Sustainability	Agence de développement du Soudan du Sud	Build Change
Khorasan Razawi Water Co.	Agence de développement et de secours adventiste (ADRA)	C&A Foundation
Maire d'Iqaluit	Aksi Cepat Tanggap	CANEUS
Métropole d'Incheon	All India Disaster Mitigation Institute	Capacity Building Initiative
Métropole d'Ulsan	Alliance ACT	CARE International
Municipalité d'Alp (La Molina), comarque de Basse-Cerdagne, province de Gérone, Catalogne	Alliance for Global Water Adaptation (AGWA)	Caritas International
Municipalité d'Amadora	Alliance internationale pour la gestion d'eau de pluie (IRHA)	Catholic Organization for Relief and Development Aid
Municipalité de Johannesburg	Alliance mondiale des instituts de recherche sur les catastrophes (GADRI)	CBM International
Municipalité de Johannesburg	AMWAJ of the Environment	CDA Collaborative Learning
Municipalité de Medellin	AOSED – An Organization for Socio-Economic Development	Center for Culture and Visual Communication of the Deaf Berlin
Municipalité de Mogadiscio	Arbeiter Samariter Bund (ASB)	Center for Disaster Preparedness
Municipalité de Saïda	Asia Safe Community Network	Center for Disaster Preparedness Foundation, Inc.
Municipalité de Saravan	Asian Preparedness Partnership	Center for Humanitarian Demining and Expertise
Municipalité de Setúbal	Asociación de Organismos No Gubernamentales (ASONOG)	Centre de recherche constitutionnelle pour les Nations Unies (CUNCR)
Préfecture de Campinas, Protection et défense civile	Association africaine pour la promotion de la RRC	Centre de ressources sur les connaissances autochtones (BARCIK), Bangladesh
Protection civile de Matosinhos	Association des citoyens du monde (ACM)	Centre for Disability in Development
Province de Potenza	Association française pour la	Centre for Policy Research and Development Solutions
Région de Nouakchott		Centre mondial de préparation aux catastrophes (GDPC)
Union des municipalités de la région de Tyr, Liban		Centre pour le développement
Ville d'Oslo, Agency for Water and Wastewater Services		
Ville de Rikuzentakata		
Ville de Sendai		



socio-éco-nomique (CSEND)	Daily Impact Emergency Management	Fondation Margaret A. Cargill
Chellanam Agri		Fondation Mercator
Children's Mission	Damayan ng Maralitang Pilipinong Api Inc.	Fondation Tarayana
Christian Aid	Design For Humans	Fonds Liliane
Christian Blind Mission	Diakonia	Food for the Hungry
Christian Care Foundation	Disaster Accountability Project - SmartResponse.org	FPERID
Christian Disabled People's Association	Disaster Competence Network Austria	Friendship
Christoffel-Blindenmission Deutschland e.V.	Disaster Preparedness Network Nepal	Fundação Vitória Amazônica (FVA)
CHS Alliance	Disaster Recovery Institute International	Fundación Guatemala
Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)	Dominica Association of Industry and Commerce (DAIC)	Fundación Henry Dunant América Latina
Climate Leadership Initiative	Economic Projects Transformational Facility	Fundación Sendas
Climate Resilient Observing-Systems Promotion Council	ECPAT International	GEM (Global Earthquake Model) Foundation
Climate-KIC	EFCWest at Earth Island Institute	Gender and Disaster Network
Club marocain pour l'environnement et le développement	Église méthodiste du Pérou / Alliance ACT	Give2Asia
CODATA-Germany	ELP	Global Infrastructure Basel (GIB) Foundation
Collaboratrice du HD Centre	Emergency G	Globally Brave
Commission Huairou	ENDA Energie	GOAL International
Commonwealth Businesswomen's Network	ERIKS Development Partner	Good Neighbors International
Communauté internationale bahá'íe	Evangelical Fellowship of India Commission on Relief	Grand groupe des Nations Unies pour les enfants et les jeunes
Compagnie théâtrale Theater Breaking Through Barriers	Evidence AID	Green Africa Youth Organisation (GAYO)
Concern Worldwide	Federación de organización de personas con discapacidad	GreenAid / SucceZGuide
Concertación Regional para la Gestión del Riesgo	Fédération des associations de PME du Cambodge	GROOTS Peru
Congrès de la diaspora africaine	Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry	Groupe de recherche et de sauvetage du GEA
Conseil arabe de l'eau	FEEDAR & HR	Groupe de recherche, d'étude et de formation Femme-Action (GREFFA)
Conseil international de la science	FEWACCI	Habitat for Humanity International
Conseil national de la jeunesse, Niger	Finnish National Rescue Association	Habitat Technology Group
Conseil norvégien des réfugiés	Fondation Aga Khan (AKF)	Handicap International
Consultoría Social Integral Vinni Cubi A.C.	Fondation Bill et Melinda Gates	Hatch Colab
Convergencia Ciudadana para la Gestión del Riesgo	Fondation IHEID	Hayata Destek / Support to Life
Cordaid	Fondation LIDÈ	Health and Nutrition Development Society (HANDS)
Croix-Rouge du Soudan du Sud		HelpAge International
		Helvetas Swiss Intercooperation
		Hong Kong Jockey Club DPR Institute



Hult Prize Foundation	International Rescue Committee (IRC)	Northeastern Rural Development (NRD)
Humane Society International	International Universities Search and Rescue Council	Ntengwe for Community Development
Humanitarian OpenStreetMap Team	International Youth Committee (IYC)	Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)
Humanity & Inclusion	Islamic Relief Worldwide	Ocean Policy Research Institute, Sasakawa Peace Foundation
Hydro and Agro Informatics Institute	israAID	ONG Inclusiva
ICCO Cooperation	Japan CSO Coalition for Disaster Risk Reduction (JCC-DRR)	Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO)
ICES Foundation	Japan National Assembly of Disabled Peoples' Int.	Organisation internationale pour les pays les moins avancés (OIPMA)
IIESAR	JUPEDC	Organización de Bomberos Americanos
IMPACT Initiatives	Kitrinos Healthcare	Oxfam
Indigenous Information Network	Korea Disaster Safety Network	Pacific Disability Forum
Indonesia Association of Women With Disabilities	Korea NGO Council for Overseas Development Cooperation	Pan African Youth Union
Information Management and Mine Action Programs	Land and Human to Advocate Progress (LHAP)	Partenariat mondial de l'eau
Insan Association	Lebanese Transparency Association	Partenariat mondial pour la résilience
Institut arabe de développement urbain (AUDI)	LI-BIRD	Participatory Action For Community Empowerment
Institut haïtien des droits de l'homme	Lutheran World Relief	Persian seismic retrofitting institute
Institut international de droit humanitaire	MAHER	Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF)
Institute for Integrated Rural Development (IIRD)	Mahila Housing Trust	Plan International
Integrated Health Information Platform	Malteser International	Plant-for-the-Planet Initiative
Integrated Self help Association for Rural Development (ISARD)	MARS Practitioners Network	Plataforma Comunitaria Comité y Redes de Honduras « Wagucha »
International Aid Services (IAS)	Medair	Plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe, Canada
International Association of Emergency Managers (IAEM)	Mercy Corps	PMU-Interlife
International Centre for Climate Change and Development (ICCCAD)	MHS City Lab	Practical Action
International Centre for Earth Simulation Foundation - ICES Foundation	Munich Re Foundation	Protection mondiale des animaux
International Council of Voluntary Agencies (ICVA)	Myanmar Independent Living Initiative	Protection mondiale des animaux - Amérique latine (Protección Animal Mundial)
International Development Enterprises (IDE)	National Fisheries Solidarity Movement	Protezione Civile « Gruppo Lucano »
International Disability Alliance	National Society for Earthquake Technology - Nepal	
	National United Society of the Blind	
	Nature Conservancy	
	Nippon Foundation	
	North Western Primary Health Network	



Rassemblement démocratique des femmes libanaises (RDFL)	Te Tira Whakamataki
Red Cross / Red Crescent Climate Centre	Tearfund
Refugees International	Thanal Palliative and Paraplegic Care Society
Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED)	The American British Cowdray Medical Center IAP
Réseau des femmes de Tangulbei	The Nature Conservancy
Réseau jamaïcain des agricultrices des zones rurales	The Unspoken Ministry
Réseau MARP	Third Generation Environmentalism Ltd
Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR)	Track Nepal
Resilience Action Fund	Trócaire
Resilience Brokers	UINSPIRE Indonesia
RET Internacional	Unión de Cooperativas de Mujeres las Brumas
RIADIS	Uralungal Labour Contract Cooperative Society
Risk Reduction Education for Disasters - Risk RED	URD
Royal Scientific Society	Village Suisse
Rural Development For Future Georgia	Voluntary Service Overseas (VSO)
Sarvodaya Shramadana Movement	WAN-IFRA - Association mondiale des journaux et des éditeurs de médias d'information
Save The Children	Water Youth Network
Secretaria De La Integración Social Centroamericana (SISCA)	Welthungerhilfe
Shahabsang Company	Wetlands International
Shuchona Foundation Bangladesh	WIUM SDA - West Indonesia
Slum Dwellers International	Union Mission / Seventh-day Adventist Church
Smartraining de México	World Bosai Forum Foundation
Society of Fire and Disaster Emergency Community Conflict Agency (SOFADCECA)	World Merit South Africa
Soka Gakkai International	World Vision
Special Talent Exchange Program (STEP)	YAKKUM Emergency Unit, membre de l'Alliance ACT
State Welfare Organization of Iran	Youth Alliance for Environment (YAE)
Stockholm Environment Institute	Youth For Charity Missions International (Yofochm)
Sustainable Environmental and Ecological Development Society	Youth for Human Rights Pakistan
	Youth Innovation Lab
	Zoi Environment Network



Les dividendes de la résilience : vers des sociétés plus durables et plus inclusives

**Pour toute information complémentaire,
veuillez consulter la page : www.unisdr.org/gp2019**

Organisée par



Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe

Accueillie par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra